



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 20 DÉCEMBRE 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 20th, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiv-

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

ing notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notice, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notice have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

Artisan Blouse Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre novembre 1947, constituant en corporation: Albert Sheiner, marchand, Nathan Schwartz, manufacturier et Samuel Stein, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce d'articles de modes, nouveautés, robes, costumes, manteaux pour dames et enfants, et manufacturiers de vêtements de toute description quelconque, pour hommes et pour femmes, sous le nom de "Artisan Blouse Corp.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Letters Patent

Artisan Blouse Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1947, incorporating: Albert Sheiner, merchant, Nathan Schwartz, manufacturer and Samuel Stein, attorney, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in, millinery supplies, novelties, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of men's and women's wearing apparel of any description whatsoever under the name of "Artisan Blouse Corp.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Bigger Town Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1947, constituant en corporation: Henri Masson-Loranger, C.R., avocat, de la cité de Westmount, Jacqueline Dugas, secrétaire, de la cité d'Outremont, fille majeure, et Paul Champagne, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de la construction de travaux publics et privés de quelque nature ou genre quelconque;

Faire affaires comme agents et administrateurs d'immeubles de commerce et d'entreprises industrielles, sous le nom de "Bigger Town Construction Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 150 actions ordinaires classe "A" et 250 actions classe "B" sans droit de vote, de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Boulangerie Lachute Ltée
Lachute Bakery Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1947, constituant en corporation: Romain Beaulne, assistant-ingénieur, Rollande Laurin, sténographe, fille majeure, et Roger Lagarde, avocat, tous de Lachute, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meuniers, boulangers, pâtisseries, épiciers, sous le nom de "Boulangerie Lachute Ltée — Lachute Bakery Ltd", avec un capital de \$49,000, divisé en 49,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Brossard Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six novembre 1947, constituant en corporation: Charlemagne Brossard, commerçant, Dame Charlemagne Brossard, épouse contractuellement séparée de biens de Charlemagne Brossard, et Joseph-Ephrem Brossard, rentier, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation et le commerce de bois, sous le nom de "Brossard Lumber Ltd", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la dite compagnie sera limité à trois (3).

Le siège social de la compagnie sera à 1850, Cuvillier, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Bigger Town Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1947, incorporating: Henri Masson-Loranger, K.C., advocate of the city of Westmount, Jacqueline Dugas, secretary, of the city of Outremont, spinster, and Paul Champagne, advocate of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the building industry for public and private works of any nature or kind whatsoever;

To carry on business as agents and managers of commercial and industrial immovables and enterprises, under the name of "Bigger Town Construction Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 150 Class "A" common shares and 250 Class "B" shares having no voting right, of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Boulangerie Lachute Ltée
Lachute Bakery Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1947, incorporating: Romain Beaulne, assistant engineer, Rollande Laurin, stenographer, spinster, and Roger Lagarde, advocate, all of Lachute, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of millers, bakers, pastrymen, grocers, under the name of "Boulangerie Lachute Ltée — Lachute Bakery Ltd." with a capital stock of \$49,000, divided into 49,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Brossard Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1947, incorporating: Charlemagne Brossard, trader, Dame Charlemagne Brossard, wife separate as to property by marriage contract of Charlemagne Brossard, and Joseph Ephrem Brossard, annuitant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the lumber business, under the name of "Brossard Lumber Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the said company will be limited to three (3).

The head office of the company will be at 1850 Cuvillier Street, city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Carlton Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux novembre 1947, constituant en corporation: Sidney Klein, manufacturier, Celia Cohen, sténographe, célibataire, et Sylvia Myers teneuse de livres, célibataire, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, des marchandises sèches et des textiles sous le nom de "Carlton Textiles Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions, desquelles, 300 seront des actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Charbonneau & Despatie, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six novembre 1947, constituant en corporation: Roger Brossard, C.R., Claude Demers, avocats, et Marcelle Larose, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en tous genres d'assurance, sujet aux dispositions de la Loi des Assurances de Québec, sous le nom de "Charbonneau & Despatie, Limitée", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Club de Ski Drummond

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1947, constituant en corporation sans capital actions: Albert Bilodeau, gentilhomme, Jacques Montplaisir, pharmacien, et Judes Tétreault, marchand, tous trois de la cité de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, diriger, administrer un club pour fins sociales, récréatives, athlétiques et sportives, et procurer et entretenir les propriétés nécessaires à ces fins, sous le nom de "Club de Ski Drummond".

Les pouvoirs de la compagnie ne l'autorisent pas à demander, acquérir ou détenir une licence de la Commission des Liqueurs de Québec et ne permettent pas non plus les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Carlton Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1947, incorporating: Sidney Klein, manufacturer, Celia Cohen, stenographer, spinster, and Sylvia Myers, bookkeeper, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, dry goods, and textiles, under the name of "Carlton Textiles Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of which 300 shall be preferred shares having a par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Charbonneau & Despatie, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1947, incorporating: Roger Brossard, K.C., Claude Demers, advocates, and Marcelle Larose, secretary, spinster and in use of her rights, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of broker for all kinds of insurance, subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, under the name of "Charbonneau & Despatie, Limitée", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Club de Ski Drummond

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Albert Bilodeau, gentleman, Jacques Montplaisir, pharmacist, and Judes Tétreault, merchant, all three of the city of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To promote, organize, direct and manage a club for social recreational and athletic purposes and sports, and to procure and maintain the properties required for such purposes, under the name of "Club de Ski Drummond".

The powers conferred on the company do not authorize it to apply for, acquire or hold a license from the Quebec Liquor Commission, nor do they permit gambling, games of chance or games of chance and skill mixed.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Corporation Sanatorium Olivier

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six novembre 1947, constituant en corporation: Alexandre Bédard, médecin-chirurgien, Joseph-Pierre Bédard et Auguste-Enoch St-Laurent, tous deux comptables licenciés, tous trois de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et administrer un sanatorium, hôpital ou toute autre maison de repos ou convalescence, sous le nom de "Corporation Sanatorium Olivier", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Château-d'Eau, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Delisle Auto Shawinigan, Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six novembre 1947, constituant en corporation: Roméo Delisle, marchand, Faïda Bastarache, voyageur de commerce, et Pierre Trudel, commis de bureau, tous de la cité des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pièces et accessoires d'automobiles;

Administrer et opérer des ateliers de réparations, de garages, stations de gazoline, d'huile et de pétrole, magasins, dépôts, entrepôts;

Faire le commerce en général de ferronneries, quincailleries, sous le nom de "Delisle Auto Shawinigan, Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Edrado Manufacturing Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-huit novembre 1947, constituant en corporation: Edward Radow, Alexander David Davis, manufacturiers, Dorothy Davis Radow, épouse séparée de biens dudit Edward Radow, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Philip S. Garonce, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, vendre, acheter, importer et exporter des hardes, vêtements et sous-

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is twenty-thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Corporation Sanatorium Olivier

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1947, incorporating: Alexandre Bédard, physician-surgeon, Joseph Pierre Bédard and Auguste Enoch St-Laurent, both licensed accountants, all three of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To establish, maintain and manage a sanatorium, hospital or other convalescent or rest home, under the name of "Corporation Sanatorium Olivier", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Château-d'Eau, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Delisle Auto Shawinigan, Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1947, incorporating: Roméo Delisle, merchant, Faïda Bastarache, commercial traveller, and Pierre Trudel, office clerk, all of the city of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in automobile parts and accessories;

To manage and operate repair shops, garages, gasoline oil and petroleum stations, stores, depots and warehouses;

To deal generally in hardware, ironware, under the name of "Delisle Auto Shawinigan Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Edrado Manufacturing Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1947, incorporating: Edward Radow, Alexander David Davis, manufacturers, Dorothy Davis Radow, wife separate as to property of the said Edward Radow, and by him duly authorized for these presents, and Philip S. Garonce, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, sell, buy, import, and export ladies' and gentleman's and infant's

vêtements pour dames et messieurs, bébés et enfants, des fournitures, articles de sport, de même que des marchandises sèches, textiles et tous draps sous le nom de "Edrado Manufacturing Co. Inc." avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2050 rue Bleury, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Entreprises Dorchester, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1947, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat, de Lévis, Gilles de Billy, André Gagnon, Claude Gagnon, avocats, de la cité de Québec, et Thérèse Sirois, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec pour les objets suivants:

Assumer l'entretien et la construction de chemins publics;

Faire le commerce de bois, toutes sortes de produits, d'articles et de marchandises en bois;

De machineries, outillage, équipement et articles de quincaillerie;

Papier, cuir, bois, caoutchouc, porcelaine, plastique sous le nom de "Entreprises Dorchester, Ltée", avec un capital de \$10,000, divisé en 400 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Anselme, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Flexalum Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre novembre 1947, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Joseph Shapiro, avocat, et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, et Ruth Miller, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le métier et le commerce de manufacturiers et distributeurs d'aluminium et de manufacturiers et lamineurs d'aluminium et d'alliage de métaux et d'effets en toutes formes ou formes, tous produits, commodités et articles de tous genres, sous le nom de "Flexalum Company Ltd", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Gold Rays Products Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

and children's clothing and garments and underwear, furnishings, sporting apparel, as well as dry goods, textiles and all cloths, under the name of "Edrado Manufacturing Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2050 Bleury Street, city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Entreprises Dorchester, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1947, incorporating: Jacques de Billy, advocate, of Lévis, Gilles de Billy, André Gagnon, Claude Gagnon, advocates, of the city of Québec, and Thérèse Sirois, secretary, spinster, of Lauzon, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To undertake the building and maintaining of public roads;

To deal in lumber and all kinds of wood products, articles and merchandises;

Machinery, equipment, fittings and articles of hardware;

Paper, leather, wood, rubber, porcelain, plastic, under the name of "Entreprises Dorchester Ltée", with a capital stock of \$10,000, divided into 400 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Saint-Anselme, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Flexalum Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1947, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, of the city of Montreal, and Ruth Miller, secretary, spinster of the full age of majority, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of aluminum manufacturers and distributors, and manufacturers and rollers of aluminum and metal alloys and goods into any and all forms, products, commodities and articles of every kind, under the name of "Flexalum Company Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Gold Rays Products Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt novembre 1947, constituant en corporation: Wilfrid Jodoin, rentier, Ovide-L. Lussier, agent manufacturier, et J.-Elois Gervais, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous les produits à base de sucre et de toutes les huiles végétales et de compositions végétales ainsi que tous les produits qui en dérivent, sous le nom de "Gold Rays Products Corporation Limited", avec un capital de \$25,000, divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5824, rue Iberville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Gold Seal Garment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six novembre 1947, constituant en corporation: Abraham M. Klein, Harry L. Aronovitch, avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des hardes, marchandises sèches, vêtements et fournitures de toutes sortes et descriptions, pour dames et messieurs, sous le nom de "Gold Seal Garment Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jeu d'Equerre Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1947, constituant en corporation: l'honorable Léon Mercier Gouin, sénateur et Conseil en Loi du Roi, de la cité de Montréal, Bernard Bourdon, cons il en Loi du Roi, de la cité d'Outremont, et Lomer Gouin, avocat, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires, en général, comme fabricants et marchands de cadres et meubles en général et de tous matériaux entrant dans la fabrication de ces cadres et meubles en général;

Tenir des ateliers d'enseignement théorique et pratique des beaux-arts, ainsi que de tous arts et sciences connexes, sous le nom de "Jeu d'Equerre Limitée", avec un capital de \$5,000, divisé en 1,000 actions de la valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1947, incorporating: Wilfrid Jodoin, annuitant, Ovide L. Lussier, manufacturers' agent, and J. Elois Gervais, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all products of a sugar base and all vegetable oils and vegetable compositions and also products derived therefrom, under the name of "Gold Rays Products Corporation Limited", with a capital stock of \$25,000, divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5824 Iberville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Gold Seal Garment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1947, incorporating: Abraham M. Klein, Harry L. Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export, ladies' wear, dry goods, ladies' and gents' clothing, wearing apparel and furnishings of every kind and description, under the name of "Gold Seal Garment Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jeu d'Equerre Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1947, incorporating: the Honourable Léon Mercier Gouin, Senator and King's Counsel, of the city of Montreal, Bernard Bourdon, King's Counsel, of the city of Outremont, and Lomer Gouin, advocate, of the city of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as manufacturers of and dealers in frames and furniture in general and in all materials entering into the making of the said frames and furniture in general;

To open studios for the theoretical and practical teaching of fine arts, as well as all arts and sciences connected therewith, under the name of "Jeu d'Equerre Limitée", with a capital stock of \$5,000, divided into 1,000 shares having a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J.-W. Picard, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept novembre 1947, constituant en corporation: Gérard Picard, Jacques Picard et Raymond Picard, commerçants, de la cité de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer en gros et en détail le commerce de tous produits alimentaires, denrées, épicerie, sous le nom de "J.-W. Picard, Ltée", avec un capital de \$250,000, divisé en 2,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Kelly-Leduc Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit novembre 1947, constituant en corporation: John Roy Kelly, gérant de bureau, Joseph Ste-Marie, avocat, et Marie-Berthe Beauparlant, sténographe, célibataire, tous de la cité de Hull, district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Exercer en gros et en détail, le commerce de ferronnerie, quincaillerie, matériaux de construction, spécialités, peinture, huile, systèmes de chauffage, dispositif et appliques électriques, articles de sport, machines et machineries;

Exercer un commerce général de plomberie, de chauffage et de métal en feuilles;

Faire l'achat du commerce exercé en la cité de Hull, dans le district de Hull, sous le nom de "Kelly & Leduc, Hardware Merchants";

Le nom de la compagnie est "Kelly-Leduc Ltd."

Le montant du capital de la compagnie est de \$75,000, divisé en 7,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

K & G Cloak Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt novembre 1947, constituant en corporation: Abe Guben, dessinateur, Morris Kliger, opérateur, Leah London, secrétaire, célibataire, David Litner, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce de hardes, vêtements, fournitures et accessoires de toute description, pour hommes, femmes, jeunes personnes et enfants, sous le nom de "K & G Cloak Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25 chacune, et 1200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

J.-W. Picard, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1947, incorporating: Gérard Picard, Jacques Picard and Raymond Picard, merchants, of the city of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in all kinds of foodstuffs, food products, groceries, under the name of "J.-W. Picard, Ltée", with a capital stock of \$250,000 divided into 2,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Kelly-Leduc Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of November, 1947, incorporating: John Roy Kelly, office manager, Joseph Ste-Marie, advocate, and Marie-Berthe Beauparlant, stenographer, spinster, all of the city of Hull, judicial district of Hull, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in ironware, hardware, building requisites, specialties, paint, oil, heating systems, electrical fixtures and appliances, sporting goods, machines and machineries;

To carry on the business of general plumbing and heating and sheet metal;

To buy the business carried on at the city of Hull, in the district of Hull, under the name of "Kelly & Leduc, Hardware Merchants";

The name of the company is "Kelly-Leduc Ltd."

The amount of the capital stock of the company is to be \$75,000, divided into 7,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the city of Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

K & G Cloak Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1947, incorporating: Abe Guben, designer, Morris Kliger, operator, Leah London, secretary, spinster, David Litner, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in men's women's youth's and children's clothing, wearing apparel, furnishings and accessories of every description, under the name of "K & G Cloak Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of the par value of \$25 each, and 1200 preferred shares of the par value of \$25 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laboratoires Welcker-Lapointe Ltée
Welcker-Lapointe Laboratories Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un novembre 1947, constituant en corporation: George-Arthur Lapointe, pharmacien, Raymond-André Robic, ingénieur-conseil, tous deux de la cité d'Outremont, Paul-Enile Chicoine, docteur en médecine, Jean Lapointe, pharmacien, et Marie-Jeanne St-Pierre, secrétaire ces trois derniers de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi de Pharmacie de Québec, manufacturer, trafiquer en tous produits pharmaceutiques, diététiques, d'hygiène et vétérinaires, articles de toilette, articles de parfumerie de toutes sortes, produits alimentaires et culinaires et généralement tous produits relevant du commerce de pharmacie, sous le nom de "Laboratoires Welcker-Lapointe Ltée — Welcker-Lapointe Laboratories Ltd.", avec un capital de \$40,600, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laiterie Gatineau Dairy, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre novembre 1947, constituant en corporation: Alonzo Carrière, voyageur de commerce, de la cité de Montréal-Est, district judiciaire de Montréal, Denis Ladouceur, inspecteur de la ville de Buckingham, district judiciaire de Hull, et Rosaire Dumoulin, beurrier, du village de Maniwaki, district judiciaire de Labelle, pour les objets suivants:

Acheter, entreprendre ou autrement acquérir les affaires ou partie des affaires de la "Laiterie Gatineau Dairy, Enrg."

Faire affaires comme manufacturiers, acheteurs, vendeurs, de lait, tous sous-produits et dérivés du lait, et tous autres produits agricoles et produits de ferme, d'instruments aratoires, de véhicules automobiles, sous le nom de "Laiterie Gatineau Dairy, Ltd.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à la Ville de Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Jeunesse de l'Union Nationale

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gou-

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laboratoires Welcker-Lapointe Ltée
Welcker-Lapointe Laboratories Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1947, incorporating: George Arthur Lapointe, pharmacist, Raymond André Robic, consulting engineer, both of the city of Outremont, Paul Enile Chicoine, doctor of medicine, Jean Lapointe, pharmacist, and Marie-Jeanne St-Pierre, secretary, these three latter of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act, to manufacture, deal in all pharmaceutical, dietetic, hygienic and veterinary products, toilet ware, perfumery of all kinds, food-stuffs and culinary products and generally all products connected with the pharmacy business, under the name of "Laboratoires Welcker-Lapointe Ltée — Welcker-Lapointe Laboratories Ltd.", with a capital stock of \$40,600, divided into 400 shares of \$100 each

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laiterie Gatineau Dairy, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1947, incorporating: Alonzo Carrière, commercial traveller, of the city of Montreal-East, judicial district of Montreal, Denis Ladouceur, inspector of the town of Buckingham, judicial district of Hull, and Rosaire Dumoulin, butter manufacturer, of the village of Maniwaki, judicial district of Labelle, for the following purposes:

To purchase, undertake or otherwise acquire the business or part of the business of "Laiterie Gatineau Dairy, Enrg."

To carry on business as manufacturers, buyers, vendors of milk and all by-products and derivatives of milk, and all other agricultural and farm products, farm implements and motor vehicles, under the name of "Laiterie Gatineau Dairy, Ltd.", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Jeunesse de l'Union Nationale

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

verneur de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept novembre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Grimard, Robert Lafrenière et Raymond Maher, tous étudiants, de la Cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Grouper ou réunir les jeunes gens dans un but politique, culturel, social et sportif, sous le nom de "La Jeunesse de l'Union Nationale".

Les pouvoirs accordés à la corporation ne peuvent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Société Historique de Québec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1947, constituant en corporation sans capital actions: Cyrille-F. Delâge, notaire, Georges-Henri Dagneau, Jean-Thomas Perron, journalistes, Sylvio Dumas, gérant, M. l'abbé Paul-Émile Gosselin, M. l'abbé Émile Beaudry, professeurs, M. l'abbé Honorius Provost, archiviste, Clovis Plamondon, commis, tous de la cité de Québec, Clément Dussault, instituteur, de Sillery, et Adrien Dufresne, architecte, de Beauport, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Grouper toutes les personnes qui s'intéressent à l'histoire et aux souvenirs historiques de la région de Québec, sous le nom de "La Société Historique de Québec".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Léopold Duplessis Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois décembre 1947, constituant en corporation: Léopold Duplessis, marchand de bois, Simone Veillet Duplessis, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léopold Duplessis, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Roger Duplessis, comptable, tous de la cité des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exécuter, dans toutes leurs spécialités, les opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Léopold Duplessis Limitée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trois décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Normand Grimard, Robert Lafrenière and Raymond Maher, all students, of the City of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To assemble or bring together young people in a political, cultural and social aim, and for sports, under the name of "La Jeunesse de l'Union Nationale".

The powers conferred on the corporation shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or games of chance and skill mixed;

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Société Historique de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Cyrille F. Delâge, notary, Georges Henri Dagneau, Jean Thomas Perron, journalists, Sylvio Dumas, manager, the Rev. abbé Paul Émile Gosselin, the Rev. abbé Émile Beaudry, professors, the Rev. abbé Honorius Provost, archivist, Clovis Plamondon, clerk, all of the city of Quebec, Clément Dussault, teacher, of Sillery, and Adrien Dufresne, architect, of Beauport, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To bring together all those interested in the history and historical data of the district of Quebec, under the name of "La Société Historique de Québec".

The amount to which the immovable property (or the annual revenue therefrom) which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Léopold Duplessis Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1947, incorporating: Léopold Duplessis, lumber merchant, Simone Veillet Duplessis, housewife, wife separate as to property of said Léopold Duplessis, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Roger Duplessis, accountant, all of the city of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on, in all lines of same, the business of builders and general contractors, under the name of "Léopold Duplessis Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Marie-Antoinette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1947, constituant en corporation: John Bumbray, C.R., Lovell Carroll, C.R., Jean-Paul Cardinal, tous trois avocats, de la cité de Montréal, Denise Picard, sténographe, de Ville de Léry, et Madeleine Pépin, sténographe, de Rosemont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de fleuriste et de pépiniériste, et faire le commerce de fleurs de toute description, arbustes et plants, sous le nom de "Marie-Antoinette Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2363, Beaubien Est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Marie-Antoinette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1947, incorporating: John Bumbray, K.C., Lovell Carroll, K.C., Jean-Paul Cardinal, all three advocates, of the city of Montreal, Denise Picard, stenographer, of Ville de Léry, and Madeleine Pépin, stenographer, of Rosemont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry the business of florists and nurserymen, and deal in flowers of every description, shrubs and plants, under the name of "Marie-Antoinette Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 2363 Beaubien East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mégantic Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1947, constituant en corporation: Adrien Cameron, Fernand Cameron, hôteliers, de Mégantic, district de Saint-François, et Joseph Lachance, marchand, de Thetford district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'achat et de vente, en gros et en détail, de pièces pouvant servir à la réparation des automobiles, sous le nom de "Mégantic Auto Parts Inc.", avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac Mégantic, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mégantic Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1947, incorporating: Adrien Cameron, Fernand Cameron, hotel keepers, of Mégantic, district of Saint Francis, and Joseph Lachance, merchants, of Thetford, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on the business of buying and selling, wholesale and retail, all parts used in the repairing of automobiles, under the name of "Mégantic Auto Parts Inc.", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lake Mégantic, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mlle E. Fortin, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1947, constituant en corporation: Léo Phaneuf, Rolland Langlois, comptables, et Germaine de Courcy, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce d'articles de toilette, robes, manteaux, fourrures, articles pour dames, lingerie, sous le nom de "Mlle E. Fortin, Incorporée", avec un capital de \$20,000, divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mlle E. Fortin, Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1947, incorporating: Léo Phaneuf, Rolland Langlois, accountants, and Germaine de Courcy, secretary, spinster and in use of her rights, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal generally in toilet articles, dresses, coats, furs, articles for ladies and lingerie, under the name of "Mlle E. Fortin, Incorporée", with a capital stock of \$20,000, divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mongrain & Roy Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1947, constituant en corporation: Adolphe Roy, Justin Mongrain, marchands, Henri Beaulieu, avocat, tous trois de Ville St-Laurent, et Fernande Lespérance, sténographe, fille majeure, cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, et faire le commerce comme marchand de gros, de ferronnerie, de quincaillerie, accessoires et fixtures électriques, accessoires d'automobiles, articles de ferme et tous articles faits de métal, aluminium, verre, plastique, chrome, bois ou caoutchouc;

Acquérir l'actif et le passif de Justin Mongrain, et Adolphe Roy, lesquels font affaires ensemble sous la raison sociale de "Justin Mongrain & Cie".

Le nom de la présente compagnie est "Mongrain & Roy Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$49,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Paul Raymond, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six novembre 1947, constituant en corporation: Laurent Drouin, avocat, Marcel Drouin comptable, et Françoise Bellay, sténographe, célibataire, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, le charbon, les huiles, le pétrole et autres combustibles;

Faire le commerce de fournaies, brûleurs à l'huile, et de tous autres articles et appareils pouvant être utilisés aux fins mentionnés ci-haut, sous le nom de "Paul Raymond, Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Perron & Fils, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six novembre 1947, constituant en corporation: Laurent Desroches, avocat, Béatrice Corriveau et Jacqueline Laliberté, sténographes, filles majeures, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer la pose de la brique, de la pierre ou de tout autre revêtement à des maisons, manufactures, entrepôts;

Mongrain & Roy Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1947, incorporating: Adolphe Roy, Justin Mongrain, merchants, Henri Beaulieu, advocate, all three of Ville St-Laurent, and Fernande Lespérance, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in, as wholesale merchant, ironware, hardware, electric fixtures and equipment, automobile accessories, farm implements and any articles made of metal, aluminum glass, plastic, chrome, wood or rubber;

To acquire the assets and liabilities of Justin Mongrain and Adolphe Roy, who carried on business together under the firm name of "Justin Mongrain & Cie".

The name of the present company to be: "Mongrain & Roy Limitée".

The amount of capital stock of the company is \$49,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Ville Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Paul Raymond, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1947, incorporating: Laurent Drouin, advocate, Marcel Drouin, accountant, and Françoise Bellay, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import, export coal, oil, petroleum and other fuel;

To deal in furnaces, oil burners, and any other articles and apparatus which may be used for the above mentioned purposes, under the name of "Paul Raymond, Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Perron & Fils, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1947, incorporating: Laurent Desroches, advocate, Béatrice Corriveau and Jacqueline Laliberté, stenographers, spinsters, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To undertake the laying of brick, stone or other facing on houses, factories or warehouses;

Construire, ériger toute propriété immobilière, sous le nom de "Perron & Fils, Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires avec valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 4 est, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Rodan Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt novembre 1947, constituant en corporation: Eli Michael Berger, Alan Bernard Gold et Murray Lapin, avocats, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie terrienne, et faire généralement le commerce de terres et d'immeubles de toutes sortes et descriptions, et faire affaires comme agents d'immeubles, estimateurs experts, courtiers en immeubles, entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Rodan Investment Corporation".

Le montant du capital de la compagnie sera divisé en 3,000 actions ordinaires, sans valeur au pair ou nominale, et trois mille (3000) actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune; et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moindre de \$22,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Roger Desautels, Limitée
Roger Desautels, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1947, constituant en corporation: Roger Desautels, imprimeur, Jean Desautels, et Jacques Lanthier, comptables, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

D'exercer les commerces et métiers, d'imprimeurs;

D'exercer le commerce de manufacturier, de vendeur, de toute marchandise quelconque se rapportant à l'impression, à l'édition, à la reliure, à la papeterie, aux articles de bureau, sous le nom de "Roger Desautels, Limitée — Roger Desautels, Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,600 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Rosemont Investment Company, Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

To build, erect any immovable property, under the name of "Perron & Fils, Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares having a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 4 Notre-Dame Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General

Rodan Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1947, incorporating: Eli Michael Berger, Alan Bernard Gold, and Murray Lapin, advocates, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land company, and to generally deal in lands and real estate of all and every kind and description, and to carry on business as real estate agents, experts valuers, realty brokers, contractors and builders, under the name of "Rodan Investment Corporation".

The amount of the capital stock of the company is to be divided into 3,000 common shares having no nominal or par value, and three thousand (3000) preferred shares of the par value of \$25 each; and the amount with which the company will commence its operations will not be less than \$22,500.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Roger Desautels, Limitée
Roger Desautels, Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1947, incorporating: Roger Desautels, printer, Jean Desautels and Jacques Lanthier, accountants, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of printers;

To carry on the business of manufacturer, vendor of any merchandise whatsoever connected with printing, publishing, book-binding, stationery or office supplies, under the name of "Roger Desautels Limitée — Roger Desautels, Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,600 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Rosemont Investment Company, Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit novembre 1947, constituant en corporation: Albert Parent, Edgar Parent, imprimeurs, et Ernest Parent, industriel, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de placement de fonds, courtiers en actions, sous le nom de "Rosemont Investment Company, Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Rousseau & Rousseau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix sept novembre 1947, constituant en corporation: Victor Rousseau, inspecteur municipal, Roland Rousseau et Paul Rousseau, marchands-quincailliers, tous de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils et d'accessoires de plomberie, de ferronnerie, de quincaillerie dans tous ses domaines et sous toutes ses formes y compris les matériaux de construction, dans toutes leurs variétés, sous le nom de "Rousseau & Rousseau Limitée", avec un capital de \$55,000, divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 1500 actions communes ou ordinaires d'une valeur de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

S. G. Bendon Utility Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux-novembre 1947, constituant en corporation: Samuel Gérald Bendon, courtier, Morris Israel Bendon, vendeur, tous deux de la cité d'Outremont, et Morton Joseph Bendon, géant de ventes, de la cité de Montreal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de toutes sortes de produits alimentaires, confiserie et machinerie et équipement de confiserie, et aussi toutes sortes de quincaillerie, outils, accessoires d'optique, coutellerie, articles de ménage de toutes sortes, articles de sport, machines, machinerie et bijouterie, sous le nom de "S.G. Bendon Utility Co. Inc.", avec un capital de \$60,000, divisé en 300 actions ordinaires et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

ince of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of November, 1947, incorporating: Albert Parent, Edgar Parent, printers, and Ernest Parent, manufacturer, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the investment business and that of stock brokers, under the name of "Rosemont Investment Company, Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Rousseau & Rousseau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of November, 1947, incorporating: Victor Rousseau, municipal inspector, Roland Rousseau and Paul Rousseau, hardware dealers, all of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To deal in plumbing supplies and accessories, ironware, hardware in all branches of same and under all forms of same, including building requisites in all their specialties, under the name of "Rousseau & Rousseau Limitée", with a capital stock of \$55,000, divided into 400 preferred shares of a par value of \$100 each and into 1500 common or ordinary shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

S. G. Bendon Utility Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1947, incorporating: Samuel Gérald Bendon, broker, Morris Israel Bendon, salesman, both of the city of Outremont, and Morton Joseph Bendon, sales manager, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, and dealers in all kinds of food products, confectionery and confectionery machinery and equipment, and all kinds of hardware, tools, optical sundries, cutlery, household wares of all kinds, sporting goods, machines, machinery and jewellery, under the name of "S. G. Bendon Utility Co. Inc.", with a capital stock of \$60,000, divided into 300 common shares and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Spécialités Inc. Marquette Inc. Specialties Spécialités Inc. Marquette Inc. Specialties

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt et un novembre 1947, constituant en corporation: André Loranger, marchand, Jacques Sarrasin, comptable, et Georges Lafontaine, comptable agréé, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de gros et détail, d'articles de quincaillerie, d'électricité, de pharmacie (sujet aux dispositions de la Loi de Pharmacie de Québec S.R.Q., 1941, C. 267) de nouveautés, de marchandises sèches, sous le nom de "Spécialités Inc. Marquette Inc. Specialties".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50, et 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

La compagnie pourra commencer ses opérations dès qu'un montant de \$14,000 de son capital aura été souscrit et payé;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Tessier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six novembre 1947, constituant en corporation: Arthur Tessier, Wilfrid Légagé et Gérard Légaré, entrepreneurs, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement dans toutes leurs spécialités les affaires et opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Tessier Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 50 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Betty Speirs-Peter Miller Dance Studios Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-et-un novembre, 1947, constituant en corporation: Eileen Shirley Guttman, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, Peter Miller, professeur de danse, et Mortimer Ross Rubenstein, avocat, tous deux de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'un studio de danse, consistant en instructions individuelles, instructeurs en classe, et instructions par correspondance sur commande par malle, sous le nom de "The Betty Speirs-Peter Miller Dance Studios Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1947, incorporating: André Loranger, merchant, Jacques Sarrasin, accountant, and Georges Lafontaine, chartered accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in hardware, electrical and pharmaceutical goods (subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act R.S.Q., 1941, chapter 267) novelties and dry-goods, under the name of "Spécialités Inc. Marquette Inc. Specialties".

The amount of capital stock of the company will be divided into 800 preferred shares of a par value of \$30 each, and 2,000 common shares having no par value.

The company may commence operations as soon as an amount of \$14,000 of its capital has been subscribed and paid for.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Tessier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1947, incorporating: Arthur Tessier, Wilfrid Légagé and Gérard Légaré, contractors, all of the city of Québec, judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on generally, in all the specialties thereof, the business and operations of general builders and contractors, under the name of "Tessier Limitée".

The capital stock of the company is divided into 50 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Betty Speirs-Peter Miller Dance Studios Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1947, incorporating: Eileen Shirley Guttman, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, Peter Miller, dancing instructor, and Mortimer Ross Rubenstein, advocate, both of the City of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a dance studio consisting of individual tutoring, class tutoring and mail order tutoring by correspondence, under the name of "The Betty Speirs-Peter Miller Dance Studios Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1. each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-un novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Wearmore Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre novembre 1947, constituant en corporation: Isidore Morgulis, comptable, Michael Rubenstein, avocat, de la cité de Montréal, et Alexander Garelick, commerçant, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, fourreurs, gantiers, merciers et confectionneurs généraux, sous le nom de "Wearmore Manufacturing Co. Ltd." avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Yamaska Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six novembre 1947, constituant en corporation: René St-Pierre, gérant, Mme Thérèse Chapdelaine St-Pierre, ménagère, épouse séparée de biens de René St-Pierre, et dûment autorisée par lui, tous deux de Sainte-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, et Bernard Villeneuve, comptable, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles; de parties, pièces et accessoires d'automobiles;

Opérer des garages, stations de gazoline, d'huile et de pétrole;

Exercer les opérations de fabricants et négociants d'appareils, accessoires et dispositifs de chauffage, réfrigérateur, outillage de plombiers, fournitures de maison, et tous objets, en fer, bronze, étain, plomb, zinc, et autre métal, sous le nom de "Yamaska Automobile Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
20880-o L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at the City of Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Wearmore Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1947, incorporating: Isidore Morgulis, accountant, Michael Rubinstein, advocate, of the city of Montreal, and Alexander Garelick, trader, of the City of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade of tailors, drapers, hosiers, milliners, costumers, hatters, furriers, gloves, haberdashers and general outfitters, under the name of "Wearmore Manufacturing Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100, each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Yamaska Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1947, incorporating: René St-Pierre, manager, Mme Thérèse Chapdelaine St-Pierre, housewife, wife separate as to property of René St-Pierre and duly authorized by him for the purposes hereof, both of Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe, and Bernard Villeneuve, accountant, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles; automobile parts, spare parts and accessories;

To operate garages, gasoline, oil and petroleum stations;

To carry on the business of manufacturers of and dealers in heating and refrigerating apparatus, accessories and devices, plumbing supplies, household furniture, and any objects in iron, brass, tin, lead, zinc, and other metal, under the name of "Yamaska Automobile Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
20880 Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par la présente donné que la Guaranty Trust Company of Canada s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa pro-

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Guaranty Trust Company of Canada will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next

chaîne Session pour obtenir la passation d'une loi ratifiant un accord en date du 6 mars 1947 entre la Guaranty Trust Company of Canada et la Capital Trust Corporation Limited par lequel la Guaranty Trust Company of Canada a acheté tout l'actif et tous les droits de la Capital Trust Corporation Limited et pour obtenir le pouvoir de faire affaires dans la Province de Québec et de continuer les devoirs et les obligations de la Capital Trust Corporation Limited.

session, for the passing of an act ratifying an agreement, bearing date the 6th of March, 1947, between the Guaranty Trust Company of Canada and the Capital Trust Corporation Limited, whereby the Guaranty Trust Company of Canada has purchased all the assets and rights of the Capital Trust Corporation Limited and to obtain permission to carry on business in the Province of Quebec and continue the duties and obligations of the Capital Trust Corporation Limited.

Québec, 22 novembre 1947.

Les Procureurs,
20712-48-4 RIVARD, BLAIS & GOBEIL.

Quebec, November 22, 1947.

RIVARD, BLAIS & GOBEIL,
20712-48-4 Attorneys.

AVIS

La communauté "Les Sœurs de l'Espérance" donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec lors de sa prochaine session pour demander l'adoption d'un bill privé (projet de loi) dans le but de faire abroger la loi 4 Ed. VII chapitre 107, clarifier les pouvoirs de la corporation et lui en accorder de plus étendus, pour fonder, organiser et administrer des hôpitaux destinés à hospitaliser et soigner les malades et les blessés, indigents et autres; fonder, maintenir, administrer des monastères, des hôpitaux, des écoles d'infirmières et d'aides-infirmières, d'infirmiers et d'aides-infirmiers, avec toutes les œuvres et les services connexes; fonder, organiser, maintenir, administrer et développer des sanatoriums, services sociaux extérieurs, foyers pour jeunes filles, orphelinats et autres œuvres de même nature; fonder, organiser, maintenir et développer des maisons d'enseignements à tous degrés sous la direction de l'autorité compétente en la matière; exproprier des terrains et immeubles dans un rayon de cinq cents pieds; exercer tous les pouvoirs dévolus aux corporations dans la province de Québec, le tout sujet aux lois déjà existantes.

Le Procureur de la Communauté "Les
Sœurs de l'Espérance,"
20713-48-4-o F. EUGENE THERRIEN

F. EUGENE THERRIEN,
Attorney for La Communauté
20713-48-4-o "Les Sœurs de l'Espérance".

CITÉ DE HULL

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes: pour ratifier une entente intervenue entre la Cité et la Company E. B. Eddy, déterminant l'évaluation des biens imposables de ladite Compagnie à une valeur de \$6,000,000.00, pour une période de dix années, à compter du 1 mai 1947; pour ratifier certains contrats intervenus entre la Cité et la Wartime Housing Limited; pour permettre au Conseil de la Cité d'emprunter annuellement, sans recourir au vote des propriétaires d'immeubles, une somme n'excedant pas \$50,000.00 pour défrayer les frais de construction de raccordement d'aqueduc et d'égouts aux constructions qui sont érigées chaque année.

Hull, le 21 novembre, 1947.

Le Maire,
R. BRUNET.
Le Greffier,
H.-LÉON LEBLANC.

Contresigné:
Les Procureurs de la Cité de Hull,
STE-MARIE & STE-MARIE. 20747-48-4-o

CITY OF HULL

Notice is by these presents given that the City of Hull will present a petition to the Legislator of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law for the following objects: to confirm and ratify an agreement intervenue between the City and the E. B. Eddy Company determining the assessment of the taxable property of said Company to a value of \$6,000,000.00 for a period of ten years, beginning on May 1st, 1947; to confirm and ratify different contracts intervenue between the City and the Wartime Housing Limited; to authorize the Council of the City to borrow annually, without obtaining the vote of the owners of immovables an amount not exceeding \$50,000.00 to defray the cost of construction of water works and sewers lines to the buildings erected annually.

Hull, November 21, 1947.

R. BRUNET,
Mayor.
H.-LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Countersigned:
STE-MARIE & STE-MARIE,
Attorneys for the City of Hull. 20747-48-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de Sainte-Angèle de Monnoir s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, en vue de l'adoption d'une loi abrogeant, quant à elle, certaines dispositions de la loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales, Chapitre 220 S.R.Q. 1941 et l'autorisant, en dérogation à la loi générale susdite, à accorder une exemption de taxes municipales et scolaires, pour une période de dix ans, à la compagnie Kenmar Textiles Ltd, sur le terrain, les bâtisses, l'outillage et la machinerie de ladite compagnie.

Sainte-Angèle de Monnoir, le 24 novembre 1947

Les Procureurs de la Corporation de Sainte-Angèle de Monnoir,
NADEAU & NADEAU.

Nadeau et Nadeau,
159 Craig, Ouest, Ch. 614,
Montréal.

20731-48-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est ici donné que Joseph McAbbee, restaurateur, de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à la prochaine session pour demander une loi spéciale, aux fins suivantes: remplacer par une créance hypothécaire de \$20,000 en faveur des appelés éventuels, la substitution créée par le testament de feu Onésime McAbbee sur l'immeuble décrit comme le N° 2 de la subdivision du lot officiel N° 7 aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelega, dans la division d'enregistrement de Montréal et de reconnaître et affirmer, quant au reste, le droit de propriété absolu dudit Joseph McAbbee ou de ses ayants droit sur le même immeuble.

Montréal, le 24 novembre 1947.

20780-49-4-o (Signé) JOSEPH McABBEE.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Alain-François de Bellefeuille, de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, licencié en droit, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre ledit Alain-François de Bellefeuille, à l'étude du droit.

Montréal, ce 29 novembre 1947.

Les Procureurs du Requérant,
20784-49-4-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

Avis public vous est par les présentes donné que la ville de Gatineau, dans le comté de Hull, et la Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec lors de sa prochaine session pour obtenir une loi ayant pour effet de ratifier certaines résolutions de la ville de Gatineau et de la Commission scolaire pour la municipalité de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et un certain contrat passé entre la dite ville et Commercial Alcohols Limited, fixant, pour une période de dix ans, l'évaluation pour fins municipales et scolaires des propriétés immobilières de la dite compagnie.

Le Procureur des Requérantes,
20785-49-4-o JACQUES BOUCHER.

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that the Corporation of Sainte-Angèle de Monnoir will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act repealing, so far as is concerned the said Corporation, certain provisions of the Municipal Aid Prohibition Act, R.S.Q. 1941, Chapter 220, and authorizing in derogation to the said Act, the said Corporation to grant for a period of ten years an exemption from taxation for municipal or school purposes to Kenmar Textiles Ltd for the land, buildings, equipment and machinery of the said company.

Sainte-Angèle de Monnoir, the 24th day of November 1947.

NADEAU & NADEAU,
Attorneys for the Corporation of Sainte-Angèle de Monnoir.

Nadeau & Nadeau,
159 Craig Street West, Room 614,
Montréal.

20731-48-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Joseph McAbbee, restaurant keeper of Montreal will make application to the Quebec Legislature, during the forthcoming session thereof, for the enactment of a special law for the purpose of replacing by an hypothecary claim of \$20,000 payable to the eventual substitutes, the actual substitution created by the last will of the late Onésime McAbbee and affecting the immovable property bearing No 2 of the subdivision of lot No 7 in the Official Plan and Book of Reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, Hochelega county, in the registration division of Montreal; and for the further purpose of having it declared and approved that the said Joseph McAbbee is the absolute owner of the said immovable property.

Montreal, November 24th, 1947.

20780-49-4-o (Signed) JOSEPH McABBEE.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Alain-François de Bellefeuille, of the city of Montreal, district of Montreal, province of Quebec, bachelor of law, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to authorize the Bar of the province of Quebec to admit the said Alain-François de Bellefeuille to the study of law.

Montreal, November 29th, 1947.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
20784-49-4-o Attorneys for Applicant.

Public notice is hereby given that the town of Gatineau, in the county of Hull, and the School Commission of the school municipality of St. Jean Vianney, in the county of Papineau, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an Act to ratify certain resolutions passed by the town of Gatineau and the school Commission of the municipality of St. Jean Vianney, in the county of Papineau, and a certain contract entered into between the said town and Commercial Alcohols Limited, fixing, for a period of ten years, the valuation of the immoveable property of the said company for municipal and school purposes.

JACQUES BOUCHER,
20785-49-4-o Attorney for Petitioners.

AVIS

Avis est donné par les présentes que la corporation "St. Andrew's Society of Montreal", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amenddant sa charte (22 Victoria, chapitre 138) concernant l'emploi de son capital; le placement de ses fonds; ses pouvoirs; son administration; la mise à exécution de ses règlements; et pour d'autres fins.

Montréal, le 6 décembre 1947.

Les Procureurs des Requérents,
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
20800-49-4 CLIFF, MEREDITH & BALLANTYNE.

NOTICE

Notice is hereby given that the "St. Andrew's Society of Montreal", will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of an Act amending its charter (22 Victoria, chapter 138) with respect to the use of its capital; the investment of its funds; its powers, its management; its enactment of by-laws; and for other purposes;

Montreal, December 6th, 1947.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, MEREDITH & BALLANTYNE.
20800-49-4-o Solicitors for the Applicant.

AVIS DE BILL PRIVÉ

La Corporation Municipale du Village de Durham Sud donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir l'annexion des lots 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 850, 851 et 852 du Cadastre officiel pour le canton de Durham, comté de Drummond, lesquels lots font présentement partie du territoire de la municipalité de Durham Sud.

Durham Sud, 2 décembre 1947.

Le Procureur de la Corporation du Village
de Durham Sud,
20801-49-4-o ROGER SÉGUIN.

NOTICE OF A PRIVATE BILL

The municipal Corporation of the Village of South Durham gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session to obtain the annexion of lots 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 850, 851 et 852 of the official cadastre for the township of Durham, Drummond county, the said lots being presently a part of the territory of the municipality of South Durham.

South Durham, December 2nd 1947.

ROGER SÉGUIN,
Attorney for the Village of South
20801-49-4-o Durham.

Avis est donné que les Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve, 4041, boulevard Rosemont, Montréal, par MM. Paul Leduc et Philippe Ferland et autres, vont demander à la prochaine session de la Législature l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve (No 1787) Inc. avec siège social à l'endroit précité, avec tous les pouvoirs ordinaires des corporations civiles, entre autres celui de posséder des biens immobiliers n'excédant pas \$100,000, avec le pouvoir de succéder à tous les droits et obligations des Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve N° 1787 depuis l'année 1935.

PHILIPPE FERLAND,
20808-49-4-o 10 est, St-Jacques, Montréal.

Notice is hereby given that the Knights of Columbus of the Maisonneuve Council, 4041 Rosemount Boulevard, Montreal, per Messrs. Paul Leduc and Philippe Ferland and others, desire to apply to the next session of the Legislature for the passing of an Act incorporating them as a corporation under the name of "Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve (No. 1787 Inc.", with head office at the above mentioned place, with all the usual powers of a civil corporation, amongst others that of owning immovable properties not exceeding \$100,000, with power to succeed to all the rights and obligations of the Knights of Columbus Maisonneuve Council No. 1787 since the year 1935.

PHILIPPE FERLAND,
20808-49-4 10 St. James Street East, Montreal

Avis public est par les présentes donné que la cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes:

1° Amendement à la charte relativement à l'inclusion des lois, règlements, ordonnances et arrêtés en Conseil provinciaux et fédéraux, par simple référence dans une procédure du Conseil, le cas échéant;

2° Remplacement du paragraphe 3 de l'article 55 de la charte, relatif aux octrois municipaux;

3° Amendement au statut 19 George V, chapitre 123, relatif à certains immeubles de la Fraternité du Tiers-Ordre de St. François d'Assise, pour le rendre plus clair en ce qui a trait au paiement des taxes municipales;

4° Amendement à l'article 26 du statut 3 George VI, chapitre 107, relatif à certains immeubles de la Fabrique de la paroisse Notre-Dame, pour le rendre plus clair en ce qui a trait au paiement des taxes municipales;

5° Ratification de la vente de la bâtisse industrielle à Lampron Shirt Limited en date du 16

Public notice is hereby given that the city of Trois-Rivières will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. Amendment of the charter respecting the inclusion of the laws, regulations, ordinance and orders in council, both provincial and federal, by simple reference in a procedure of the Council, as the case may be;

2. Replacement of paragraph 3 of section 55 of the charter, respecting municipal grants;

3. Amendment of the Statute 19 George V, chapter 123, respecting certain immovables of the Fraternity of the Third Order of St. François d'Assise, in order to give a clearer meaning to that which deals with the payment of municipal taxes;

4. Amendment of section 26 of the Statute 3 George VI, chapter 107, respecting certain immovables of the Fabrique of the parish of Notre-Dame, in order to give a clearer meaning to that which deals with the payment of municipal taxes;

5. Ratification of the sale of the industrial building to the Lampron Shirt Limited under

mai 1947, devant J. C. Sawyer, N. P., et autorisation à disposer du produit de la vente;

6° Ratification de résolutions ou décisions du Conseil accordant une pension de retraite à MM. Louis Dubois, Désiré Pellerin, Alfred Doucet, J. O. Rivard, Ovila St-Louis, Aimé Lacerte et autres, employés municipaux.

Trois-Rivières, le 3 décembre 1947.

Le Procureur de la Cité des Trois-Rivières,
LÉON LAMOTHE.

20809-49-4

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Monsieur Edward Dillon, comptable public, des cité et district de Montréal, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine Session, l'adoption d'une loi déclarant son éligibilité à l'Institut des Comptables Agréés de Québec en vertu de l'article 26 de la loi 10 Geo. VI, chap. 47.

Montréal, ce 29ième jour de novembre 1947.

Les Procureurs du pétitionnaire,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON

20835-50-4-o

& **BEAULIEU.**

Canada, Province de Québec, ville de Rouyn

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Rouyn s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session:

1° pour obtenir l'annexion à son territoire de certains blocs, lots et terrains miniers dans le canton de Rouyn;

2° pour autoriser le maire et le greffier à signer l'original de certains règlements;

3° pour autoriser le maire et le greffier à signer l'entrée de certains règlements au Livre des Règlements;

4° pour obtenir le droit d'accorder une réduction de taxe de pas plus de 25% pour une période n'excédant pas dix ans, sur toutes bâtisses entièrement à l'épreuve du feu;

5° pour changer le nom de "La Ville de Rouyn" en celui de "Cité de Rouyn".

Donné sous son seing et sceau à Rouyn ce 3ième jour de décembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
20837-50-4-o **GÉRARD BEAUCHEMIN.**

CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE

Avis est par les présentes donné, que la Corporation de la Cité du Cap-de-la-Madeleine, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1° Pour confirmer et ratifier l'entente intervenue entre la Cité du Cap-de-la-Madeleine, les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le Comté de Champlain, et la Compagnie Durham Chemicals (Canada) Limited fixant le montant de taxes municipales et scolaires que la dite compagnie devra payer pour une période de six années;

2° Pour confirmer et ratifier l'entente intervenue entre la Cité du Cap-de-la-Madeleine, et la Compagnie St-Régis Paper Company (Canada) Limited, déterminant l'évaluation des biens imposables de la dite Compagnie pour une période de six années et l'entente intervenue entre les Commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le Comté de Champlain, et la dite Compagnie fixant le montant

date the 16th day of May, 1947, before J. C. Sawyer, N. P., and authorization to dispose of the proceeds of the sale;

6. Ratification of resolutions or decisions of the Council granting a retirement pension to Messrs Louis Dubois, Désiré Pellerin, Alfred Doucet, J. O. Rivard, Ovila St-Louis, Aimé Lacerte and other municipal employees.

Trois-Rivières, December 3, 1947.

LÉON LAMOTHE,
Attorney for the City of Trois-

20809-49-4

Rivières:

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Mr. Edward Dillon, public accountant, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a Bill declaring his eligibility for membership in The Institute of Chartered Accountants of Quebec, in conformity with section 26 of the Act 10 Geo. VI, chap. 47.

Montreal, this 29th day of November, 1947.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
& **BEAULIEU,**

20835-50-4

Attorneys for the Petitioner.

Canada, Province of Quebec, Town of Rouyn

Public notice is hereby given that the Town of Rouyn will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session:

1° to obtain the annexion within its limits of certain blocks, lots and claims within the Rouyn Township;

2. to authorize the mayor and the town clerk to sign the original of some of its by-laws;

3. to authorize the mayor and the town clerk to sign the entry of some of its by-laws in the Book of the By-laws;

4. to obtain the right to grant not more than 25% discount on municipal taxes for a period not exceeding ten years, on all fireproof buildings;

5. to obtain that the name of "Town of Rouyn" be replaced by the name of "City of Rouyn".

Given under my Hand and Seal at Rouyn, this 3rd day of December 1947.

20837-50-4-o **GÉRARD BEAUCHEMIN,**
Secretary-Treasurer.

CITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE

Notice is hereby given, that the City of Cap-de-la-Madeleine, will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law for the following purposes:

1. To confirm and ratify an agreement made between the City of Cap-de-la-Madeleine, The School Commissioners for the Municipality of Cap-de-la-Madeleine in the County of Champlain, and The Durham Chemicals (Canada) Limited, fixing the amount of municipal and school taxes to be paid by the said Company, for a period of six years;

2. To confirm and ratify an agreement made between the City of Cap-de-la-Madeleine and the St-Regis Paper Company (Canada) Limited determining the assessment of taxable property of the said Company, for a period of six years; and the agreement made between the School Commissioners for the Municipality of Cap-de-la-Madeleine in the County of Champlain, and the said Company fixing the amount of school

des taxes scolaires que cette compagnie devra payer, pour une période de six années;

3° Pour confirmer et ratifier l'entente intervenue entre la Cité du Cap-de-la-Madeleine et le Compagnie Laurentian Silk Mills Limited déterminant l'évaluation des biens imposables de la dite Compagnie pour une période de six années, et l'entente intervenue entre les Commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le Comté de Champlain et la dite compagnie, fixant le montant des taxes scolaires que cette Compagnie devra payer, pour une période de six années;

4° Pour ratifier et confirmer la résolution portant le numéro 10,048 passée par la Cité du Cap-de-la-Madeleine, le 17 novembre 1947 autorisant la cité à emprunter une somme de \$100,000.00 pour la construction d'un hôpital;

5° Pour changer le mode l'élection des membres de son conseil municipal.

6° Pour amender la loi 10 Geo. VI, chap. 66 art. 4...

7° Pour toutes autres fins.

Le Maire,

IRÉNÉE ROCHEFORT.

Le Greffier,

FORTUNAT C. BEAUMIER.

Contresigné: Le Procureur de la Cité,
20836-50-4-o LÉON MÉTHOT.

taxes which this Company will pay, for a period of six years;

3. To confirm and ratify an agreement made between the City of Cap-de-la-Madeleine and Laurentian Silk Mills Limited determining the assessment of taxable property of the said Company for a period of six years, and the agreement made between the School Commissioners for the Municipality of Cap-de-la-Madeleine in the County of Champlain, and the said Company fixing the amount of school taxes which this Company will pay, for a period of six years;

4. To confirm and ratify a resolution bearing No. 10,048 passed by the city of Cap-de-la-Madeleine, on the 17th day of November 1947 authorizing the city, to borrow a sum of \$100,000.00 for the construction of an hospital;

5. To change the mode of the election of the members of its municipal council;

6. To amend 10 Geo. VI, Chap. 66, art. 4.

7. For other purposes.

IRÉNÉE ROCHEFORT,

Mayor.

FORTUNAT C. BEAUMIER,

City-Clerk.

Contersigned: LÉON MÉTHOT,
20836-50-4-o Attorney for the City.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville de Black Lake, dans le comté de Mégantic, s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi pour modifier sa charte aux fins suivantes:

1. D'annexer à son territoire, pour fins suivantes, les lots ci-après désignés et situés dans la Municipalité de St-Joseph de Coleraine, dans le comté de Mégantic; les lots 25, 26, 27A & 27B, 28A & 28 B, 29A & 29B, 30A & 30B et 31 dans le rang B du Canton de Coleraine; et le lot 241 du rang B traversant les lots 29, 30, 31 dans le dit rang B, et sur lequel est situé la ligne de transmission électrique de la Shawinigan Water & Power Company; de même que les lots 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 32 dans le rang A du Canton de Coleraine;

2. La dite annexion se fera en maintenant l'évaluation actuelle des résidences privées pour une période de dix (10) ans; la Municipalité de St-Joseph de Coleraine percevra les taxes et les arrérages du territoire annexé jusqu'au 31 décembre 1948; la Ville de Black Lake paiera sa part proportionnelle de la dette obligatoire de la Municipalité de St-Joseph de Coleraine pour le territoire détaché de cette dernière, en des versements annuels égaux et consécutifs pendant une période de vingt (20) ans: avec intérêt à trois pour cent (3%), et autres conditions accessoires.

Black Lake, 6 décembre 1947.
Le Procureur de la Ville de Black Lake,
LUCIEN DROLET, C. R.

20838-50-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Thetford Mines demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant la charte de la dite Cité aux fins suivantes:

Imposer et prélever une taxe spéciale de deux pour cent (2%) dite taxe de vente dans les limites de la Cité de Thetford Mines;

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of Black Lake, in the county of Megantic, will apply to the Provincial Legislature at its next session, for the passing of an Act amending its charter, for the following purposes:

1. To annex to its territory, for the following purposes, the lots hereinafter designated and situate in the Municipality of St-Joseph de Coleraine, in the county of Megantic: lots 25, 26, 27A & 27B, 28A & 28B, 29A & 29B, 30A & 30B and 31, in range B of the township of Coleraine; and lot 241 of range B crossing lots 29, 30, 31 in said range B and upon which is situate the electric transmission line of the Shawinigan Water & Power Company; as also lots 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 and 32 in range A of the township of Coleraine;

2. The said annexation shall be made while maintaining the actual valuation of the private residences for a period of ten (10) years; the Municipality of St-Joseph de Coleraine will collect taxes and arrears of the annexed territory until December 31, 1948; the town of Black Lake will pay its proportionate share of the bonded debt of the Municipality of St-Joseph de Coleraine for the territory detached from the latter in annual equal and consecutive payments for a period of twenty (20) years, with interest at three per cent (3%), and other accessory conditions.

Black Lake, December 6, 1947.
LUCIEN DROLET, K. C.,
Attorney for the Town of
Black Lake.

2038-50-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the city of Thetford Mines will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the said City for the following purposes:

To impose and levy a special tax of two per cent (2%) known as "sales tax", within the limits of the City of Thetford Mines;

Déclarer que l'année financière de la Cité à venir au premier décembre 1947 a toujours commencé le premier décembre de chaque année pour se terminer le 30 novembre de l'année suivante; et que celle commençant le premier décembre 1947 se terminera le 31 décembre 1948, pour ensuite suivre la loi générale;

Autoriser la Cité à prélever par règlement une taxe ou licence annuelle sur chaque pompe à gazoline, sur chaque table de pool ou billard, chaque chaise de salon de coiffure et de barbier, sur chaque véhicule automobile de promenade servant à des fins de location;

Réglementer la garde et le muselage des chiens; définir ce qu'est un chien errant; établir un mode de destruction pour les chiens errants et ceux sans licence; et, prohiber la garde de certaines espèces de chiens;

Amender l'article 69 de la Loi des Cités et Villes de manière à ce que l'ingénieur de la Cité, le secrétaire-trésorier et le chef de police ne soient démis de leurs fonctions que par le vote affirmatif des deux tiers (2/3) des membres du Conseil;

Autoriser le chef de police à suspendre certaines catégories de permis annuels pour cause de désordre; et dans tel cas faire rapport au Conseil pour décision finale;

Imposer sommairement une amende pour infraction aux règlements de circulation et valider les procédures faites dans le passé;

Municipaliser l'enlèvement des vidanges et imposer à cette fin une charge fixe annuelle sur les propriétaires et les locataires;

Autoriser la Cité à imposer une taxe annuelle fixe, pour l'enlèvement de la neige, aux propriétaires riverains, à tant du pied de front;

Autoriser la Cité à modifier, à amender ou à abroger les règlements de construction et de zonage sans les formalités du paragraphe 1 de l'article 426 de la Loi des Cités et Villes;

Faire des règlements pour prohiber la danse dans les cafés, restaurants et auberges en certains cas;

Empêcher toute personne résidant en dehors de la Municipalité et n'ayant pas d'établissement de commerce de détail, de faire son commerce ou des affaires sans avoir payé pour un permis, en plus des autres permis exigés des personnes résidentes;

Pour que le coût de la construction et la réparation ou le renouvellement des égouts, et la construction et réparation ou renouvellement des rues soit réparti entre certains propriétaires riverains et la Cité.

Et pour d'autres fins.

Thetford Mines, 6 décembre 1947.

Le Procureur de la requérante,
20839-50-4-o LUCIEN DROLET, C. R.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Messieurs Côme Cartier, Auguste Desrosiers et Jacques-Antoine Cartier et Madame Marie-Anne Valois, veuve de feu Georges-Étienne Cartier, agissant tous en leur qualité de fidéicommissaires et exécuteurs-testamentaires de la Succession de feu Sir Georges-Étienne Cartier, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi déterminant la nature et l'étendue de leurs pouvoirs comme fidéicommissaires et exécuteurs-testamentaires de la dite Succession Sir Georges-Étienne Cartier.

Les Procureurs des requérants,
20841-50-4-o DORAIS & DORAIS.

To declare that the fiscal year for the city which until the first of December, 1947, always began the first of December of each year and ended the 30th of November of the following year; will begin on the first of December, 1947, and will end the 31st of December, 1948, so as to follow the general custom;

To authorize the City to levy, by by-law, an annual tax or license on each gasoline pump, on each pool or billiard table, on each chair in a barber-shop or hair-dressing parlour, on each motor vehicle (passenger car) used for rental purposes;

To regulate the keeping and muzzling of dogs; define the meaning of a stray dog; establish a method of destroying stray dogs or those without a license; and prohibit the keeping of certain species of dogs;

To amend section 69 of the Cities and Towns Act so that the City Engineer, the Secretary-Treasurer and the Chief of Police shall not be dismissed from office without the affirmative vote of two thirds (2/3) of the members of the Council;

To authorize the Chief of Police to suspend certain classes of annual permits due to disorder; and in such cases make a report to the Council for final decision;

To levy summarily a fine for violations of traffic regulations and validate procedures made in the past;

To municipalize the removal of garbage and impose an annual fixed charge on proprietors and tenants;

To authorize the City to levy an annual fixed tax for snow removal on owners of river-side property, at so much per foot affrontage;

To authorize the City to modify, amend or repeal the building and zoning by-laws without the formalities of paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act;

To make by-laws to prohibit dancing in cafés, restaurants and inns in certain cases;

To prevent anyone residing outside the Municipality and having no retail business establishment, from carrying on his business or transacting business without having paid for a license, over and above the licenses exacted from residents;

To have the cost of building and repairing or renewing sewers, and the building and repairing and renewing of streets divided between certain owners of river-side property and the City.

And for other purposes.

Thetford Mines, December 6, 1947.

LUCIEN DROLET, K. C.,
20839-50-4 Attorney for Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that Messrs Côme Cartier, J. Auguste Desrosiers, and Jacques-Antoine Cartier, and Mrs Marie-Anne Valois, widow of the late Georges-Étienne Cartier, acting in their quality of Trustees and Testamentary executors of the late Sir Georges-Étienne Cartier, shall apply to the Legislature of the Province of Québec, at its coming session, for the adoption of an Act determining the nature and the extension of their powers as trustees and testamentary executors of the said estate of the late Sir Georges-Étienne Cartier.

DORAIS & DORAIS,
20841-50-4-o Attorneys for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est donné que la Cité de Longueuil s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander une loi spéciale décrétant:

1° l'autorisation pour la Cité de disposer de certains lots de terre acquis sous condition de les utiliser comme parcs;

2° une modification à la loi des Cités et Villes pour la Cité relativement à la date des élections;

3° une modification à la loi des Cités et Villes pour la Cité relativement au droit de détenir les lots par elle acquis à une vente pour taxes;

4° une modification à la loi 9 George VI, chapitre 82, art. 2, pour porter de \$40,000.00 à \$80,000.00 pour une période de cinq ans l'emprunt annuel qui y est autorisé;

5° une modification à la loi des Cités et Villes et au chapitre 222 des Statuts Refondus de Québec 1941, pour la Cité, l'autorisant à concéder une franchise pour l'établissement d'un service d'autobus ou autre moyen de transport des voyageurs ou à établir elle-même tel service;

6° La validation du règlement no. 425 relatif à la répartition contre les immeubles intéressés de certaines sommes employées à la confection de travaux permanents.

Montréal, le 9 décembre 1947.

Le Procureur de la requérante,

20842-50-4-o

ÉMILIE BRAIS.

PUBLIC NOTICE

Public notice is given that the City of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special law enacting:

1. the authorization for the City to dispose of a certain number of lots of land which the City had acquired under the condition to make parks with them;

2. an amendment to the Cities and Towns Act, for the City, relating to the time of the elections;

3. an amendment to the Cities and Towns Act, for the City, relating to the right to keep lots of land acquired at a sale for taxes;

4. an amendment to the Statute 9 George VI, Chapter 82, section 2, to increase from \$40,000.00 to \$80,000.00, for a period of 5 years, the yearly loan thereby authorized;

5. an amendment to the Cities and Towns Act and to chapter 222 of the Revised Statutes of Quebec 1941, for the City, authorizing it to grant franchise for the establishment of an autobus service or other system for the transportation of passengers or to itself establish such a service

6. the validation of by-law no. 425 relating to the apportionment against the interested immovable properties of certain amounts employed in the construction of permanent works;

Montreal, December 9, 1947.

ÉMILIE BRAIS,

20842-50-4-o

Attorney for petitioner.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que Dame Mary Rose Williams, veuve de Arthur Joseph Grubert, en son vivant rentier, Dame Mary Grubert, épouse séparée de biens d Charles Joseph Gélinas, avocat, et le dit Charles Joseph Gélinas pour autoriser, son épouse aux fins des présentes, Dame Margaret Theresa Grubert, épouse séparée de biens de Clarence Joslin, courtier en valeurs, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous de la Cité d'Outremont, district de Montréal, Arthur R. Grubert, de la municipalité de Hudson, district de Montréal, Dame Catherine Rose Grubert, épouse séparée de biens de James L. Dudgeon, gérant de Banque, et le dit James-L. Dudgeon pour autoriser son épouse aux fins des présentes, de Ville Mont-Royal, district de Montréal, tous en leur qualité de grevés de la Succession de feu Arthur Joseph Grubert, et John Joseph Grubert, rentier, de la Cité et du District de Montréal, en sa qualité de curateur à la substitution créée en vertu du testament olographe de feu Arthur Joseph Grubert, en date du 16ième jour de novembre, 1928, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi spéciale pour interpréter le testament du dit feu Arthur Joseph Grubert, déterminer les droits des légataires particuliers, prolonger la charge des Exécuteurs testamentaires et leurs successeurs, et leur accorder des pouvoirs d'administration et de disposition; et pour toutes fins nécessaires ou utiles concernant la succession du dit Arthur Joseph Grubert.

Montréal, le 9 décembre 1947.

Les Procureurs des requérants,

Lajoie, Gélinas et

20843-50-4-o

MACNAUGHTEN.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Mary Rose Williams, widow of the late Arthur Joseph Grubert, in his lifetime Gentleman, Dame Mary Grubert, wife separate as to property of Charles Joseph Gélinas, advocate, and the said Charles Joseph Gélinas to authorize his wife to these presents, Dame Margaret Theresa Grubert, wife separate as to property of Clarence Joslin, Bond dealer, and the latter to authorize his wife to these presents, all of the City of Outremont, district of Montreal, Arthur R. Grubert, of the municipality of Hudson, district of Montreal, Dame Catherine Rose Grubert, wife separate as to property of James L. Dudgeon, Bank Manager, and the said James L. Dudgeon to authorize his wife to these presents, of the Town of Mount-Royal, district of Montreal, all in their quality of Institutes of the Estate of the late Arthur Joseph Grubert, and John Grubert, Gentleman, of the City and District of Montreal, in his quality of curator to the substitution created by the holograph Will of the late Arthur Joseph Grubert, dated the 16th. day of November 1928, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session in order to obtain a special law for the purpose of construing the will of the late Arthur Joseph Grubert, of determining the rights of the particular legatees, of extending the powers of the Testamentary Executors and of their successors, and of granting to the Executors powers of administration and of disposition; and for all other necessary or useful purposes concerning the Estate of the said Arthur Joseph Grubert.

Montreal, December 9th., 1947.

Lajoie, Gélinas and

MacNaughten,

20843-50-4-o

Attorneys for Petitioners.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la Loi I George VI, chapitre 105, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Ratifier un contrat passé entre la Cité de Sherbrooke et la Central Mortgage and Housing Corporation (Wartime Housing Ltd); emprunter la somme de \$200,000.00 pour construire une gare centrale d'autobus; annexer à la Cité une partie de la municipalité du Canton d'Ascot ainsi qu'une partie de la municipalité d'Ascot Nord; légaliser le règlement N° 656 concernant la construction et le zonage et pour autres fins.

Sherbrooke, le 5 décembre 1947.

Le Greffier de la Cité.

20840-50-4-o ANTONIN DESLAURIERS.

NOTICE

Notice is hereby given that the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act I George VI, chapter 105, and the various statutes amending it, for the following purposes:

To ratify a contract passed between the City of Sherbrooke and the Central Mortgage and Housing Corporation (Wartime Housing Ltd); to borrow the sum of \$200,000 to build a central autobus station; to annex to the City a part of the municipality of the Township of Ascot and also a part of the municipality of North Ascot; to legalize By-law No. 656 concerning building and zoning and for other purposes.

Sherbrooke, December 5, 1947.

ANTONIO DESLAURIERS,

City Clerk.

20840-50-4

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Beauharnois s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes:

Refondre au complet la charte de la Ville;

Annexer au territoire actuel de la Ville les territoires suivants:

A) Partie du lot 45, les lots 46, 47, 48 et 49 partie du lot 50, partie de la rue Ellice, partie du chemin public du Bord du Lac, partie du lot 559, dans la Ville de Maple Grove.

B) Les lots 51, 52, 53, 54, partie du lot 559, partie du chemin de la Beauce, le lot 125, partie du lot 557, les lots 126, 127, 129, 130, 132, 133, partie du lot 131 et partie du chemin de la Rivière Saint-Louis, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Clément.

C) Les lots 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 470, 471, 474, 475, parties des lots 279, 280, 282, 286, 281, 558 partie du chemin du Bord du Lac, partie du chemin public situé entre le lot 286 et les lots 290 et 291, partie du chemin de front de la Troisième Concession, dans la municipalité du Village du Lac Saint-Louis. Tous ces lots apparaissent aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Clément de Beauharnois, division d'enregistrement de Beauharnois.

Ériger le territoire actuel de la Ville, agrandi du territoire annexé, en municipalité de cité; diviser ce territoire en quartiers; accorder à ladite Cité des pouvoirs spéciaux pour réglementer la construction et le zonage, l'enlèvement de la neige et de la glace des rues, les contraventions aux règlements relatifs à la circulation et à la sécurité publique, le paiement de la taxe d'eau, les postes de stationnement pour les voitures publiques, taxis ou autobus; déterminer les immeubles imposables dans la municipalité et établir le taux maximum de la taxe foncière.

Beauharnois, le 10 décembre 1947.

Le Maire,

HORMISDAS ROY,

Le Secrétaire-trésorier,

LUCIEN PRIMEAU.

20862-50-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que l'Interior Decorators Society of Quebec, s'adressera à l'Assemblée Législative de la province de Québec réunie en parlement, à sa prochaine session, pour demander pour ses membres le droit et le privilège exclusif d'exercer

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Beauharnois will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

Complete revision of the charter of the Town; To annex to the present territory of the Town the following immoveable property:

A) Part of lot 45, lots 46, 47, 48 and 49, part of lot 50, part of Ellice street, part of the public road du Bord du Lac, part of lot 559, in the Town of Maple Grove.

B) Lots 51, 52, 53, 54, part of lot 559, part of the Beauce road, lot 125, part of lot 557, lots 126, 127, 129, 130, 132, 133, part of lot 131 and part of Saint-Louis River road, in the municipality of the parish of Saint-Clément.

C) Lots 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 470, 471, 474, 475, parts of lots 279, 280, 282, 286, 281, 558, part of the road du Bord du Lac, part of the public road situated between lot 286 and lots 290 and 291, part of the front road of the Third Concession in the municipality of the Village of Lake Saint-Louis. All these lots appear on the Official Plan and Book of Reference of the parish of Saint-Clément de Beauharnois, Registry Division of Beauharnois.

To erect the present territory of the Town increased by the annexed territory into a city municipality; to divide this territory into wards; to accord to the said City special powers to regulate constn and zoning, snow and ice removal from the streets, the violation of regulations concerning traffic and public safety, payment of water-rates, parking places for public carriers, taxis or autobuses; to determine the taxable immoveable property in the municipality and to establish the maximum rate of the real estate tax.

Beauharnois, December 10, 1947.

HORMISDAS ROY,

Mayor,

LUCIEN PRIMEAU,

Secretary-Treasurer.

20862-50-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Interior Decorators Society of Quebec will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec in Parliament Assembled, at its next session, to ask for its member the exclusive right and privilege to exercise the profession of Interior

la profession de décorateur et d'ensemblier et d'employer à cette fin les noms et désignations de décorateur et d'ensemblier, avec toutes les sanctions qu'un tel droit comporte et pour demander de déterminer les conditions d'admission à ladite Société, et qu'elle s'adressera à l'Assemblée législative, à sa prochaine session, à d'autres fins.

Montréal, le 9 décembre 1947.

20863-50-4-o

Le Procureur et agent,
L. J. BARCELO, C.R.

Decorators and to use for that purpose the name and appellation of Interior Decorators with all sanctions deriving thereof and to ask to determine the conditions of admission to membership to said Society, and that it will apply to the Legislative Assembly, at its next session, for other purposes.

Montreal, December 9th, 1947.

20863-50-4-o

L. J. BARCELO, K.C.,
Solicitor and agent.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que La Survivance, compagnie mutuelle d'assurance-vie, ayant son siège social en les cité et district de St-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, en vue de l'adoption d'une loi modifiant la Loi 2 Georges VI, chapitre 128, la constituant en corporation, en abrogeant les articles 16, 17, 18, 19 et 20 de ladite Loi, relatifs au placement de ses biens, la rendant sujette, sous ce rapport, aux dispositions de la Loi des Assurances de Québec.

St-Hyacinthe, ce 9 décembre 1947.

Le Procureur de La Survivance,
20869-50-4-o GAËTAN SYLVESTRE, C.R.

Public notice is hereby given that "La Survivance", a mutual life-insurance company, having its head office in the city and district of St-Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the Act 2, George VI, chapter 128, incorporating same, by repealing sections 16, 17, 18, 19 and 20 of the said Act, respecting the investment of its property, rendering it, in this respect, subject to the provisions of the Quebec Insurance Act.

St-Hyacinthe, December 9, 1947.

20869-50-4 GAËTAN SYLVESTRE, K.C.,
Attorney for "La Survivance".

PUBLIC NOTICE

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Roderick B. Masson, cultivateur, de la ville et du district de Terrebonne, Alphonse Milette, administrateur, et Léon Masson, courtier, tous deux de la cité et du district de Montréal, Charles de Lotbinière Harwood, gérant, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario et Jaque Masson, capitaine paie-maître, de la cité et du district de Montréal, tous cinq agissant en leurs qualités d'exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de la succession de feu l'Honorable Joseph Masson, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale pour interpréter le testament dudit feu Joseph Masson et statuer que, d'après les termes d'icelui, le partage des biens composant ladite succession ne peut pas avoir lieu avant le décès de tous les bénéficiaires au deuxième degré; pour proroger, dans tous les cas, le partage de ladite succession et de chacun des lots qui la composent, et pour autres fins.

Montréal, le 26 novembre 1947.

Les Procureurs des requérants es-qualité,
20748-48-4-o BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
& BEAULIEU.

Public Notice is hereby given that Roderick B. Masson, Farmer, of the Town and District of Terrebonne, Alphonse Milette, Administrator, and Léon Masson, Broker, both of the City and District of Montreal, Charles de Lotbinière Harwood, Manager, of the City of Ottawa, Province of Ontario, and Jaque Masson, Captain Pay-Master, of the City and District of Montreal, all five acting in their quality of testamentary executors and trustees of the Estate of the late Honourable Joseph Masson, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain a special law for the purpose of construing the Will of the late Joseph Masson and enacting that, according to the terms thereof, the partition of the property of the said Estate cannot take place before all the beneficiaries in the second degree have died; or postponing in any case the partition of the Estate and of the various lots of said Estate and for other purposes.

Montreal, November 26th, 1947.

20748-48-4-o BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
& BEAULIEU,
Attorneys for the Petitioners,
es-qualité.

NOTICE

Avis public est par les présentes donné que la ville de Dorion, ayant son siège à Dorion, dans le district électoral de Vaudreuil-Soulanges, demandera aux corps législatifs de la Province de Québec, à leur prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant sa charte (6 George V, chapitre 59) à fin d'annexer certains terrains contigus à son territoire, faisant actuellement partie de la paroisse St-Michel-de-Vaudreuil, et de déterminer la date du partage des impôts et taxes, à la suite de cette annexion.

Montréal, 10 décembre 1947.

L'Avocat de la pétitionnaire,
20897-51-4-o LOUIS-JOSEPH de la DURANTAYE.

Public notice is hereby given that the town of Dorion, having its head office in Dorion, in the electoral district of Vaudreuil-Soulanges, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter (6 George V, chapter 59), with the object of annexing certain lands adjoining its territory, the latter being actually part of the parish of St-Michel-de-Vaudreuil, and of setting the date of the partition of the taxes and dues entailed by such annexation.

Montreal, December 10th, 1947.

20897-51-4-o LOUIS-JOSEPH de la DURANTAYE,
Petitioner's attorney.

Avis public est, par les présentes, donné que Antoni Carbonneau, domicilié dans la cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi lui donnant le droit d'être admis comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Montréal, le 6 décembre 1947.
Le Procureur du requérant,
20896-51-4-o GASTON TAILLEFER.

AVIS LÉGAL

Avis public est par les présentes donné que les légataires universels résiduaire de la succession de feu J. Augustin Leblanc, en son vivant médecin des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi concernant l'interprétation des testament et codicille olographes dudit feu J. Augustin Leblanc, aux fins qu'il soit décrété que ledit feu J. Augustin Leblanc a effectivement légué tous ses biens sauf ce qu'il avait dans son bureau et sa bibliothèque qui regardent sa profession de médecin, à ses trois enfants Henri, Alice et Thérèse Leblanc en parts égales jusqu'à concurrence de \$10,000.00 à chacun et dès que chacun des trois susdits enfants aura pu retirer \$10,000.00 tout surplus des biens de ladite succession à ses quatre enfants Henri, Alice, Thérèse et Auguste Leblanc en parts égales le tout en pure et absolue propriété, pour chacun de ces dits légataires jouir et disposer comme bon lui semblera sans aucune formalité de justice et sans que les acquéreurs ne soient tenus de faire l'emploi du prix de vente ni de suivre les deniers tout résidu de tels legs subsistant encore au décès d'aucun des susdits légataires Henri, Alice, Thérèse et Auguste Leblanc, ne pouvant être donné à d'autres qu'aux enfants respectifs des dits légataires et s'ils n'en ont pas devant être donné aux héritiers collatéraux et les moins éloignés et que les frais, honoraires, déboursés et dépenses encourus pour l'adoption de la présente loi seront payés par les exécuteurs testamentaires sur et à même la masse des biens de ladite succession avant partage.

Montréal le 12 décembre 1947.
Le Procureur des requérants,
20898-51-4-o DAMASE COTÉ C.R.

VILLE DE RIMOUSKI

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que la ville de Rimouski, demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi, amendement certaines dispositions de la charte qui la régit et de la loi des cités et villes, aux fins suivantes:

- 1) Pour abroger l'article 4 de la charte, (10 George V, chapitre 96), relatif à la cession par la ville de Rimouski à la corporation de la paroisse de St-Germain de Rimouski, de partie du lot numéro 1, du cadastre officiel de la ville;
- 2) Pour abroger l'article 10 de la charte, (10 George V, chapitre 96), relatif au cens électoral;
- 3) Pour abroger l'article 19 de la charte, (10 George V, chapitre 96), relatif à la taxe affectant les fonds de commerce;
- 4) Pour abroger l'article 21 de la charte, (10 George V, chapitre 96), relatif aux modes d'imposition de certaines taxes;

Public notice is hereby given that Antoni Carbonneau, domiciled in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec during its next sitting to obtain the passing of a bill giving him the right to be admitted as membership in the Institute of Chartered Accountants of Quebec.

Montreal, December the 6th, 1947.
GASTON TAILLEFER,
20896-51-4-o Attorney for the applicant.

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that the residuary universal legatees of the Estate of the late J. Augustin Leblanc, in his lifetime physician of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, respecting the interpretation of the holograph Will and codicils of the said late J. Augustin Leblanc, for the purpose of enacting that the said late J. Augustin Leblanc effectively bequeathed the whole of his property save that which he had in his office and his library which concerns his medical profession, to his three children Henri, Alice and Thérèse Leblanc in equal shares to the extent of \$10,000 to each, and as soon as each of the three aforesaid children shall have been able to collect \$10,000, any surplus of the property of the said Estate to his four children Henri, Alice, Thérèse and Auguste Leblanc, in equal shares the whole in pure and absolute property, for each of the said legatees to enjoy and dispose of at will, without any legal formality and without the acquirers being obliged to make use of the price of sale nor to account for the monies, any residue of such legacies still subsisting at the death of any of the aforesaid legatees Henri, Alice Thérèse and Auguste Leblanc, not being allowed to be given to any others but the respective children of the said legatees and if they have none, to be given to the collateral heirs and the least distant, and that the costs, fees, disbursements and expenses incurred for the passing of the present Act shall be paid by the Testamentary Executors with and out of the bulk of the property of the said Estate before partition.

Montreal, December 12, 1947.
DAMASE COTÉ K.C.,
20898-51-4 Attorney for the Petitioners.

TOWN OF RIMOUSKI

NOTICE OF APPLICATION

Notice is hereby given that the Town of Rimouski, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, amending certain provisions of the charter governing the said town and the cities and towns Act, for the following purposes:

- 1) To repeal section 4 of the charter, (10 George V, chapter 96), respecting the surrender by the town of Rimouski to the corporation of the parish of St-Germain de Rimouski, of a part of lot number 1, of the official cadastre of the town;
- 2) To repeal section 10 of the charter, (10 George V, chapter 96), respecting qualification to vote;
- 3) To repeal section 19 of the charter, (10 George VI, chapter 96), respecting the tax on stock in trade;
- 4) To repeal section 21 of the charter, (10 George V, chapter 96), respecting the manner of imposing certain taxes;

5) Pour abroger l'article 23 de la charte (10 George V, chapitre 96) relatif à l'avis de demande de paiement des taxes;

6) Pour abroger l'article 3 de la charte (6 Edouard VII, chapitre 51) relatif à la forme des debentures ou obligations;

7) Pour abroger l'article 31 de la charte, (4, Edouard VII, chapitre 64), relatif aux pouvoirs d'emprunts temporaires de la ville;

8) Pour annexer à la ville de Rimouski, le territoire suivant:

a) Partie de la municipalité de Rimouski-Est comprenant les lots portant les numéros 186 à 196-A inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Germain de Rimouski, ainsi que leurs subdivisions;

b) Partie de la municipalité de la paroisse de St-Germain de Rimouski, comprenant les lots portant les numéros 197 à 210 inclusivement des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Germain de Rimouski, ainsi que leurs subdivisions;

c) Partie du numéro 1 du cadastre officiel de la ville de Rimouski, faisant partie de la paroisse de St-Germain de Rimouski, et mesurant environ 22,500 pieds en superficie;

9) Pour changer le terme et la date des élections municipales ainsi que la date des procédures préliminaires la précédant;

10) Pour fixer la date-limite à laquelle les taxes de locataire ou d'occupant devront être payées pour avoir le droit d'être inscrit sur la liste des électeurs;

11) Pour instituer une commission sportive;

12) Pour amender l'article 353 relatif à l'ajournement des séances spéciales du Conseil;

13) Pour amender l'article 426 aux fins d'autoriser la ville:

a) A régler la forme des toits des immeubles à être construits et décréter certains modes de protection pour ceux déjà construits;

b) Décréter l'alignement des constructions sur certaines rues;

c) Pour exiger de tout propriétaire qui achète un immeuble une description sommaire des terrains achetés;

d) Pour prescrire le port de réflecteurs ou de tout autre appareil de protection sur bicyclettes ou voitures hippomobiles circulant la nuit;

14) Pour instituer une commission d'Urbanisme et lui conférer juridiction dans les limites de la ville et même sur des territoires adjacents, dans un rayon de trois milles pour la location des rues et la subdivision des terrains;

15) Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges et imposer une taxe spéciale à cette fin;

16) Pour réglementer la manière de faire les raccordements d'eau et de drains privés;

17) Pour réglementer les lieux d'amusements, les panneaux-réclame et les placards et imposer une licence à leurs titulaires;

18) a) Pour réglementer la circulation et le stationnement des voitures automobiles ou autres;

b) Pour imposer une licence aux postes de stationnement;

c) Pour réglementer le nombre de taxis à ces postes, et limiter leur nombre dans les limites de la ville;

d) Pour exiger un permis annuel des cyclistes en certains cas;

19) Pour obtenir le droit d'acquérir par voie d'expropriation, des immeubles devant servir comme aérodromes;

20) Pour faire des travaux permanents payables à même le produit d'une taxe spéciale; contracter des emprunts à cette fin par billets con-

5) To repeal section 23 of the charter, (10 George V, chapter 96) respecting the notice demanding payment of taxes;

6) To repeal section 3 of the charter, (6 Edward VII, chapter 51) respecting the form of debentures or bonds;

7) To repeal section 31 of the charter, (4, Edward VII, chapter 64), concerning powers for temporary loans of the town;

8) To annex the following territory to the town of Rimouski:

a) Part of the municipality of Rimouski-Est comprising the lots bearing Nos. 186 to 196-A inclusively, of the official plan and book of reference for the parish of St-Germain de Rimouski, and their subdivisions.

b) Part of the municipality of the parish of St-Germain de Rimouski, comprising the lots bearing Nos. 197 to 210 inclusively of the official plan and book of reference for the parish of St-Germain de Rimouski, and their subdivisions;

c) Part of number 1 of the official cadastre for the town of Rimouski, forming part of the parish of St-Germain de Rimouski, and measuring about 22,500 feet in superficial area;

9) To change the term and date of the municipal elections and also the date for the preliminary proceedings preceding the same;

10) To fix the date-limit on which the taxes for the tenant or occupant must be paid in order to be entitled to be entered on the electors list;

11) To institute a sports commission;

12) To amend section 353 respecting the adjournment of special meetings of the Council;

13) To amend section 426 for the purpose of authorizing the town to:

a) Regulate the type of roofs for immovables to be built and enact certain measures of protection for those already built;

b) To enact the alignment of buildings on certain streets;

c) To exact from every proprietor buying an immovable a summary description of the lots purchased;

d) To authorize the use of reflectors or other protective device on bicycles or horse-drawn vehicles circulating at night;

14) To institute a Town-Planning Commission and confide to it the jurisdiction, within the limits of the Town and likewise over the adjacent territory, within a radius of three miles, for the location of streets and subdivision of lands;

15) To provide for the removal of garbage and levy a special tax for such purpose;

16) To regulate the manner of making water connexions and private drains;

17) Enact by-laws concerning places of amusement, bill-boards and posters and impose a license on their owners;

18) a) Regulate motor vehicle or other traffic and parking;

b) Levy a license on taxi stands;

c) Regulate the number of taxis at such stands, and limit their number within the town limits;

d) Exact an annual license from cyclists in certain cases;

19) To obtain the right to acquire, by way of expropriation, any immovables to be used as airports;

20) Do permanent works payable out of the revenue from a special tax; contract loans for such purpose by notes convertible into bonds up

vertibles en obligations jusqu'à concurrence d'un montant de \$75,000, par année;

21) Pour imposer une taxe dans les cas d'infraction aux lois de la circulation et de la sécurité publique et en prescrire le mode de recouvrement;

22) a) Pour réglementer ou limiter le nombre de restaurants ambulants ou en interdire la circulation;

b) Pour prélever un droit annuel ou taxe sur tout taxi, camion, autobus ou autre véhicule;

c) Pour exiger de tout taxi une assurance contre les accidents dont pourront être victimes leurs passagers;

d) Pour exiger un permis annuel n'excedant pas \$500.00 pour tout commerçant étranger opérant dans les limites de la municipalité;

e) Pour prescrire le mode de recouvrement des licences de tout colporteur récalcitrant;

f) Pour réglementer l'ouverture et la fermeture des établissements de commerce, boutiques, lieux d'amusements ou autres;

g) Pour prélever une licence sur les distributeurs automatiques et les jeux mécanisés;

16) Pour créer un fonds de roulement de \$75,000.00 pour travaux d'utilité publique;

17) Pour adjoindre des experts aux estimateurs de la municipalité;

18) Pour imposer les immeubles non imposables, pour fins d'enlèvement de la neige ou de la glace;

19) Pour modifier le mode d'évaluation des terres en culture;

20) Pour modifier l'article 526 quant au mode et au montant maximum des licences exigibles des établissements de commerce ou autres établis depuis douze mois ou moins et n'exiger d'eux qu'une demi-licence en certains cas;

21) Pour imposer une taxe ou licence sur tout cirque, spectacle, ou représentation publique quelconque et en prescrire le mode de recouvrement;

22) Pour imposer une taxe sur les pompes à essence;

23) Pour modifier l'article 541 quant à la procédure au mode de perception des taxes;

24) Pour être autorisé à accorder des réductions de taxes à tout établissement industriel ou commercial;

25) Pour être autorisé à emprunter un montant de \$75,000.00 pour solder toute balance due sur le coût du pavage des chemins et l'ouverture de certaines rues;

Rimouski, ce 13^{ième} jour de décembre 1947.

Les Procureurs de la ville de Rimouski,
20899-51-4-o SIMARD & CHASSÉ.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Avis public est par les présentes donné que dame Marie-Eugénie Labrecque, domiciliée à 258, Grande-Allée, en la cité de Québec, veuve de Georges Couillard de l'Épinay, en son vivant charcutier et industriel, de la cité de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui donnant acte de la validité du mariage qu'elle a contracté, étant mineure, avec Georges Couillard de l'Épinay, majeur, le 19 janvier 1897, en la paroisse de St-Pierre de la Rivière-du-Sud, comté de Montmagny, et confirmant, ratifiant et déclarant légaux et valides à toutes fins que de droit le contrat de mariage intervenu entre elle mineure et son dit époux majeur le 18 janvier 1897, devant Wilfrid Guay, notaire, en la paroisse de St-Pierre de Montmagny, sous le numéro 3403 de ses minutes, et enre-

to but not exceeding an amount of \$75,000 per year;

21) Impose a fine in cases of violations of the traffic laws and public safety and prescribe the method of collecting the same;

22) a) Regulate or limit the number of ambulating restaurants or prohibit the circulation of same;

b) Collect an annual tax or fee from every taxi, truck, autobus or other vehicle;

c) To oblige every taxi to carry an accident insurance for the protection of their passengers;

d) Exact an annual permit not exceeding \$500 from every non-resident trader operating within the limits of the municipality;

e) Prescribe the method of recovering licenses from any recalcitrant peddler;

f) Regulate the opening and closing of commercial establishments, shops, places of amusement or the like;

g) Levy a license on slot machines and mechanized games;

16) To create a floating capital of \$75,000 for public utility works;

17) Appoint experts to the appraisers of the municipality;

18) To tax non taxable-property, for the removal of snow and ice;

19) Amend the method of valuating lands under cultivation;

20) Amend section 526 as regards the method and maximum amount for licenses exible on commercial or other establishments established since twelve months or less and exact from them only half the license in certain cases;

21) Impose a tax or license on any circus, exhibition or public performance whatsoever and prescribe the mode of collection;

22) Levy a tax on gasoline pumps;

23) Amend section 541 as regards the procedure respecting the manner of collecting taxes;

24) To be authorized to grant reductions in taxes to any commercial or industrial establishments;

25) To be authorized to borrow an amount of \$75,000 to pay off any balance due for the cost of paving roads and opening certain streets;

Rimouski, this 13th day of December, 1947.

SIMARD & CHASSÉ,
20889-51-4 Attorneys for the town of Rimouski.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

Public notice is hereby given that Dame Marie-Eugénie Labrecque, domiciled at 258 Grande-Allée, in the city of Quebec, widow of Georges Couillard de l'Épinay, in his lifetime of the city of Quebec, butcher and manufacturer, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act declaring that the validity of her marriage as a minor, on the 19th of January 1897, in the parish of St-Pierre de la Rivière-du-Sud, county of Montmagny, with the said Georges Couillard de l'Épinay who was then of age of majority, is not open to attack, and confirming, ratifying and declaring legal and valid, to all intents and purposes, the marriage contract between her, a minor, and her husband of age, of the 18th of January, 1897, before Wilfrid Guay, notary, in the parish of St-Pierre de Montmagny, under num-

gistré à Québec le 25 juillet 1900, sous le numéro 104,809, et la clause d'institution contractuelle y stipulée.

ber 3403 of his minutes, and registered at Quebec on the 25th of July 1900, under number 104,809 and the clause of universal and reciprocal gift in contemplation of death therein contained in favor of the said petitioner.

Québec, le 11 décembre 1947.

Quebec, December 11, 1947.

Le Procureur de la pétitionnaire,
20908-51-4-o YVES PRÉVOST.

YVES PRÉVOST,
Attorney for applicant.

AVIS PUBLIC

Avis public est ici donné que Charles-Eugène Frenette, comptable de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour demander une loi spéciale pour être admis et reconnu membre de l'Institut des Comptables agréés de Québec, sur paiement des honoraires d'admission ordinaires.

Montréal, 25 novembre 1947.
(Signé) CHARLES-EUGÈNE FRENETTE.
20905-51-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est ici donné que La Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal s'adressera à la prochaine session de la Législature de Québec, pour obtenir une loi spéciale pour faire confirmer et ratifier son droit de propriété sur les deux ruelles contenues dans le quadrilatère formé par les rues suivantes, à Montréal: Sainte-Catherine, McGill College, Burnside et Victoria et désignées en partie comme étant les lots N° 1340A et 1340B, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la division d'enregistrement de Montréal; et aussi pour obtenir la permission de changer l'assiette des servitudes de passage existant sur la partie sud-ouest de la ruelle susdécrite comme lot 1340A, pour la reporter sur le lot N° 1334 des plan et livre de renvoi du même quartier Saint-Antoine.

Montréal, le 13 décembre 1947.

LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ
ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL,
Le Gérant général,
(Signé) T. TAGGARTH SMYTH.

20906-51-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Charles-Eugène Frenette, accountant, of Montreal, will make application to the Quebec Legislature, during the forthcoming session thereof, for the enactment of a special law for the purpose of his admission to membership in the Institute of Chartered Accountants of Quebec, upon payment of the usual fee for admission.

Montreal, November 25th, 1947.
(Signed) CHARLES-EUGÈNE FRENETTE.
20905-51-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Montreal City and District Savings Bank will make application to the Quebec Legislature, during the forthcoming session thereof, for the enactment of a special law for the purpose of confirming and ratifying its right of ownership in the two lanes situated in the area of land bounded by the following streets, in Montreal: St. Catherine, McGill College, Burnside and Victoria and in part known as lots No. 1340A and 1340B of the official Plan and Book of Reference of the St. Antoine Ward, in the registration division of Montreal and for the further purpose of being granted the power and permission to change the location of the rights of passage presently existing on the south-west portion of the afore-described lot No. 1340A, by substituting the exercise of such rights of passage on lot bearing No. 1334, on the Plan and Book of Reference of the same St. Antoine Ward.

Montreal, December 13th, 1947.

MONTREAL CITY AND DISTRICT
SAVINGS BANK.

(Signé) T. TAGGARTH SMYTH,
General Manager.

Canada, Province de Québec, District de Montréal

Canada, Province of Quebec, District of Montreal

VILLE DE MONTRÉAL-EST

TOWN OF MONTREAL-EAST

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Montréal-Est d'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi ratifiant certains acte et règlements, comme suit:

Public notice is hereby given that the Town of Montreal East will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act declaring legal and valid certain deed and by-laws, as follows:

1. Pour faire ratifier un contrat intervenu entre la Ville de Montréal-Est et Sa Majesté le Roi aux droits de la Puissance du Canada, relativement à la construction de deux cents maisons, à Montréal-Est;

1. To declare binding and valid a contract passed between the town of Montreal East and His Majesty the King in his rights of the Dominion of Canada, concerning the construction of two hundred houses in Montreal East;

2. Pour faire ratifier le règlement N° 231 de la Ville de Montréal-Est autorisant un emprunt pour défrayer le coût de travaux d'aqueduc et d'égoûts, de pavage, de trottoirs et chaînes de trottoirs, etc., dans la municipalité;

2. To declare binding and valid by-law No. 231 of the Town of Montreal East, authorizing a loan to defray the costs of construction of waterworks, sewers, pavement, sidewalks and curbs, etc., in the municipality;

3. Pour faire ratifier certains règlements d'emprunt pour défrayer le coût de l'acquisition, la construction, l'aménagement et l'entretien d'un centre récréatif, éducatif et sportif à Montréal-Est, et d'un parc public.

3. To declare binding and valid certain by-laws, authorizing loans to defray the costs of acquisition, construction, management and maintenance of a recreative, educative and sportive centre in Montreal East, and of a public park.

Montréal, 15 décembre, 1947.

Montreal, December 15, 1947.

Les Procureurs de la requérante,
20909-51-4-o VIEN & FARIBAUT.

VIEN & FARIBAUT,
Attorneys for the petitioners.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

Avis public est par les présentes donné que l'Association Professionnelle des Mesureurs de Bois Licenciés de la province de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi définissant mieux les buts de l'Association, augmentant et précisant ses pouvoirs particulièrement concernant la réglementation, l'admission, l'éligibilité, la qualification, le classement la conduite, la suspension et l'expulsion de ses membres, la fixation des contributions annuelles et honoraires d'admission payables en vue des examens de l'Association et de l'admission comme membre, de la fixation des conditions et exigences relatives aux examens des candidats en vue de l'admission dans l'Association et l'exercice en général des pouvoirs nécessaires ou utiles pour la gouverne, le bon fonctionnement, l'administration et la régie de l'Association et de ses membres; prescrivant le pouvoir pour l'Association de faire les règlements pour le maintien de l'honneur et de la dignité des membres, la confection et la publication du registre des membres, les devoirs de ses officiers, le mode et le programme des examens; fixant ses pouvoirs d'acquérir et posséder; prescrivant qu'en sont membres actuels les personnes en règle et qu'en deviendront membres les personnes qui à l'avenir satisferont aux exigences de la loi et des règlements qu'elle pourrait adopter; fixant les conditions requises pour devenir membre de l'Association quant à l'âge, la citoyenneté, l'expérience, le succès aux examens prescrits et les honoraires payables; déterminant des conditions spéciales en faveur des ingénieurs forestiers diplômés; sauvegardant les droits acquis des personnes ayant douze mois d'expérience avant le 1er mai 1949 dans la pratique du mesurage; réglant la composition du conseil de l'Association, ses devoirs et pouvoirs administratifs; spécifiant les devoirs, pouvoirs et privilèges des membres, le mode de recouvrement des pénalités et le mode d'exercice des pouvoirs octroyés à l'Association, le mode, l'époque, les formalités du choix des officiers de l'Association, de l'assemblée générale annuelle des membres et des assemblées générales spéciales; définissant l'exercice de la profession de mesureur de bois au sens de la loi et en prohibant l'exercice par toute autre personne qu'un membre de l'Association dans les conditions et avec les exceptions prévues par la loi; établissant des pénalités pour faux mesurages, faux rapports et autres infractions et pour d'autres fins.

Québec, le 11 décembre 1947.

Le Procureur de la pétitionnaire,
20907-51-4-o YVES PRÉVOST.

Public notice is hereby given that the Professional Association of Licensed Cullers of the province of Quebec will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act giving a clearer definition of the objects of the Association, increasing and stating precisely its powers, more particularly those concerning the regulation, admission, eligibility, qualification, classification, conduct, suspension and expulsion of its members, the annual subscriptions and admission fees payable for examinations of the Association and admission as member, the conditions and requirements concerning the examinations of candidates for admission into the Association and the general exercise of powers necessary or useful for the government, proper working, administration and management of the Association and its members; conferring on the Association the power to make by-laws for maintaining the honour and dignity of its members, the compiling and publication of the roll of members, the duties of its officers, the method and programme of examinations; determining its powers to acquire and own property; prescribing that its present members are those in good standing only, and that only persons meeting the requirements of the Act and of such by-laws as the Association may adopt, may become future members; determining the conditions required to become a member of the Association as regards age, citizenship, experience, success in the prescribed examinations and fees payable; establishing special conditions in favour of qualified Forestry Engineers; safeguarding the acquired rights of persons having twelve months' experience, before the 1st of May, 1949, in measuring wood; determining the composition of the Board of Directors of the Association, its duties and administrative powers; stating the duties, powers and privileges of the members, the manner of recovering penalties and the method of exercising the powers granted to the Association, the mode, time and formalities concerning the selection of officers of the Association, the annual general meeting of its members and the special general meetings; defining the practice of the profession of culler in its legal sense and prohibiting the practice of said profession by any person other than a member of the Association in the conditions and with the exceptions prescribed by the Act; establishing penalties for false measurements, false reports and other offences and for other purposes.

Quebec, December 11, 1947.

YVES PRÉVOST,
20907-51-4-o Attorney for petitioner.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 2018

Number 2018

Québec, le 10 déc. 1947.

Quebec, December 10, 1947

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant certaines corporations municipales.

Respecting certain Municipal Corporations

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre des Affaires municipales:

IT IS ORDAINED upon recommendation of the Honourable the Minister of Municipal Affairs:

Annexion de territoire

Annexation of Territory

1° Qu'il soit ordonné, tel que demandé par la requête du conseil de la cité de St-Jean, en date

1. Be it ordained, as requested by the petition of the council of the city of St. John's, bearing

du 24 novembre 1947, et conformément à l'article 28 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, que le territoire ci-après décrit à savoir:

1° Un terrain: (a) de partie du lot numéro cent onze (P. no 111) et de partie du lot numéro cent douze (P. no 112) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste, dans le comté de Saint-Jean, (b) comprenant aussi, en entier, le dit terrain, les lots numéros cent treize, (113) cent quatorze, (114) cent quinze, (115) cent seize, (116) et cent dix-sept (117) du même cadastre, borné au nord, par le lot numéro cent neuf, (no 109) du dit cadastre, à l'est, par les limites de la cité de Saint-Jean, au sud par le lot numéro cent dix-huit (no 118) du dit cadastre et, à l'ouest, par la voie publique, située entièrement dans la paroisse susdite de Saint-Jean l'Évangéliste et connue sous les désignations de chemin du Grand Bernier ou route rurale numéro un (R.R. no 1) mesurant, ces terrains, dans la ligne nord, quatre mille sept cents pieds, (4,700') dans la ligne est, cinq mille deux cent vingt-six pieds et quatre pouces, (5,226'4") dans la ligne sud, quatre mille sept cent dix-sept pieds et neuf pouces, (4,717'9") et, dans la ligne ouest, cinq mille deux cent quatre vingt pieds (5,280') et d'une superficie totale de six cent trente-deux arpents et vingt-cinq centièmes (632.25) correspondant à cinq cent trente-quatre acres et deux-dixièmes (534.2).

Ce terrain comprenant la partie est du lot numéro cent onze (no 111) mesurant deux cent cinquante pieds (250) dans la direction est-ouest et sept cent cinquante pieds (750) dans la direction sud-nord.

2° Tout le territoire (a) comprenant le chemin public, maintenant connu comme étant la rue Champlain qui longe le canal Chambly jusqu'à une ligne qui serait le prolongement, de l'ouest à l'est, des limites nord actuelles de la cité de Saint-Jean et (b) tout le territoire allant à l'est du dit chemin public ou rue, à la ligne médiane de la rivière Richelieu, s'étendant aussi, le dit territoire, (b) jusqu'à la ligne qui serait le prolongement, de l'ouest à l'est, des mêmes limites nord actuelles; soit détaché de la municipalité de la paroisse de St-Jean et soit annexé à la cité de Saint-Jean et ce à compter du 1er janvier suivant la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

20881-o

date November 24, 1947, and in conformity with section 28 of the Act 53 Victoria, chapter 71, that the territory hereinafter described, to wit:

1. A lot of land (a) of part of lot number one hundred and eleven (Pt. No. 111) and of part of lot number one hundred and twelve (Pt. No. 112) of the official cadastre for the parish of Saint-Jean l'Évangéliste, in the county of Saint John's, (b) comprising also, in whole, the said lot of land, lots numbers one hundred and thirteen, (113) one hundred and fourteen, (114) one hundred and fifteen, (115) one hundred and sixteen, (116) and one hundred and seventeen (117) of said cadastre, bounded on the north by lot number one hundred and nine (109) of said cadastre, on the east by the limits of the city of Saint John's on the south by lot number one hundred and eighteen, (118) of said cadastre and, on the west, by the public road, situate entirely in the aforesaid parish of Saint Jean l'Évangéliste and known under the designations of Grand Bernier Road or Rural Route number one (R.R. No. 1) said lots lots of land measuring in the north line, four thousand seven hundred feet, (4,700') in the east line, five thousand two hundred and twenty-six feet, and four inches, (5,226'4") in the south line, four thousand seven hundred and seventeen feet and nine inches, (4,717'9") and in the west line, five thousand two hundred and eighty feet, (5,280') and containing a total area of six hundred and thirty-two arpents and twenty-five hundredths (632.25) corresponding to five hundred and thirty-four acres and twotenths (534.2)

Said lot of land comprising the east part of lot number one hundred and eleven (No. 111) measuring 250 feet (250) in a direction east west and seven hundred and fifty feet (750) in direction south-north.

2. All the territory (a) comprising the public road now known as being Champlain street running along the Chambly Canal as far as a line which would be the prolongation, from west to east, of the actual north limits of the city of Saint John's and (b) all the territory east of the said public road or street, to the median line of the Richelieu River, said territory, extending also (b) as far as the line which would be the prolongation, from west to east of the same actual north limits;

be detached from the municipality of the parish of St. John's and be annexed to the city of Saint John's, and such on and from the 1st of January following the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

20881

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2027

Québec, le 10 décembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section " B "

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux charpentiers-doubleurs — navigation océanique dans le port de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1157 du 17 juillet 1947, relatif aux charpentiers-doubleurs—navigation océanique dans le port de Montréal, soit abrogé

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2027

Quebec, December 10, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part " B "

CONCERNING the abrogation of the decree relating to the shipliners — ocean navigation — in the Harbour of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 1157 of July 17, 1947, relating to the shipliners — ocean navigation — in the Harbour of Montreal, be repealed and an-

et annulé à toutes fins que de droit à compter du 31 décembre 1947.
 (Document "B" annexé à l'arrêté)
 A. MORISSET,
 20913-o Greffier du Conseil Exécutif.

nulled for all the purposes of the law from December 31, 1947.
 (Document "B" annexed to the Order)
 A. MORISSET,
 20913-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 2027

Number 2027

Québec, le 10 décembre 1947.

Quebec, December 10, 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Section "C"

Part "C"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux vérificateurs et tonneliers — navigation océanique — Havre de Montréal.

CONCERNING the abrogation of the decree relating to the checkers and coopers — ocean navigation — Harbour of Montreal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE le décret numéro 1158 du 17 juillet 1947, relatif aux vérificateurs et tonneliers — navigation océanique — Havre de Montréal, soit abrogé et annulé à toutes fins que de droit à compter du 31 décembre 1947.

THAT the decree number 1158 of July 17, 1947, relating to the checkers and coopers — ocean navigation — Harbour of Montreal, be repealed and annulled for all the purposes of the law from December 31, 1947.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,
 20914-o Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
 20914-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 2027

Number 2027

Québec, le 10 décembre 1947.

Quebec, December 10, 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Section "D"

Part "D"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux débardeurs du port de Montréal, navigation océanique.

CONCERNING the abrogation of the decree relating to the longshoremen of the Harbour of Montreal, ocean navigation.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE le décret numéro 1117 du 9 juillet 1947, relatif aux débardeurs du port de Montréal, navigation océanique, soit abrogé et annulé à toutes fins que de droit à compter du 31 décembre 1947.

THAT the decree number 1117 of July 9, 1947, relating to the longshoremen of the Harbour of Montreal, ocean navigation, be repealed and annulled for all the purposes of the law from December 31, 1947.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,
 20915-o Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
 20915-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 2027

Number 2027

Québec, le 10 décembre 1947.

Quebec, December 10, 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "A"

Part "A"

Concernant des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans l'île de Montréal, la cité de St-Lambert et la municipalité de Longueuil.

Concerning amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the Island of Montreal, the City of St. Lambert and the municipality of Longueuil.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of

du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et de coiffeur dans l'île de Montréal, la cité de St-Lambert et la municipalité de Longueuil, rendue obligatoire par le décret numéro 2162 du 20 août 1941, et amendements, à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 8 novembre 1947;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2162, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "b" de l'article III est remplacé par le suivant:

"b) Les heures de travail dans un salon de barbier sont réparties comme suit:

Entre 8.30 a.m. et 6.30 p.m. les lundi et mardi;

Entre 8.30 a.m. et 7.00 p.m. les mercredi et jeudi;

Entre 8.30 a.m. et 8.00 p.m. les vendredi et samedi et veilles de fêtes chômées mentionnées dans le présent décret."

2° Le deuxième alinéa du paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"Pour chaque compagnon barbier-coiffeur régulier, \$25.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant \$35.00 par semaine."

3° Le troisième alinéa du paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"Pour chaque compagnon barbier-coiffeur surnuméraire: \$0.50 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur les recettes brutes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de \$35.00 et que ledit salarié a travaillé 30 heures ou plus durant la semaine, il doit être rémunéré au même tarif que le compagnon barbier-coiffeur régulier."

4° Au paragraphe "c" de l'article IV, les mots "trois dollars (\$3.00)" sont remplacés par les mots "quatre dollars (\$4.00)".

5° A l'article V, les prix minima ci-après mentionnés sont substitués à ceux apparaissant actuellement dans le décret pour chacun des services concernés, savoir:

"Coupe de cheveux, pour adultes des deux sexes, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....	\$0.50
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes, les samedi et veilles de fêtes spécifiées dans le décret.....	0.60
Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes, de moins de 15 ans, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et le vendredi jusqu'à 5.00 p.m.....	0.35
Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes, de moins de 15 ans, le vendredi à partir de 5.00 p.m., les samedi et veilles de fêtes chômées spécifiées dans le décret.....	0.50
Barbe, tous les jours de la semaine....	0.30"

6° Le paragraphe "m" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"m) Le nombre d'apprentis par salon de barbier-coiffeur ne doit jamais dépasser la limite suivante:

i. Un (1) apprenti par salon de barbier-coiffeur où travaillent au moins deux (2) compagnons barbiers-coiffeurs réguliers possédant leur certificat de qualification de barbier-coiffeur.

Labour by the contracting parties to the collective labour agreement respecting the barber and hairdresser trades in the Island of Montreal, the city of St. Lambert and the municipality of Longueuil, rendered obligatory by the decree number 2162 of August 20, 1941, and amendments, for the purpose of amending the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of November 8, 1947;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2162, be amended as follows:

1. Subsection "b" of section III is replaced by the following:

"b) The hours of work in a barber shop are distributed as follows:

Between 8.30 a.m. and 6.30 p.m. Monday and Tuesday;

Between 8.30 a.m. and 7.00 p.m. Wednesday and Thursday;

Between 8.30 a.m. and 8.00 p.m. Friday and Saturday and the eves of holidays mentioned in the present decree."

2. The second paragraph of subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"Every regular barber-hairdresser journeyman: \$25.00 per week plus a 50% commission on the receipts of his work exceeding \$35.00 per week."

3. The third paragraph of subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"Every occasional barber-hairdresser journeyman; \$0.50 per hour of work plus a 10% commission on the gross receipts of his work. However, when the receipts of his work attain or exceed \$35.00 and when the said employee has worked 30 hours or more during the week, he shall be remunerated on the same basis as the regular barber-hairdresser journeyman."

4. In subsection "c" of section IV, the words "three dollars (\$3.00)" are replaced by the words "four dollars (\$4.00)".

5. In section V, the minimum prices hereafter mentioned are substituted for those actually contained in the decree for each one of the services concerned, namely:

"Haircut for adults, male and female, Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....	\$0.50
Haircut for adults, male and female, Saturday and holiday eves specified in the decree.....	0.60
Haircut for children, male and female, under 15 years of age, Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday until 5.00 p.m.....	0.35
Haircut for children, male and female, under 15 years of age, from 5.00 p.m. Friday, Saturday and holiday eves specified in the decree.....	0.50
Shave, every day of the week.....	0.30"

6. Subsection "m" of section VI is replaced by the following:

"m) The number of apprentices in a barber-hairdresser parlor shall never exceed the following limit:

i. One (1) apprentice in a barber-hairdresser parlor which employs at least two (2) regular barber-hairdresser journeymen holding their certificate of competency as barber-hairdressers.

ii. Deux (1) apprentis par salon de barbier-coiffeur où travaillent au moins quatre (4) compagnons barbiers-coiffeurs réguliers possédant leur certificat de qualification de barbier-coiffeur."

7° Le paragraphe "o" de l'article VI est remplacé par le suivant:

o) Le salaire hebdomadaire de l'apprenti est le suivant:

Du 4ème au 6ème mois d'apprentissage ou de la sortie du centre d'apprentissage au 6ème mois	\$ 6.00
Deuxième semestre	9.00
Troisième semestre	12.00
Quatrième semestre	16.00
Cinquième semestre	19.00
Sixième semestre	23.00

8° Les mots "le jour de l'An" apparaissant à l'article VIII sont remplacés par les mots "Le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An"

(Document "A" annexé à l'arrêté)

20917-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2027

Québec, le 10 décembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "F"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans l'île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de l'Industrie de la Fabrication du Métal en Feuille a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1661 du 8 octobre 1947, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans l'île de Montréal et un rayon de 15 milles;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 novembre 1947;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 1661 soit modifié de la façon suivante:

Le paragraphe "d" suivant est ajouté à l'article V.

"d) A la demande de la majorité des salariés d'un établissement à l'effet de prolonger la période des fêtes pour y inclure le 26 décembre 1947 ou le 2 janvier 1948, il est permis de travailler pendant un nombre équivalent d'heures aux taux réguliers, deux samedis dans une période de trente (30) jours précédant ces dates."

(Document "F" annexé à l'arrêté)

20919-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ii. Two (2) apprentices in a barber-hairdresser parlor which employs four (4) regular barber-hairdresser journeymen holding their certificate of competency as barber-hairdressers."

7. Subsection "o" of section VI is replaced by the following:

o) The weekly wages of the apprentice is the following:

From the 4th to the 6th month of apprenticeship or from the time an apprentice leaves the apprenticeship center to the 6th month	\$ 6.00
Second six months	9.00
Third six months	12.00
Fourth six months	16.00
Fifth six months	19.00
Sixth six months	23.00

8. The words "New Year's Day" mentioned in section VIII are replaced by the words "New Year's Day and the day after New Year's Day".

(Document "A" annexed to the Order)

20917-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2027

Quebec, December 10, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor-in Council.

Part "F"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1661 of October 8, 1947, relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 8, 1947.

WHEREAS no objection has been made to its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labor:

THAT the said decree, number 1661, be amended as follows:

The following subsection "d" is added to section V:

"d) At the request of the majority of the employees of any firm who may wish to extend the period of holidays to include December 26, 1947 and or January 2, 1948, it shall be permissible to work an equivalent number of hours at regular rates on any two Saturdays within a period of thirty (30) days prior to the above dates."

(Document "F" annexed to the Order)

20919-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 2027

Québec, le 10 décembre 1947

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT la radiation de ceux parties contractantes — décret relatif aux métiers du bâtiment dans la région de Hull.

ATTENDU QUE monsieur Albert Amyot, 283, boulevard St-Joseph, Hull, signataire de la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans la région de Hull, rendue obligatoire par le décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, a demandé au ministre du Travail de radier son nom de la liste des parties contractantes apparaissant dans ce décret, étant donné qu'il a cessé d'agir comme entrepreneur dans l'Industrie de la construction;

ATTENDU QUE le ministre du Travail a été avisé que monsieur Louis Gaudreau, également signataire de la convention rendue obligatoire par ledit décret est décédé depuis plusieurs années;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE les noms de ces deux entrepreneurs soient radiés de la liste des parties contractantes de première part apparaissant dans le décret numéro 968 du 3 juin 1925 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans la région de Hull.

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20918-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 2062

Québec, le 18 décembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la corporation du village minier de Pascalis.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des Affaires municipales:

QUE, sous l'autorité de l'article 10 de la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers (S. R. 1941, ch. 246 et 9 Geo. VI, ch. 55, art. 1), la période pendant laquelle la loi concernant l'organisation municipale des villages miniers régit une municipalité de village constituée sous son autorité soit prolongée pour une période additionnelle d'un an, dans le cas du village minier de Pascalis, érigé comme tel par des lettres patentes publiées dans la *Gazette officielle de Québec* du 21 décembre 1940, à la page 3823 et déjà continuée pour une période additionnelle de 2 ans sous l'autorité d'un décret du Lieutenant-gouverneur en conseil en date du 7 décembre 1945 et publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 15 décembre 1945, à la page 2564;

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

Publié sous l'autorité de l'article 10 de la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers: (S.R.Q. 1941, ch. 246 et 9 Geo. VI, ch. 55, section 1).

Québec, le 18 décembre 1947.

Le Ministre des Affaires municipales,

20947-o BONA DUSSAULT.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 2027

Quebec, December 10, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING the deleting of two contracting parties — decree relating to the building trades in the district of Hull.

WHEREAS, Mr Albert Amyot, 283 St. Joseph Blvd, Hull, signatory to the collective labour agreement relating to the building trades in the district of Hull, rendered obligatory by the decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, has begged the Minister of Labour to strike his name off the list of contracting parties mentioned in the said decree in view of the fact that he has ceased to act as contractor in the construction industry;

WHEREAS the Minister of Labour has been notified that Mr Louis Gaudreau, also signatory to the agreement rendered obligatory by the said decree, has died many years ago;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the names of these two contractors be stricken off the list of contracting parties of the first part in the decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, relating to the building trades in the district of Hull.

(Document "E" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20918-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 2062

Quebec, December 18, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Corporation of the Mining Village of Pascalis.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Municipal Affairs:

THAT, under the authority of section 10 of the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages (R. S., 1941, chap. 246 and 9 Geo. VI, chap. 55, section 1), the period wherein the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages governs a village municipality constituted under its authority be extended for an additional period of one year, in the case of the Mining Village of Pascalis, erected as such by letters patent published in the *Quebec Official Gazette* of the 21st of December, 1940, on page 3823 and already continued for a further period of 2 years under the authority of an Order from the Lieutenant-Governor in Council dated December 7, 1945 and published in the *Quebec Official Gazette* of the 15th of December, 1945, on page 2564;

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

Published under the authority of section 10 of the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages: (R.S.Q. 1941, chap. 246 and 9 Geo. VI, chap. 55, section 1).

Quebec, December 18, 1947.

BONA DUSSAULT,

20947 Minister of Municipal Affairs.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de la Dennison de Drummondville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 25 novembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ville St-Joseph, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20882-o JEAN BRUCHÉSI.

JAY FLEX LIMITED

Règlement No 23

Changeant le nombre des directeurs

Qu'il soit et il est par les présentes, décrété comme règlement de "Jay Flex Limited", (ci-après nommée "la compagnie"), comme suit:

1. Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre.

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, modifiés, conformément à ce qui précède.

Décrété ce 1er jour de novembre 1947.

Vraie copie.

(Sceau)

Le Président,
H. C. MENDELSON,
Le Secrétaire,
H. MENDELSON.

20883

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de la Dennison de Drummondville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests, of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 25, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ville St-Joseph, county of Drummond.

20882 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

JAY FLEX LIMITED

By-law No. 23

Changing number of Directors

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Jay Flex Limited", (hereinafter called "the Company") as follows:

1. The number of the board of directors of the company be and it is hereby increased from three to four.

2. The by-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Enacted this 1st day of November, 1947.

True copy.

(Seal)

H. C. MENDELSON,
President,
H. MENDELSON,
Secretary.

20883-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de St-Antoine-de-Pointe-à-la-Garde", en date du 21 septembre 1947, dont le siège social est situé à Pointe-à-la-Garde, comté de Bonaventure, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 29 octobre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20884-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de St-Antoine-de-Pointe-à-la-Garde" under date the 21st day of September, 1947, whereof the head office is at Pointe-à-la-Garde, county of Bonaventure, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 29th day of October, 1947.

20884 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Avis est par les présentes donné que l'honorable secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Coopérative La Serviable", en date du 9 octobre 1947, dont le siège social est situé au Couvent de Limoilou, 598, 8e Avenue, Québec, comté de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 29 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20885-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative La Serviable", under date the 9th day of October, 1947, whereof the head office is at the "Couvent de Limoilou", 598, 8th avenue, Quebec, county of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 29th day of November 1947.

20885 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Lamont, Corliss & Company" dûment licenciée pour faire affaires dans cette Province, a transmis au Secrétaire de la Province une nouvelle procuration, exécutée le 10 novembre 1947, nommant M. Gérard Richard, de la cité de Montréal, son agent principal dans la province de Québec et établissant le siège social de la corporation en ladite Province à 4462 rue des Erables, Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 décembre 1947.

20886 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés sur le Canal Soulanges", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 novembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Pointe-des-Cascades, comté de Vaudreuil-Soulanges.

20887-0 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Entre-Aide Mutuelle Notre-Dame-de-la-Doré", en date du 23 novembre 1947, dont le siège social est situé à Notre-Dame-de-la-Doré, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 4 décembre 1947.

20888-0 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat Catholique et National des Travailleurs du Tabac de Joliette", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 décembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Joliette, comté de Joliette.

20889-0 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné par les présentes, que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements, comprenant les articles 1 à 8 inclusivement de "Ship Family Circle" ont été approuvés le 12 novembre 1947, par l'honorable Secrétaire de la Province, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de cimetières, S.R.Q. 1941, chapitre 314, et de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q. 1941, chapitre 276, telles que modifiées par la Loi 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 13 novembre 1947.

20890 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that Lamont, Corliss & Company, duly licensed to carry on in this Province, has forwarded to the Provincial Secretary a new power of attorney executed on November 10th, 1947, appointing Mr. Gérard Richard of the city of Montreal as its chief agent in the Province of Quebec and establishing the principal office of the Corporation in said Province at 4462 Des Erables Street, Montréal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 4th of December, 1947.

20886-0 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés sur le Canal Soulanges" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 27, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Pointe-des-Cascades, county of Vaudreuil-Soulanges.

20887 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Entre-Aide Mutuelle Notre-Dame-de-la-Doré", under date the twenty-third day of November, 1947, whereof the head office is at Notre-Dame-de-la-Doré, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of December, 1947.

20888 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Catholique et National des Travailleurs du Tabac de Joliette", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 5, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Joliette, county of Joliette.

20889 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Laws comprising Articles 1 to 8 inclusive of "Ship Family Circle" were approved on November 12th, 1947, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of the Cemetery Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 314, and of section 225 of the Quebec Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary this 13th of November, 1947.

20890-0 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

ST. LAWRENCE TANKERS LIMITED

Extrait des minutes de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "St. Lawrence Tankers Limited, tenue le cinquième jour de novembre, mil neuf cent quarante-sept, à son siège social, à Québec, à laquelle assemblée, tous les actionnaires furent présents en personne ou par procuration et représentant la valeur totale des actions.

"Sur motion, dûment proposée, secondée et adoptée à l'unanimité, il fut résolu que le règlement suivant soit, et il est par les présentes décrété et adopté comme règlement N° 20 de la compagnie.

Règlement N° 20

Le nombre des directeurs sera augmenté de cinq à six et les affaires de la compagnie seront gérées à l'avenir par un bureau de six directeurs.

Je certifie, par les présentes, que l'extrait ci-dessus est un extrait conforme aux minutes de la compagnie "St. Lawrence Tankers Limited".

Le 5 novembre 1947.

(Sceau)

20891

Le Secrétaire,
H. C. THORN.

ST. LAWRENCE TANKERS LIMITED

Extract from the minutes of the Annual General Meeting of the Shareholders of St. Lawrence Tankers Limited, held on the fifth day of November, nineteen hundred and forty-seven, at its head office in Quebec, at which meeting all the shareholders were present in person, or by proxy and representing the total value of the shares.

"On motion, duly made, seconded and carried unanimously, it was resolved that the following by-law be, and is hereby enacted and adopted as by-law No. 20 of the company.

By-law No. 20

The number of directors shall be increased from five to six and the affairs of the company shall henceforth be managed by a board of six directors."

I hereby certify that the above is a true extract from the Minutes of St. Lawrence Tankers Limited.

November 5th, 1947.

(Seal)

20891-o

H. C. THORN,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de Travail de St-Augustin (Roberval)", en date du 9 novembre 1947, dont le siège social est situé à Saint-Augustin, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20892-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de Travail de St-Augustin (Roberval)" under date the ninth day of November, 1947, whereof the head office is at Saint-Augustin, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of November, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20892

Avis est par les présentes donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 15 décembre 1947, approuvé les règlements, comprenant les articles I à XI inclusivement de la corporation "Temiskaming Community Association Inc." tels qu'adoptés à une assemblée générale, tenue le 27 novembre 1947, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276, telles que modifiées par la Loi 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 décembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20920

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved on December 15th, 1947, the by-laws comprising articles I to XI inclusive of "Temiskaming Community Association Inc.", as adopted at a general meeting held on November 27th, 1947, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary this 16th day of December, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20920-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Pour Nous", en date du 27 octobre 1947, dont le siège social est situé à 1800 rue Nicolet, Montréal, 4, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 décembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20931-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Pour Nous", under date the 27th day of October, 1947, whereof the head office is at 1800 Nicolet Street, Montreal, 4, district judicial of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of December, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20931

Canada, Province de Québec, District de Québec. Canada, Province of Quebec, District of Quebec

LA BRASSERIE CHAMPLAIN LIMITÉE
THE CHAMPLAIN BREWERY LIMITED

LA BRASSERIE CHAMPLAIN LIMITÉE
THE CHAMPLAIN BREWERY LIMITED

Extrait du procès-verbal d'une assemblée des administrateurs de "La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited", tenue au siège social de la compagnie, au N° 164 de la Couronne, en la cité de Québec, le vendredi 18ième jour de juillet à 3 heures de l'après-midi. "Résolu qu'il soit et il est par le règlement N° 20 de la compagnie, ordonné et décrété comme suit: le nombre des administrateurs de la compagnie qui était de cinq est réduit au nombre de quatre.

Excerpt from the minutes of a meeting of the directors of "La Brasserie Champlain Limitée—The Champlain Brewery Limited", held at the head office of the company No. 164 de la Couronne street, in the city of Québec, on Friday, the eighteenth day of July at 3 o'clock in the afternoon.

Adopté unanimement. Le présent règlement N° 20 de la compagnie a été approuvé à l'unanimité par les actionnaires présents à l'assemblée générale et spéciale convoquée à cette fin et tenue le 22 novembre 1947.

Resolved that it be and it is, By-law No. 20, of the company, ordained and enacted as follows: The number of the directors of the company which was five is reduced to four.

Copie conforme.

Unanimously adopted. The present By-law No. 20 of the company was unanimously approved by the shareholders present at the general and special meeting called for such purpose and held on November 22, 1947.

True copy.

20893-o

Le Secrétaire,
JACQUES GALIPEAULT.

20893

JACQUES GALIPEAULT,
Secretary.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Sulpice", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 octobre 1947.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Sulpice" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 23, 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Sulpice, comté de L'Assomption.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Sulpice, county of L'Assomption.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20934-o JEAN BRUCHÉSI.

20934 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

DEEP-DRAWN STAMPINGS OF CANADA LIMITED
(MAINTENANT "MAHON HARDWARE MFG. COMPANY, LIMITED")

DEEP-DRAWN STAMPINGS OF CANADA LIMITED
(NOW "MAHON HARDWARE MFG. COMPANY, LIMITED")

Règlement Spécial "F"

Special By-Law "F"

Un règlement pour augmenter le nombre des Directeurs.

A by-law to increase the number of Directors.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme suit:

Be it and it is hereby enacted as follows:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de trois à quatre.

1. The number of Directors of the Company is hereby increased from three to four.

2° Le Règlement 12 de la compagnie, intitulé Directeurs, est, par les présentes amendé en substituant au mot "trois" dans la première phrase d'icelui, le mot "quatre".

2. By-law 12 of the Company entitled Directors is hereby amended by substituting for the word "three" in the first sentence thereof the word "four".

Certifiée vraie copie du Règlement spécial "F" décrété à une assemblée des directeurs de "Deep-Drawn Stampings of Canada Limited", tenue le 12 septembre 1947 et approuvé et confirmé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie, dûment convoquée et tenue aux fins de considérer tel règlement, le 12 septembre 1947.

Certified to be a true copy of Special By-law "F" enacted at a meeting of the Directors of Deep-Drawn Stampings of Canada Limited held on September 12th, 1947, and approved and confirmed by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the Shareholders present at a Special General Meeting of the Shareholders of said Company duly convened and held for the purpose of considering such by-law on September 12th, 1947.

Montréal, P. Q., le 12 septembre 1947.
(Sceau)

Montreal, P. Q., September 12th, 1947.
(Seal)

20941

Le Secrétaire,
E. G. MAHON.

20941-o

E. G. MAHON,
Secretary.

Bills, Assemblée législative

Bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 décembre 1947 et présentés avant le 4 février 1948, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 24 janvier 1948 et reçues avant le 29 janvier 1948, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 18 février 1948.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th December, 1947, and introduced before the 4th February, 1948; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 24th January, 1948, and received before the 29th January, 1948, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 18th February, 1948.

Québec, le 13 novembre 1947.

Quebec, November 13th, 1947.

Le Greffier,
20626-46-9-0 ANTOINE LEMIEUX.

ANTOINE LEMIEUX,
20626-46-9-0 Clerk.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Model Fur Mfg. Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du quinze mai 1946.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276 Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Model Fur Mfg. Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 15th day of May, 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said Company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deux octobre 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of October, 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Morlong Limited" constituée en corporation en date du treize mai 1943.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Morlong Limited", incorporated by letters patent dated the thirteenth day of May, 1943.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said Company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deux octobre 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "New Canadian Homes Corporation" constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-sept août 1935.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "New Canadian Homes Corporation", incorporated by letters patent dated the 27th day of August, 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deux octobre 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of October, 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis, est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Normar Mines, Limited". (Libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deux février 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis, est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Nu Deal Upholstering Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-sept février 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
20894 L. DÉSILETS.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Uranium (U-235) Corporation of North America", a l'intention de s'adresser au Lieutenant-gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 6 décembre 1947.

20895-o Le Président,
J. E. DESROCHERS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Normar Mines, Limited". (No personal liability), incorporated by letters patent dated the twenty-second day of February, 1940.

Notice is also given that from and after the eighth day of October 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Nu Deal Upholstering Company Limited", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of February, 1941.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

20894-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that "Uranium (U-235) Corporation of North America", intends to apply to the Lieutenant-Governor for leave to surrender its charter.

Montreal, December 6, 1947.

20895-o J. E. DESROCHERS,
President.

Demands à la Législature

Applications to Legislature

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est donné que la ville de Jacques-Cartier s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes et autres fins accessoires:

1. valider et confirmer certaines élections, et pourvoir s'il y a lieu, aux vacances dans le Conseil;
2. autoriser et valider certaines répartitions locales dans le cas de travaux ou de services qui ne bénéficient qu'à un quartier ou une rue;
3. autoriser l'abrogation et le remplacement d'un règlement de construction sans referendum;
4. autoriser l'expropriation sans indemnité de certains terrains réservés pour des rues ou chemins;
5. autoriser un emprunt sans referendum pour la construction d'un hôtel de ville;
6. modifier, pour la ville, l'article 506 de la loi des cités et villes.

Montréal, le 13 décembre 1947.

20924-51-4-o Les Procureurs de la requérante,
ÉMILIE BRAIS,
PHILIPPE LAMARRE.

Public notice is given that the town of Jacques-Cartier shall apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session to obtain a special law for the following purposes and for other incidental purposes:

1. to validate and confirm certain elections and to provide, if necessary, to fill the vacancies of the Council;
2. to authorize and validate certain local apportionment of the costs of works or services that benefit only one to ward or one street;
3. to authorize the repeal and replacement, without a referendum of a building by law;
4. to authorize the expropriation without indemnity of certain strips of land reserved for streets of roads;
5. to authorize a loan being made without a referendum for the purpose of the construction of a city hall;
6. to amend for the town, section 506 of the Cities and Town Act;

Montreal, December 13, 1947.

20924-51-4-o ÉMILIE BRAIS
PHILIPPE LAMARRE,
Attorneys for petitioner.

AVIS D'UN BILL PRIVÉ

Avis est par les présentes donné, qu'un bill privé sera présenté, lors de la prochaine session de la Législature provinciale, par les Naturopathes de la province de Québec, aux fins de légaliser dans la Province de Québec l'exercice de la naturopathie.

Le Procureur des Naturopathes
de la province de Québec,
20921-51-4-o ROSAIRE BEAUDOIN, C.R.

NOTICE OF A PRIVATE BILL

Notice is hereby given that a private bill will be presented at the next Session of the Provincial Legislature by the Naturopaths of the Province of Quebec, so that the practice of Naturopathy may be legalized in the Province of Quebec.

* ROSAIRE BEAUDOIN, C.C.
Attorney for the Naturopaths
20921-51-4-o of the Province of Quebec.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que Wolfe Mendelzys, manufacturier; Jack Fane, commerçant; Max Héndufan, vendeur; Moses Amsel, manufacturier; Aron Gollfarb, secrétaire; Joseph Shlamowitz, contremaitre; M. yer Edelshtein, manufacturier; Lewis Rubinstein, gentilhomme; Abraham Weiskopf, commerçant; Louis Sitrin, commerçant; Leib Glantz, contremaitre; Jacob Frankel, opérateur; Jack Adelstein, opérateur; Max Schaeffer, cordonnier; Abraham Henoch Yankofsky, opérateur; Isaac Eiley, commerçant; Samuel Greenfeld, commerçant; Michael Borochovitz, manufacturier; tous de la cité et du district de Montréal, et qui sont tous membres et officiers de la "Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi spéciale, les constituants et ainsi que ceux qui deviendront membres subséquemment, en corporation sous le nom de "Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal, Inc.", avec siège social en la cité de Montréal, pour les fins d'assister ses membres en cas de maladie, accident, incapacité de travailler, revers, et la mort, et accorder l'aide et assistance et tous autres bénéfices aux veufs, veuves, enfants, héritiers ou légataires de tous les membres, y compris les bénéfices funéraires et de sépulture, et obtenir pour ses membres tous autres avantages qui sont accordés de temps en temps par les règlements de la société avec les pouvoirs de succéder à tous les droits et les obligations de la "Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal."

Montréal, le 16 décembre, 1947.
Le Procureur des requérants,
20925-51-4-o MICHAEL RUBENSTEIN.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Wolfe Mendelzys, manufacturer; Jack Fane, merchant; Max Hendman, salesman; Moses Amsel, manufacturer; Aron Goldbarb, secretary; Joseph Shlamowitz, foreman; Meyer Edelshtein, manufacturer; Lewis Rubinstein, gentleman; Abraham Weiskopf, merchant; Louis Sitrin, trader; Leib Glantz, foreman; Jacob Frankel, operator; Jack Adelstein, operator; Max Schaeffer, shoemaker; Abraham Henoch Yankofsky, operator; Isaac Eiley, merchant; Samuel Greenfeld, merchant; Michael Borochovitz, manufacturer, all of the city and district of Montreal, and all of whom are members and officers of the "Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal", shall apply to the Legislature of the province of Quebec at its next Session for the passing of a special law constituting themselves and others, who may subsequently become members thereof, a Corporation under the name of "Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal, Inc." with head office in the city of Montreal, for the purpose of assisting its members in case of sickness, accident, inability to work, reverses of fortune and death, and to grant assistance and aid and confer all other benefits upon the widowers, widows, children, heirs or legatees of all members, including funeral and cemetery benefits and to secure for its members all other advantages which may from time to time be conferred by the by-laws of the Association, and with power to succeed to all the rights and obligations of the "Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal".

Montreal, December 16, 1947.
MICHAEL RUBENSTEIN,
20925-51-4-o Attorneys for Petitioners.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Montréal Trust Company, un corps politique ayant son siège social dans la ville de Montréal, et Dame Eileen Mary White, veuve de feu Douglas Watson Ogilvie, en son vivant de la ville de Montréal, agent d'immeubles, en leur qualité d'exécuteurs en vertu du testament dudit Douglas Watson Ogilvie, adresseront une demande à la Législature de Québec à sa prochaine session pour une loi autorisant lesdits exécuteurs de distribuer une part du capital de ladite succession et de payer cette part en parties égales aux légataires résiduaire et pour d'autres fins.

Montréal, 15 décembre 1947.
Les Procureurs des requérants,
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
20939-51-4-o HOWARD, FORSYTH & KER.

NOTICE

Public Notice is hereby given that Montreal Trust Company, a body corporate, having its head office at the City of Montreal, and Dame Eileen Mary White, widow of the late Douglas Watson Ogilvie, in his lifetime of the City of Montreal, Real Estate Agent, in their capacities of Executors under the Last Will and Testament of the said Douglas Watson Ogilvie, will apply to the Legislature of Quebec at its next Session for an Act authorizing the said Executors to make a distribution of a portion of the capital of the said Estate and to pay the same in equal shares to the Residuary Legatees and for other purposes.

Montreal, December 15th, 1947.
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
HOWARD, FORSYTH & KER,
20939-51-4-o Attorneys for Petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que Guy Brodeur, Guy Hébert et Arthur Villeneuve s'adresseront à la prochaine session de la Législature de la province de Québec pour demander l'adoption d'une loi les admettant comme membres de l'Institut des Comptables Agréés de Québec, à compter du 1er juin 1948.

Les Procureurs des requérants,
PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU,
20923-51-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné, que Rolande Lanctôt, fille majeure, Rita Lanctôt, fille majeure, et Serge Lanctôt, employé, tous trois de la cité de Montréal s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour modifier le dernier testament et les deux codicilles de feu Joel Lanctôt, de son vivant de la cité de Montréal, aux fins de permettre aux pétitionnaires, grevés de substitution, d'être immédiatement saisis de l'absolue propriété des biens substitués; et à certaines autres fins.

Montréal, le 16 décembre 1947.
Les Procureurs des pétitionnaires,
20926-51-4 o ROBITAILLE & POULIOT.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE

Avis est par les présentes donné que l'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte, aux fins d'étendre les pouvoirs de cette corporation et notamment aux fins d'exercer à titre de compagnie de fonds de pensions, les pouvoirs conférés par la Loi des assurances de Québec, S.R. 1941, ch. 299, art. 222 telle qu'amendée par la loi 9, Geo. VI, ch. 61 et plus spécialement aux fins de se prévaloir des dispositions du parag. 2 de l'art. 154 de la dite Loi des assurances de Québec.

Montréal, 17 décembre 1947.
Le Procureur de la requérante,
20935-51-4-o ALBERT THÉBERGE.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: les rues ou places publiques homologuées par la Cour supérieure et les plans de la municipalité; pouvoir de réglementer les postes de taxis dans la municipalité; plans de division et de subdivision de lots à bâtir dans la municipalité; perception des taxes de la Commission des écoles catholiques de Lachine par la municipalité; mode spécial de prélever les droits ou taxes imposés sur les cirques, spectacles, etc.; permission de fermer une partie de la Première Avenue, pour permettre l'agrandissement de l'usine de la Dominion Bridge Company Limited; validation d'un acte de vente passé entre la cité de Lachine et The Seward Soap Company Limited, devant Mc J. M. Trépanier, notaire, le 8 octobre 1947 et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal sous le N° 712699 et pour autres fins.

Montréal, ce 17 décembre 1947.
Les Procureurs de la Cité de Lachine,
SYLVESTRE, PELLETIER & LACROIX,
L'avocat-conseil,
JACQUES VIAU.
20936-51-4-o

Public notice is hereby given that Guy Brodeur, Guy Hébert and Arthur Villeneuve will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act admitting them as members of The Institute of Chartered Accountants of Quebec, as from the 1st of June, 1948.

PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU,
20923-51-4 Attorneys for applicants.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given, that Rolande Lanctôt, Rita Lanctôt, both spinsters of the full age of majority, and Serge Lanctôt, employee, all domiciled in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to modify the last will and the two codicils of the late Joel Lanctôt, in his lifetime, of the city of Montreal, in order that the petitioners, institutes under a substitution, be immediately seized of the substituted property to dispose of it absolutely; and for other purposes.

Montreal, December 16th, 1947.
ROBITAILLE & POULIOT,
20926-51-4-o Attorneys for the petitioners.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given you that The Montreal Firemen's Benefit Association, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for certain amendments to its charter, so as to extend the powers of this corporation and exercise, as a pension fund company, the powers conferred by the Quebec Insurance Act, R.S. 1941, ch. 299, section 222, as amended by the statute 9, George VI, ch. 61 and more especially so as to avail itself of the provisions of subsection 2 of section 154 of the said Quebec Insurance Act.

Montreal December 17th, 1947.
ALBERT THÉBERGE,
20935-51-4-o Attorney for Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that the City of Lachine will appeal to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 9 Edouard VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: the streets and public places homologated by the Superior Court and the plans of the municipality; power to regulate the taxi stands in the municipality; division and subdivision plans of the building lots in the municipality; the collection of the taxes of the Commission of the catholic schools of Lachine by the municipality; special mode to levy every duties or taxes imposed on circuses, spectacles, etc.; permission to close part of First Avenue to provide for the enlargement of the plant of the Dominion Bridge Company Limited; validation of a deed of sale passed between the City of Lachine and The Seward Soap Company Limited, before J. M. Trépanier, notary, on October the 8th, 1947 and registered at the Registry office of the division of Montreal under No. 712699 and for other purposes.

Montreal, December 17th, 1947.
SYLVESTRE, PELLETIER & LACROIX,
Attorneys for the Vity of Lachine.
JACQUES VIAU,
20936-51-4-o Counsel.

AVIS PUBLIC

La ville LaSalle donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 2 George V, chapitre 73 et amendements, sur les matières suivantes: règlements d'emprunts permettant de faire des travaux d'aqueducs et d'égouts à la charge de toute la ville dans certains cas, avec droit de charger ces travaux subséquemment aux propriétés en bénéficiant, lors de l'usage desdites améliorations; plans de division et de subdivision de lots à bâtir dans la municipalité; les rues ou places publiques homologuées par la Cour supérieure et les plans de la municipalité; perception de la taxe scolaire sur les immeubles appartenant aux contribuables protestants et sur les immeubles inscrits sur la liste neutre; pouvoir de payer l'entretien des rues et des trottoirs pendant toute l'année, à même les fonds généraux de la ville et pour autres fins.

Montréal, ce 17 décembre 1947.

Les Procureurs de Ville LaSalle,
SYLVESTRE, PELLETIER
& LACROIX.

20937-51-4-o

Avis est donné par les présentes que l'"Institut de gestion industrielle et commerciale", une corporation ayant son siège social à Montréal, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte (5 Geo. VI, ch. 95) afin de changer son nom corporatif en "La société des comptables en administration industrielle" et pour changer en conséquence la désignation des membres diplômés et des membres agrégés ainsi que les initiales; et pour d'autres fins.

Montréal, ce 17ème jour de décembre 1947.

Les Procureurs de la requérante,
MONETTE, FILION, MEIGHEN
& GOURD.

20938-51-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que Préville Limited et Count y Club of Montreal Inc., corporations légalement constituées par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale leur permettant de détacher leurs immeubles de la ville de Jacques-Cartier et de se constituer en corporation de ville sous le nom de ville de Préville, avec certaines dispositions dérogatoires à la Loi des cités et villes, le territoire de la nouvelle ville étant constitué par leurs immeubles.

Montréal, ce 17ème jour de décembre 1947.

Les Procureurs des Requérantes,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
& BEAULIEU.

20940-51-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of LaSalle will appeal to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following purposes: loan by-laws permitting to execute waterworks and sewers at the expense of the whole town in some cases, with the right to charge subsequently these works to the properties benefiting from them when such properties would be using said improvements; division and subdivision plans of building lots in the municipality; the streets and public places homologated by the Superior Court and the plans of the municipality; collection of the school taxes on the immovables belonging to the protestant ratepayers and on the immovables inscribed on the neutral panel; power to pay the maintenance of streets and sidewalks during the whole year, through the general funds of the town and for other purposes.

Montreal, December 17th, 1947.

SYLVESTRE, PELLETIER
& LACROIX,

20937-51-4-o Attorneys for the Town of LaSalle.

Notice is hereby given that the "Cost and Management Institute", a body corporate and public having its head office in Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act amending its charter (5 Geo. VI, ch. 95) to change its corporate name to "The Society of Industrial and Cost Accountants of Quebec" and to change accordingly the designation of Certificated Members and Fellows as well as the degree letters; and for other purposes.

Montreal, this 17th day of December 1947.

MONETTE, FILION, MEIGHEN
& GOURD,

20938-51-4-o Solicitors for the Applicant.

NOTICE

Notice is hereby given that Préville Limited and Country Club of Montreal Inc., legally incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of a special Act permitting them to detach their immovables from the town of Jacques Cartier and to become incorporated into a town corporation under the name of "Ville de Préville" with certain provisions derogatory to the Cities and Towns Act, the territory of the new town being formed by their immovables.

Montreal, this 17th day of December, 1947.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
& BEAULIEU,

20940-51-4 Attorneys for the Petitioners.

Département de l'Instruction publique

N° 993-46.

Québec, le 6 décembre, 1947.

Demande est faite, de détacher de la municipalité scolaire de Harvey, dans le comté de Chicoutimi, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Saint-Fulgence", même comté, les lots suivants, savoir:

Department of Education

No. 993-46.

Quebec, December 6, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of Harvey, in the county of Chicoutimi, the territory hereinunder described and to erect the same into a separate school municipality under the name of "Village de Saint-Fulgence", said county, the following lots, to wit:

Dans le canton Harvey, toute cette partie du rang I, comprenant les lots "A" et "B" et leurs subdivisions; les lots 1 à 6 et leurs subdivisions, et la partie ouest du lot N° 7, d'une largeur de 1 arpent et 1/2; toute cette partie du rang II, comprenant le lot "A" et les lots 1 à 5 inclusivement avec leurs subdivisions.

Dans le canton Tremblay, toute cette partie du rang V, comprenant le lot "A", et les lots 1 à 4-A inclusivement et leurs subdivisions et enfin le lot 3-41; toute cette partie du rang VI, comprenant le lot "A" et les lots 1 à 4-A inclusivement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20900-51-2-o J.-P. LABARRE.

N° 803-47.

Québec, le 13 décembre, 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 4 décembre, 1947, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Grégoire-de-Greenley, dans le comté de Richmond, le territoire dudit village tel qu'érigé par proclamation officielle en date du 28 septembre, 1946 et publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 19 octobre 1946, à la page 2844, ce territoire devant être détaché de la municipalité scolaire de Saint-François-Xavier de Brompton, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20911-o J.-P. LABARRE.

N° 1196-47

Québec, le 17 décembre, 1947

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de l'Ancienne Lorette paroisse, comté de Québec, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Sainte-Monique des Saules, même comté, savoir:

Toute cette partie de territoire limitée comme suit, savoir:

Prenant comme point de départ l'intersection des lignes séparatives des paroisses Ancienne-Lorette, Ste-Foye et St-Sauveur, au coin sud-est du lot N° 1, paroisse Ancienne-Lorette.

De là dans une direction générale ouest, en suivant la ligne séparative des paroisses Ste-Foye et des lots Nos 1, 5, 6-A, 10, 19, 20, 21, 962, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 30-A, 31, 32, 33, 34, et 35 de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, jusqu'au coin sud-ouest dudit lot N° 35;

De là dans une direction nord-ouest en suivant la ligne de division des lots 116 et 35 de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, jusqu'au coin nord-ouest dudit lot N° 35;

De là dans une direction nord-est, en suivant la ligne de division des lots 35, 34, 33, 32 et 31 d'avec les lots Nos 115, 114 et 113 de la même paroisse, jusqu'au coin sud-est dudit lot N° 113;

De là dans une direction nord-ouest, en suivant la ligne de division des lots Nos 106 et 108 d'avec le lot 113 de la même paroisse jusqu'au coin sud-ouest du lot 109 dans une direction sud-est; en suivant cette ligne de division des lots 109, 110 et 111 d'avec les lots 108, 107 et 104; de là dans une direction nord-ouest en suivant la ligne de division des lots 111 et 103 de la même paroisse.

De là dans une direction nord-est en suivant la ligne de division des lots Nos 103, 98 et 97 d'avec les lots Nos 231, 232, 233, 234 et 235 jusqu'au coin sud-est dudit lot N° 235; de là dans une direction nord-ouest en suivant la ligne de division

In the township of Harvey, all that part of range I, comprising lots "A" and "B" and the subdivisions thereof; lots 1 to 6 and subdivisions thereof and the west part of lot No. 7, of 1 and 1/2 arpent in width; all that part of range II, comprising lot "A" and lots 1 to 5 inclusively with their subdivisions.

In the township of Tremblay, all that part of range V, comprising lot "A" and lots 1 to 4-A inclusively and their subdivisions and finally lot 3-41; all that part of range VI, comprising lot "A" and lots 1 to 4-A inclusively.

J.-P. LABARRE,
20900-51-2 Superintendent of Education.

No. 803-47

Quebec, December 13, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated December 4, 1947, to erect into a separate school municipality, under the name of "Saint-Grégoire-de-Greenley", in the county of Richmond, the territory of the said village as erected by official proclamation under date of September 28, 1946, and published in the *Quebec Official Gazette* of October 19, 1946, on page 2844, said territory to be detached from the school municipality of Saint-François-Xavier de Brompton, same county.

J. P. LABARRE,
20911 Superintendent of Education.

No. 1196-47

Quebec, December 17, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of Ancienne Lorette Parish, county of Quebec, the territory hereinafter described and to erect it into a separate school municipality under the name of "Sainte-Monique des Saules", same county, to wit:

All that part of the territory bounded as follows to wit:

Taking as its starting point the intersection of the division lines of the parishes of Ancienne-Lorette Ste-Foye and St-Sauveur, at the southeast corner of lot No. 2, parish of Ancienne-Lorette.

Thence, in a general westerly direction, following the division line of the parish of Ste-Foye and of lots Nos.: 1, 5, 6-A, 10, 19, 20, 21, 962, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 30-A, 31, 32, 33, 34 and 35 of the parish of Ancienne-Lorette, up to the south-west corner of said lot No. 35;

Thence, in a northwesterly direction following the division line of lots 116 and 35 of the parish of Ancienne-Lorette, as far as the northwest corner of said lot No. 35;

Thence, in a northeasterly direction, following the line separating lots 35, 34, 33, 32 and 31 from lots Nos.: 115, 114 and 113 of the same parish, up to the southeast corner of said lot No. 113;

Thence, in a northwesterly direction, following the line separating lots Nos. 106 and 108 from lot 113 of the same parish up to the southwest corner of lot 109 in a southeasterly direction; following this said line separating lots 109, 110 and 111 from lots 108, 107 and 104; thence northwesterly following the division line of lots Nos. 111 and 103 of the same parish.

Thence, in a northeasterly direction following the line separating lots Nos 103, 98 and 97 from lots Nos. 231, 232, 233, 234 and 235 up to the southeast corner of said lot No. 235; thence in a northwesterly direction following the division

du lot N° 237 d'avec un chemin public et le lot N° 238 jusqu'au coin nord-ouest dudit lot N° 237; de là dans une direction générale nord-est, en suivant la ligne séparative de la paroisse St-Ambroise de la Jeune-Lorette d'avec les lots Nos 237, 236, 85, 82, 81, 77, 76, 71, 70, 54, 53 et 46 de la paroisse de l'Ancienne-Lorette jusqu'à son intersection avec la rivière Saint-Charles.

De là en suivant ladite rivière Saint-Charles, dans une direction générale sud-est jusqu'à son intersection avec la ligne séparative entre les paroisses St-Ambroise de la Jeune-Lorette et St-Sauveur.

De là dans une direction générale ouest en suivant ladite rivière St-Charles, jusqu'à son intersection avec la ligne séparative des paroisses St-Sauveur et Ancienne-Lorette.

De là dans une direction sud-est, en suivant la ligne séparative des paroisses St-Sauveur et Ancienne-Lorette jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20910-51-2-o J.-P. LABARRE.

N° 1057-47.

Québec, le 17 décembre, 1947.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ephrem d'Upton, dans le comté de Bagot, les lots Nos 102, 103, 105 à 114 inclusivement du cadastre officiel de St-Ephrem d'Upton, et de les annexer à la municipalité du Village St-Ephrem d'Upton, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20929-51-2-o J.-P. LABARRE.

N° 1286-47.

Québec, le 16 décembre, 1947.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Saint-Jérôme, dans le comté du Lac Saint-Jean, les lots 4 et 5 du rang "A" du canton de Métabetchouan et de les annexer à la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20930-51-2-o J.-P. LABARRE.

line of lot No. 237 from the public road and lot No. 238 up to the northwest corner of said lot No. 237; thence, in a general northeasterly direction, following the line separating the parish of St-Ambroise de la Jeune-Lorette from lots Nos. 237, 236, 85, 82, 81, 77, 76, 71, 70, 54, 53 and 46 of the parish of Ancienne-Lorette to its intersection with the Saint Charles river.

Thence, following the said St-Charles river, in a general southeasterly direction up to its intersection with the division line between the parishes of St-Ambroise de la Jeune-Lorette and St-Sauveur.

Thence, in a general westerly direction following the said St. Charles river as far as its intersection with the division line of the parishes of St-Sauveur and Ancienne-Lorette.

Thence, in a southeasterly direction, following the direction line of the parishes of St-Sauveur and Ancienne-Lorette, to the starting point.

J. P. LABARRE,
20910-51-2 Superintendent of Education.

No. 1057-47

Quebec, December 17, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Ephrem d'Upton in the county of Bagot, lots Nos. 102, 103, 105 to 114 inclusively, of the official cadastre for St-Ephrem d'Upton, and to annex them to the municipality of the village of St-Ephrem d'Upton, same county.

J. P. LABARRE,
20929-51-2 Superintendent of Education.

No. 1286-47.

Quebec, December 16, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of the Village of Saint-Jérôme, in the county of Lake St. John, lots 4 and 5 of range "A" of the township of Métabetchouan and to annex them to the municipality of the parish of Saint-Jérôme, in the same county.

J. P. LABARRE,
20930-51-2 Superintendent of Education.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 3002 du 31 juillet 1946 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal:

Que le taux de salaire de \$0.67 l'heure déterminé à l'article III pour les journaliers (ouvriers non qualifiés) soit remplacé par celui de \$0.70.

Durant les trente (30) jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite proposition.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 décembre 1947.

20928-o

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 3002 of July 31, 1946, and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal:

The wage rate of \$0.67 per hour determined in section III for labourers (Common workers) will be replaced by that of \$0.70.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 20, 1947.

20928-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre

D'UNE PART:

"Canadian Glove Manufacturers Association"

ET, D'AUTRE PART:

La Fédération nationale des Gantiers, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des occupations visées, suivant les conditions ci-après:

I. Définition. Employeur, Manufacturier, Employé: Pour les fins de la présente convention le terme employeur ou le terme manufacturier signifie toute personne ou société qui a à son service ou qui engage des personnes préposées à la couture, à l'examen, au retournement, au blocage ou à la coupe des gants et mitaines de travail. Il signifie aussi toute personne ou artisan faisant une ou plusieurs des dites opérations pour son propre compte. Le terme employé signifie toute personne faisant une ou plusieurs des dites opérations pour le compte d'une autre personne ou d'une société.

Taux de salaires par douzaine de paires: Dans la présente convention les taux de salaire sont établis pour une douzaine de paires de gants, mitaines, ou morceaux sauf cependant quand il en est spécifié autrement.

Restrictions: Lieu du Travail: Tout travail assujéti à la présente convention doit se faire à l'atelier de l'employeur.

Paiement des salaires: Les salaires doivent être payés en argent à la fin de chaque semaine de travail.

Aiguilles: Les employeurs ne doivent pas faire payer les aiguilles par leurs employés.

Réparations: Les tailleurs doivent faire leurs réparations gratuitement mais d'un autre côté, les manufacturiers ne doivent pas leur faire payer le matériel que nécessitent ces réparations.

Aides: Les aides ne doivent pas travailler sur les machines à coudre.

III. Apprenti et apprentissage: 1° Aux fins de la présente convention un apprenti est toute personne qui n'aura pas obtenu un certificat de compétence du comité paritaire.

2° La durée de l'apprentissage pour la coupe et la couture est de un an. Il n'y aura pas d'apprentissage à faire pour les autres opérations visées par la présente convention.

3° L'apprenti ou l'apprentie ne doit pas faire d'autres travaux que ceux nécessaires à l'étude de son métier.

4° Un apprenti tailleur doit travailler avec un tailleur compétent qui lui apprendra son métier. Il ne lui est pas permis de travailler avec un autre tailleur à moins que le premier ne change d'employeur. Il doit cesser de travailler en même temps que son maître.

5° L'employeur a droit à un apprenti coupeur par dix coupeurs à son emploi ou fraction de dix, et une apprentie couturière ou opératrice par dix couturières ou opératrices, ou fraction de dix. Si un employeur a rempli son quota d'apprentis et est incapable d'obtenir des ouvriers expérimentés supplémentaires, sur demande, un permis pour apprentis additionnels lui sera accordé par le Comité Paritaire.

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between

ON THE ONE PART:

Canadian Glove Manufacturers Association

AND, ON THE OTHER PART:

"La Fédération nationale des Gantiers", for the employers and the employees of the industry and the occupations concerned, according to the following conditions:

I. Definitions: Employer, manufacturer, employee: In the present agreement the word employer or the word manufacturer means any company or individual who employs or hires operators, examiners, blockers, turners or cutters of working gloves and mitts. It also means any individuals doing stitching, examining, blocking, turning or cutting of working gloves and mitts for his own account. The word employee means anyone who does none or any of the herein above mentioned operations for the account of a company or an individual.

Rates per dozen of pairs: The rates of wages stipulated in the present agreement are established for a dozen of pairs of gloves, mitts, or pieces except when otherwise specified.

Restrictions: Location of work: All work governed by the present agreement shall be made in the employer's factory.

Payment of wages: Wages shall be paid in cash at the end of each week of labor.

Needles: Employers cannot charge needles to their employees.

Repairs: Cutters shall without charge, cut the parts needed for their repairs, but employers shall not charge them for any material.

Helpers: Helpers are not allowed to work on sewing machines.

III. Apprentice and apprenticeship: In the present agreement an apprentice is anyone who has not received a qualification certificate from the Joint Committee.

2. The duration of apprenticeship is one year for cutting and for stitching. There will be no apprenticeship for the other operations governed by the present agreement.

3. An apprentice can perform only the operations which concern the trade he is learning.

4. An apprentice who is learning to cut gloves must work with a skilled cutter who will teach him his trade. He is not allowed to work with any cutter except if the former leaves his employer. The apprentice must stop working at the same time as the skilled cutter.

5. Every employer is allowed to have one apprentice cutter for every ten cutters or fraction thereof and one apprentice operator for every ten operators or fraction thereof. If an employer has filled his quota of apprentices and is unable to obtain additional experienced workers, a permit for additional apprentices will be granted by the Joint Committee upon request.

6° L'employeur qui désire engager un ou des apprentis devra en notifier le comité paritaire qui émettra à ce ou ces apprentis un certificat d'enregistrement. L'employeur ne peut pas engager un apprenti qui n'aura pas obtenu ce certificat.

7° L'employeur paiera le salaire de l'apprenti sauf si ce dernier fait des arrangements avec un employé compétent qui lui apprendra son métier. Dans ce cas le salaire sera payé par ce dernier. L'apprenti restera cependant sous la juridiction de l'employeur.

IV. *Heures de Travail: Travail régulier:* La durée du travail régulier est de quarante-huit heures par semaine. Ce travail régulier ne doit pas commencer avant 7.00 a.m., ni se prolonger après 6.00 p.m., du lundi de chaque semaine au jeudi inclusivement; le vendredi, le travail ne doit pas commencer avant 7.00 a.m., ni se prolonger après 5.00 p.m., et enfin le samedi, le travail ne doit pas commencer avant 7.00 a.m., ni se prolonger après midi.

Repas du midi: L'employeur doit accorder une heure à ses employés pour le repas du midi à moins que d'autres arrangements soient faits entre les deux parties et approuvés par le Comité Paritaire.

Travail supplémentaire: Tout travail supplémentaire, c'est-à-dire, tout travail exécuté après quarante-huit heures de travail régulier par semaine, ainsi que tout travail exécuté par un employé régulier ou autre après 6.00 p.m., du lundi au jeudi de chaque semaine inclusivement, après 5.00 p.m. le vendredi et après midi le samedi, doit être rémunéré comme suit:

1° *Employés du sexe masculin:* \$0.47 de l'heure en plus des taux réguliers désignés aux articles VIII et IX de la présente convention.

2° *Employés du sexe féminin:* \$0.22 de l'heure en plus des taux réguliers désignés aux articles VIII et IX de la présente convention.

V. *Vacances payées:* 1° Tous les employés régis par la présente convention ont droit à une semaine de vacances payées chaque année, à prendre effet entre le premier juin et le premier septembre.

2° L'employeur doit payer à chacun de ses employés, pour le temps de ces vacances, un salaire équivalent à 2% du montant de salaire total gagné par chacun d'eux pendant la période d'un an précédent le premier de juin de chaque année. Le montant ainsi dû doit être payé à ses employés avant leur départ pour leurs vacances.

3° Tout employé qui durant quatre années consécutives a été au service du même employeur ou qui durant ce temps a travaillé régulièrement dans une même fabrique a droit pour ses vacances à un salaire équivalent à 3% du montant total de salaire annuel qu'il a gagné durant la période ci-haut mentionnée.

Tout employé qui a été au service du même employeur durant quatre années consécutives ou plus ou qui durant ce temps a travaillé régulièrement dans une même fabrique et qui est obligé d'aller travailler dans une autre industrie à cause du manque d'ouvrage, doit tout de même recevoir 3% du montant total du salaire annuel qu'il a gagné dans la période ci-haut désignée avec l'employeur qu'il a laissé.

4° Tout employé qui a laissé définitivement l'industrie de la ganterie de la province de Québec durant la période d'un an précédent le premier juin de chaque année, n'a pas droit à ses vacances payées.

5° Tout employé qui a travaillé durant la période d'un an précédant le premier juin de chaque année pour plus d'un employeur assujetti à la présente convention, et qui, au premier juin

6. An employer wishing to employ one or more apprentices shall notify the Joint Committee who will issue to this or these apprentices a certificate of registration. The employer cannot hire an apprentice who has not obtained this certificate.

7. An apprentice shall be paid by the employer except if he makes arrangements with a skilled employee who will teach him the trade. In this case the apprentice shall be paid by this employee but will remain however under the jurisdiction of the employer.

IV. *Working hours: Regular work:* The regular work week shall consist of forty-eight hours per week. Such regular work shall neither start before 7.00 a.m. nor extend beyond 6.00 p.m., from Monday to Thursday inclusively of each week; shall neither start before 7.00 a.m., nor extend beyond 5.00 p.m., on Friday and, lastly, shall neither start before 7.00 a.m., nor extend beyond 12.00 (noon) on Saturday.

The employer shall give his employees one hour off for the noon meal unless other arrangements are made between both parties and approved by the Joint Committee.

Overtime work: All overtime work, that is, work performed after forty-eight hours of regular work per week as well as that performed by a regular or other employee after 6.00 p.m. from Monday to Thursday inclusively of each week, after 5.00 p.m., on Friday and after 12.00 (noon) on Saturday, shall be paid as follows:

1. *Male employees:* \$0.47 per hour in excess of the regular rates mentioned in sections VIII and IX of the present agreement.

2. *Female employees:* \$0.22 per hour in excess of the regular rates mentioned in sections VIII and IX of the present agreement.

V. *Vacation with pay:* 1. All employees governed by the present agreement are entitled to a vacation of one week with pay, each year, effective between June 1st, and September 1st.

2. The employer shall pay to everyone of his employees, for the vacation period, a salary equal to 2% of the total amount earned in wages during the period of one year preceding June 1st of each year. The amount so established shall be remitted to his employees before their leaving for the vacation.

3. Every employer who has been employed for four consecutive years by the same employer or who during that time has worked in the same factory shall be entitled for his vacation period to a wage rate equivalent to 3% of the total amount of wages he has earned in the period hereabove designated.

Any employee who has been employed by the same employer for four consecutive years or more, or who during that time has worked regularly in the same factory, and who has to work in another industry because of lack of work, he shall receive 3% of the total amount of wage earned in the period here above designated with the employer he has left.

4. Every employee having definitely left the glove industry of the province of Quebec during the period of one year preceding June 1st of each year shall not be entitled to such vacation with pay.

5. Any employee who has worked during a period of one year preceding June first of each year for more than one employer governed by the present agreement and who, on June 1st of

de l'année courante est toujours à l'emploi d'un de ces employeurs, a droit à ses vacances payées. Dans ce cas chacun de ces employeurs doit lui payer pour le temps de ses vacances, un salaire équivalent à 2 ou 3% du total gagné en salaire durant le temps où cet employé a été à son emploi suivant les cas prévus aux paragraphes 2 et 3 de cette clause.

VI. *Jurisdiction industrielle:* La présente convention régit la couture, le retournement, le blocage, l'examen, l'emballage, l'étiquetage, l'attachement, la coupe des gants et mitaines de travail en cuir ou en cuir et matériel dont la partie prépondérante cependant est le cuir. Elle régit aussi la pose des boutons à ces gants et mitaines. Elle se divisera pour fin pratique en deux sections. La première section traitera des taux de salaires particuliers à la coupe et au retournement et la deuxième section, des taux de salaires particuliers à la couture, le blocage, l'examen, l'emballage, l'étiquetage et l'attachement des gants et mitaines de travail.

VII. *Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale de la présente convention comprend toute la province de Québec.

Les cités et les villes dont la population est de 15,000 âmes ou moins, bénéficient d'une réduction de 10% sur les taux établis aux clauses VIII, IX et IV.

VIII. *Section I: Taux de salaires:* Les taux de salaires suivants sont en vigueur pour chacune des opérations ci-après décrites:

the current year, is in the employ of one of such employers, shall be entitled to a vacation with pay. In such case each employer shall pay for the vacation period a sum equal to 2 or 3% of the total amount earned in wages during the time such employee was in their employ according to paragraphs 2 and 3 of this clause.

VI. *Industrial jurisdiction:* The present agreement governs stitching, turning, blocking, examining, wrapping, ticketing, tying, cutting of working gloves and the mitts composed of leather or of leather and any other material preponderant part of which being leather. It also governs setting of fasteners on gloves and mitts. It is divided for practical purposes into two sections. The first section covers the rates of wages applicable to cutting and turning operations. The second section covers the rates of wages applicable to stitching, blocking, examining, wrapping, ticketing and tying operations.

VII. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present agreement covers the whole province of Quebec.

Cities and towns having a population of 15,000 souls or less, will benefit by a reduction of 10% on all the rates mentioned in clauses IV, VIII and IX.

VIII. *Section I: Wages rates:* The following wages rates will be effective for each of the operations hereinafter mentioned:

COUPE A L'EMPORTE PIÈCE DES MITAINES ET DES GANTS.— DIE CUTTING OF MITTS AND GLOVES

PEAU DE CHEVAL, PEAU DE VACHE.— HORSE HIDE, COW HIDE

Paume
 complet, pouce dessus
 Complete Palm Backs
 Thumb
 Par douz. de paires
 Per Dozen of Pairs

Mitaines.— Mitts

1.— Mitaines avec pouces renforcés.— Patched thumbs mitts.	\$0.65	\$0.47	\$0.18
2.— Mitaines "choppers".— Choppers mitts.	0.53	0.35	0.18
3.— Mitaines "pull over".— Pull over mitts.	0.53	0.35	0.18
4.— Mitaines courtes pour hommes.— Men's short mitts.	0.43	0.28	0.15
5.— Mitaines "Choppers courts".— Short choppers mitts	0.47	0.32	0.15
6.— Mitaines "pull over" pour adolescents.— Youth's pull over mitts	0.43	0.29	0.14
7.— Mitaines courtes pour adolescents.— Youth's short mitts	0.37	0.24	0.13
8.— Mitaines courtes à un doigt.— One finger short mitts.	0.47	0.34	0.13
9.— Mitaines courtes à un doigt, dos en deux morceaux.— One finger short mitts, two-piece backs.	0.49	0.27	0.22
10.— Mitaines longues à un doigt.— One finger long mitts	0.55	0.38	0.17
11.— Mitaines pour enfants.— Boys mitts	0.32	0.20	0.12
12.— Mitaines pour enfants, dessus en deux morceaux.— Boys mitts two-piece backs.	0.35	0.20	0.15
13.— "Pull over" ou "Pull on" pour enfants.— Boys pull over or pull on mitts.	0.35	0.23	0.12
14.— Mitaines courtes pour cadets prenant plus de 20 pieds de cuir.— Cadets short mitts taking over 20 feet of leather.	0.40	0.26	0.14
15.— Mitaines courtes à un doigt, pouce "roper".— One finger short mitts, roper thumb.	0.48	0.35	0.13

Gants — Gloves

20.— "Chicago" longs ou "Plymouth" longs.— Chicago or Plymouth, long	0.65	0.37	0.28
21.— "Chicago" ou "Plymouth", courts.— Chicago or Plymouth, short	0.62	0.36	0.26
22.— "Riveted ou Gun Cut", longs.— Riveted or Gun Cut, long.	0.67	0.45	0.22
23.— "Riveted ou Gun Cut", courts.— Riveted or Gun Cut, short.	0.64	0.43	0.21
24.— Gants reversibles "Gun Cut" avec pouce en un morceau.— Reversible gloves, Gun Cut, with one-piece thumb.	0.64		
25.— Gants reversibles "Gun Cut" avec pouce en deux morceaux.— Reversible gloves, Gun Cut, with two-piece thumb.	0.69		
26.— Gant reversibles "Gun Cut" avec fourchettes supplément de.— Reversible gloves, Gun Cut, with fourchettes, extra.	0.05		
27.— Demi "Chicago ou Plymouth".— Chicago or Plymouth Half Die	0.66	0.32	0.34

28.—“Ropers” longs.— Ropers long	0.73		
29.—“Ropers” longs, doigts “Gun Cut”.— Ropers long, Gun Cut fingers.	0.76		
30.—“Ropers” longs à deux doigts.— Two fingers ropers, long	0.70		
31.—“Chicago ou Plymouth”, pour enfants.— Chicago or Plymouth, boys.	0.52	0.29	0.23
32.—Demi “Chicago ou Plymouth”, pour enfants.— Chicago or Plymouth, half die for boys	0.55	0.26	0.29
33.—“Chicago ou Plymouth”, pour adolescents.— Chicago or Plymouth, Youths	0.60	0.35	0.25

VENTRE DE VACHE.— COW BELLIES

Mitaines — Mitts

37.— Mitaines avec pouce renforcé.— Patched thumb mitts	0.72	0.52	0.20
38.— Mitaines “Choppers”.— Choppers mitts.	0.59	0.39	0.20
39.— Mitaines “Pull over”.— Pull over mitts	0.59	0.39	0.20
40.— Mitaines courtes pour hommes.— Men short mitts.	0.48	0.31	0.17
41.— Mitaines “Choppers” courts.— Short choppers mitts	0.52	0.35	0.17
42.— Mitaines “Pull over” pour adolescents.— Youth's pull over mitts.	0.48	0.32	0.16
43.— Mitaines courtes pour adolescents.— Youths short mitts.	0.41	0.27	0.14
44.— Mitaines courtes à un doigt.— One finger short mitts.	0.52	0.38	0.14
45.— Mitaines courtes à un doigt, dessus en deux morceaux.— One finger short mitts, two-piece backs.	0.54	0.30	0.24
46.— Mitaines longues à un doigt.— One finger long mitts	0.61	0.42	0.19
47.— Mitaines pour enfants.— Boys mitts	0.36	0.22	0.14
48.— Mitaines pour enfants, dessus en deux morceaux.— Boys mitts, two-piece backs.	0.39	0.22	0.17
49.— Mitaines “Pull over” ou “Pull on” pour enfants.— Boys pull over or pull on mitts	0.39	0.26	0.13
50.— Mitaines courtes pour cadets prenant plus de 20 pieds de cuir.— Cadets short mitts taking over 20 feet of leather.	0.44	0.29	0.15
51.— Mitaines courtes à un doigt, pouce “Roper”.— One finger short mitts with roper thumb.	0.53	0.39	0.14

Gants.—Gloves

55.—“Chicago ou Plymouth”, longs.— Chicago or Plymouth, long.	0.72	0.41	0.31
56.—“Chicago ou Plymouth”, courts.— Chicago or Plymouth, short	0.69	0.40	0.29
57.—“Riveted ou Gun Cut”, longs.— Riveted or Gun Cut, long.	0.74	0.50	0.24
58.—“Riveted ou Gun Cut”, courts.— Riveted or Gun Cut, short	0.71	0.48	0.23
59.— Gants réversibles “Gun Cut” avec pouce en un morceau.— Reversible gloves, Gun Cut, with one-piece thumb.	0.71		
60.— Gants réversibles “Gun Cut” avec pouce en deux morceaux.— Reversible Gloves, Gun Cut, with two-piece thumb.	0.76		
61.— Gants réversibles “Gun Cut” avec fourchettes, supplément de.— Reversible gloves, “Gun Cut” with fourchettes, extra.	0.06		
62.— Demi “Chicago ou Plymouth”.— Chicago or Plymouth, half die.	0.73	0.35	0.38
63.—“Ropers” longs.— Ropers long	0.81		
64.—“Ropers” longs, doigts “Gun Cut”.— Ropers long, Gun Cut fingers.	0.84		
65.—“Ropers” longs à deux doigts.— Two finger ropers, long	0.77		
66.—“Chicago ou Plymouth”, pour enfants.— Chicago or Plymouth, boys.	0.58	0.32	0.26
67.—Demi “Chicago ou Plymouth”, pour enfants.— Chicago or Plymouth half die, Boys	0.61	0.29	0.32
68.—“Chicago ou Plymouth”, pour adolescents.— Chicago or Plymouth, Youths	0.66	0.39	0.27

“CARPINCHO” FENDUS, “PECCARY” FENDU, PEAU DE CHEVREUIL, PEAU DE DAIM — CARPINCHO SPLITS, PECCARY SPLITS, GOAT, DEERSKIN, BUCKSKIN

Mitaines.— Mitts

70.— Mitaines “Choppers ou Pull over”.— Choppers and pull over mitts.	0.50	0.40	0.18
71.— Mitaines avec pouce renforcé.— Patched thumb mitts	0.74	0.56	0.18
72.— Mitaines courtes pour hommes.— Men short mitts.	0.47	0.31	0.16
73.— Mitaines courtes à un doigt, dos en deux morceaux.— One finger short mitts, two-piece backs.	0.56	0.37	0.19
74.— Mitaines “Pullover” pour adolescents.— Youths pull over mitts.	0.50	0.34	0.16
75.— Mitaines courtes pour adolescents.— Youths short mitts.	0.42	0.27	0.15
76.— Mitaines courtes “Choppers”.— Short Choppers mitts.	0.52	0.36	0.16
77.— Mitaines courtes à un doigt.— One finger short mitts.	0.53	0.37	0.16
78.— Mitaines longues à un doigt.— One finger long mitts	0.61	0.40	0.21
79.— Mitaines pour enfants.— Boys mitts	0.39	0.24	0.15
80.— Mitaines pour garçons, dessus en deux morceaux.— Boys mitts, two-piece backs.	0.42	0.24	0.18

Gants — Gloves

81.—“Chicago ou Plymouth”, longs.— Chicago or Plymouth, long.	0.74	0.45	0.29
82.—“Chicago ou Plymouth”, courts.— Chicago or Plymouth, shorts	0.71	0.44	0.27

83.—“Riveted ou Gun Cut”, longs.— Riveted or Gun Cut, long	0.74	0.55	0.19
84.—“Riveted ou Gun Cut”, courts.— Riveted or Gun Cut short	0.71	0.52	0.19
85.—Demi “Chicago ou Plymouth”,— Chicago or Plymouth, half die	0.74	0.38	0.36
86.—“Ropers” longs.— Ropers long	0.83		
87.—“Ropers” longs, doigts “Gun Cut” ou “Riveted”,— Ropers long, riveted or Gun Cut fingers	0.85		
88.—“Ropers” longs à deux doigts.— Ropers long, two fingers	0.78		
89.—“Chicago ou Plymouth”, pour enfants.— Chicago or Plymouth, Boys	0.61	0.35	0.26
90.—“Chicago ou Plymouth”, pour adolescents.— Chicago or Plymouth, Youths	0.66	0.40	0.26
91.—Demi “Chicago ou Plymouth”, pour adolescents.— Chicago or Plymouth, half die, youths	0.67	0.34	0.33
92.—Demi “Chicago ou Plymouth”, pour enfants.— Chicago or Plymouth, half die, boys	0.64	0.33	0.31
93.—Demi “Chicago ou Plymouth”, pour hommes, avec poignet de coton, poignet élastique ou poignet de cuir.— Chicago half die for men, finished with cotton, elastic or leather cuffs	0.66	0.30	0.36

PEAU DE MOUTON.—SHEEPSKIN

Mitaines.—Mitts

95.—Mitaines “Choppers et Pull over”.— Choppers and pull over mitts	0.45	0.29	0.16
96.—Mitaines courtes avec pouce renforcé.— Patched thumb short mitts	0.56	0.38	0.18
97.—Mitaines courtes pour hommes.— Men’s short mitts	0.37	0.22	0.15
98.—Mitaines “Pull over” pour adolescents.— Youths pull over mitts	0.37	0.24	0.13
99.—Mitaines courtes pour adolescents.— Youths short mitts	0.32	0.19	0.13
100.—Mitaines courtes à un doigt.— One-finger short mitts	0.44	0.28	0.16
101.—Mitaines courtes à un doigt, dos en deux morceaux.— One-finger short mitts, two-piece backs	0.47	0.27	0.20
102.—Mitaines longues à un doigt.— One-finger long mitts	0.48	0.30	0.18
103.—Mitaines pour enfants.— Boys mitts	0.29	0.19	0.10
104.—Mitaines pour enfants, dos en deux morceaux.— Boys mitts, two-piece backs	0.32	0.19	0.13

Gants.—Gloves

107.—“Chicago ou Plymouth” longs.— Chicago or Plymouth”, long	\$0.60	0.36	0.24
108.—“Chicago ou Plymouths”, courts.— Chicago or Plymouth, short	0.56	0.33	0.23
109.—“Riveted ou Gun Cut” longs.— Riveted or Gun Cut, long	0.60	0.45	0.15
110.—“Riveted ou Gun Cut”, courts.— Riveted or Fun Cut, short	0.56	0.42	0.14
111.—Demi “Chicago ou Plymouth”.— Chicago or Plymouth, half die	0.64	0.30	0.34
112.—“Ropers”, longs.— Ropers long	0.70		
113.—“Ropers” longs, doigts “Riveted ou Gun Cut”.— Ropers long, Riveted or Gun Cut fingers	0.73		
114.—“Ropers” longs à deux doigts.— Ropers long, two-fingers	0.67		
115.—“Chicago ou Plymouth”, pour enfants.— Chicago or Plymouth, boys	0.44	0.23	0.21
116.—Demi “Chicago ou Plymouth”, pour enfants.— Chicago or Plymouth, half die, boys	0.47	0.23	0.24
117.—Demi “Chicago ou Plymouth” pour adolescents.— Chicago or Plymouth half die, youths	0.50	0.24	0.26

CUIR FENDU, COTÉ OU MORCEAUX.—BALE AND SIDE SPLITS

Mitaines.—Mitts

120.—Mitaines “Choppers et pull over”.— Choppers and Pull over mitts	0.45	0.29	0.16
121.—Mitaines avec pouce renforcé.— Patched thumb mitts	0.60	0.43	0.17
122.—Mitaines courtes pour hommes.— Men’s short mitts	0.49	0.27	0.13
123.—Mitaines “Choppers” courtes.— Short chopper mitts	0.43	0.30	0.13
124.—Mitaines “Pull over” interchangeable.— Reversible pull over mitts	0.50		
125.—Mitaines “pull over” pour adolescents.— Youths’ pull over mitts	0.37	0.22	0.15
126.—Mitaines courtes pour adolescents.— Youths’ short mitts	0.34	0.23	0.11
127.—Mitaines courtes à un doigt.— One-finger short mitts	0.44	0.27	0.17
128.—Mitaines courtes à un doigt, dos en deux morceaux.— One-finger short mitts, two-piece backs	0.47	0.26	0.21
129.—Mitaines longues à un doigt.— One-finger long mitts	0.48	0.31	0.17
130.—Mitaines pour enfants.— Boys mitts	0.30	0.18	0.12
131.—Mitaines pour enfants, dessus en deux morceaux.— Boys, mitts, two-piece backs	0.33	0.18	0.15
132.—Mitaines “Pull over” pour enfants.— Boys’ pull over mitts	0.33	0.21	0.12
133.—Mitaines courtes à un doigt pouce “Roper”.— One-finger short mitts with Roper thumb	0.44	0.27	0.17

Gants.—Gloves

135.—“Chicago ou Plymouth”, longs.— Chicago or Plymouth, long	0.60	0.38	0.22
136.—“Chicago ou Plymouth”, courts.— Chicago or Plymouth, short	0.56	0.34	0.22

137.—“Riveted” ou “Gun Cut” longs.— Riveted or Gun Cut, long.	0.60	0.44	0.16
138.—“Riveted ou Gun Cut” courts.— Riveted or Gun Cut, short.	0.56	0.42	0.14
139.— Gants reversibles “Gun Cut” avec pouce en un morceau.— Reversible gloves, Gun Cut with one-piece thumb.	0.60		
140.— Gants reversibles “Gun Cut” avec pouces en deux morceaux.— Reversible gloves, “Gun Cut” with two-piece thumbs.	0.65		
141.— Gants reversibles “Gun Cut” avec fourchettes, supplément de:— Reversible gloves, Gun Cut, with fourchettes, extra:	0.05		
142.— Gant “interchangeable” avec pouce en deux morceaux et avec 72 fourchettes.— Reversible glove with two-piece thumb and with 72 fourchettes.	0.77		
143.— Demi “Chicago ou Plymouth”.— Chicago or Plymouth, half die	0.63	0.33	0.30
144.— “Rôpers” long.— Ropers long.	0.70		
145.— “Chicago ou Plymouth”, pour enfants.— Chicago or Plymouth, boys.	0.48	0.29	0.19
146.— Demi “Chicago ou Plymouth”, pour enfants.— Chicago or Plymouth, half die, boys.	0.50	0.25	0.25
147.— Demi “Chicago ou Plymouth”, pour adolescents.— Chicago or Plymouth, half die, Youths.	0.56	0.28	0.28
148.— Gant “interchangeable” pour enfants, avec pouces en deux morceaux et avec 72 fourchettes.— Reversible gloves for boys with two-piece thumb and with 72 fourchettes.	0.65		
149.— Gant “interchangeable” pour adolescents, avec pouce en deux morceaux et avec 72 fourchettes.— Reversible gloves for youths, with two-piece thumb and with 72 fourchettes.	0.68		

DISPOSITIONS SPÉCIALES.— SPECIAL PROVISIONS

150.— Quand les doigts ou les mitaines pour enfants sont coupés à même les retailles d’habits de cuir, de gants fins, de chaussures ou de pantouffles, ou à même tout autre retaille, excepté celles provenant de la coupe de gants de travail faite à la manufacture, les tailleurs doivent recevoir les suppléments suivants: “Doigts de gants supplément par douzaine de paires. When fingers or boys’ mitts are cut from cut-scrap, fine glove scrap, or any other scrap, except pieces from heavy gloves made while cutting, cutters will receive the following extras: “Glove fingers: extra per dozen of pairs.	0.16		
151.— Mitaines pour enfants supplément par douz. prs sur les prix fixés pour la peau de mouton.— Boys’ mitts extra per doz. prs over sheepskin prices.	0.16		
152.— Le tailleur qui est obligé de tailler des doigts de gants pour enfants à même les retailles de gants faites par un autre tailleur de gants, doit recevoir le supplément stipulé à l’article N° 150.— A cutter who will have to cut glove finger (Clute fingers) or half die fingers) or boys’ glove mitts, from glove scrap made by another glove cutter, will receive the extra stipulated in item No. 150.	0.08		
153.— Quand les paumes de mitaines d’enfants sont taillées en deux morceaux, les tailleurs reçoivent, en plus des prix stipulés dans la présente convention pour les mitaines d’enfants, un supplément par douzaine de paires de: — Boys’ mitts palms cut in two-piece will be paid per dozen of pairs above the rates herein stipulated and extra of:	0.07		
154.— Le prix complet d’une douzaine de paires de gants ou de mitaines combinées, c’est-à-dire dont les paumes et pouces ne sont pas taillés dans le même cuir que les dessus, est le même que celui payé pour les gants et les mitaines entièrement taillés dans le cuir des paumes et pouces des gants ou des mitaines combinées. Exception est faite pour la combinaison des cuirs appelés Ventre de Vache avec cuir fendu, où le prix payé pour le cuir fendu sera le même que celui payé pour le cuir appelé “Peau de cheval”.— All combination in gloves or mitts that is, when palms and thumbs are not cut from the leather used for backs should be paid as complete, according to the leather used for palm and thumbs, except cow bellies and split leather combination in which case the split leather will be paid at the horse hide leather rate.			
155.— Le tailleur qui taille seulement des doigts de gants ou des dos de mitaines (dans tout cuir) doit recevoir les prix fixés pour la peau de cheval, dos de vache.— A cutter who will have to cut only glove fingers or mitt backs (in any leather) will receive the prices stipulated for horse hide, cow hide.			

PAGODES.— CUFFS

Pagodes d’après la diagonale la plus longue. — Cuffs longest diagonal.

		<i>par douz. de paires per doz. of pairs</i>
156.— 1 pouce à 6 pouces exclus.— 1 inch to 6 inches excluded.	\$ 0.11	
157.— 6 pouces inclus, à 7 pouces exclus.— 6 inches included to 7 inches excluded.	0.14	
158.— 7 pouces inclus, à 8 pouces exclus.— 7 inches included to 8 inches excluded.	0.17	

159.— 8 pouces inclus, à 9 pouces exclus.— 8 inches included to 9 inches excluded.	0.21
160.— 9 pouces inclus à 10 pouces exclus.— 9 inches included to 10 inches excluded.	0.24
161.— 10 pouces inclus à 11 pouces exclus.— 10 inches included to 11 inches excluded . . .	0.27
162.— 11 pouces inclus, et au-dessus de 11 pouces.— 11 inches included and overs 11 inches.	0.32
163.— Quand les pagodes sont reversibles, supplément de:— When cuffs are reversible, extra of:	0.04

DISPOSITIONS SPÉCIALES.— SPECIAL PROVISIONS

- 164.— Les pagodes en deux morceaux sont payées \$0.04 de plus par douzaine de paires que les prix ci-haut mentionnés.— Two-piece cuffs, per dozen of pairs, extra on the above rates \$0.04.
- 165.— Les pagodes taillées dans la peau de vache, ventre de vache, peau de cheval et peau de mouton, si faites pour appareiller les gants ou mitaines, sont payées \$0.08 de plus par douzaine de paires que les prix ci-haut mentionnés. — When cuffs are cut from cow hide, horse hide, cow bellies and sheepskin to match the gloves or mitts, the prices herein above mentioned will be increased by \$0.08 per dozen of pairs.
- 166.— Les pagodes taillées dans les côtés de cuir fendu de couleur rouge, bleue, verte, marron et brune ainsi que dans les têtes, les flancs ou les croupes, excepté le cuir fendu employé régulièrement pour tailler les pagodes, sont payées \$0.07 de plus par douzaine de paires que les prix ci-haut mentionnés.— When cuffs are cut from split leather sides, whether red, blue, green, maroon or brown as well as from the heads, flanes or rumps, except leather split regularly employed in cuffs cutting, the prices here above mentioned will be increased by \$0.07 per dozen of pairs.
- 167.— Les pagodes et les doublures de pagodes si taillées dans les retailles d'imitation de cuir et les retailles de cuir à meuble sont payées comme suit:— Cuff linings and cuffs cut from imitation leather (scrap) and spanish leather (scrap) will be paid as follows:

Hommes.— Mens

168.— Grandes.— Large	\$ 0.14
169.— Grandes pagodes en cuir pour doublure de pagodes.— Large leather cuffs for cuff lining.	0.21
170.— Moyennes.— Medium.	0.11
171.— Moyennes pagodes en cuir pour doublure de pagodes.— Medium leather cuffs for cuff lining.	0.17
172.— Petites.— Small.	0.09
173.— Petites pagodes en cuir pour doublure de pagodes.— Small leather cuffs for cuff lining.	0.16

Enfants.— Boys

174.— Pagodes (emporte-pièce N° 70).— Cuffs die No. 70.	0.09
---	------

RENFORTS.— PATCHES

175.— Renforts pour paumes.— Palm patches.	0.10
176.— Renforts (emporte-pièce No. 14).— Patch Die No. 14	0.20
177.— Renforts pour pouces.— Thumbs patch.	0.05
178.— Renforts (emporte-pièce No 76-4).— Patch Die No. 76-4.	0.13
179.— Renforts (emporte-pièce No 76).— Patch Die No. 76.	0.16
180.— Bouts de doigt.— Tips.	0.20

BANDES.— BANDS

181.— Bandes entières.— Full bands	0.09
182.— Bandes en deux morceaux.— Two-piece bands.	0.11
183.— Bandes extra large, grandeur No 11, entières ou en deux morceaux, supplément de.— Bands extra large, size No. 11, full or in two-pieces extra of	0.02
184.— Toutes bandes reversibles, supplément de.— All reversible bands, extra of.	0.02
185.— Les bandes taillées dans la peau de vache, les ventres de vache, la peau de cheval, et la peau de mouton, si faites pour appareiller les gants doivent être payés comme suit.— Bands cut from cow hide, horse hide, cow bellies, and sheepskin to match the gloves will be paid as follows:	
Bandes entières.— Full bands	0.12
Bandes en deux morceaux.— Two-piece bands.	0.15
Seront également payées le même prix les bandes taillées à même toutes retailles de cuir y compris celles provenant des tanneries (back pieces) et celles provenant de la coupe des gants, mitaines et pagodes. Il est entendu cependant qu'un tailleur n'est pas payé pour tailler les bandes dans des retailles qu'il a faites lui-même en coupant des gants, des mitaines ou des pagodes.— These prices shall also be paid for bands cut from any kind of scrap leather including bag pieces, gloves, mitts and cuffs cut-scrap. However, it is also understood that a cutter will not be paid for cutting bands in his own cut-scrap mde galwhile cutting oves, mitts or cuffs.	

DIVERS.— MISCELLANEOUS

186.— Renforts spéciaux pour mitaines.— Special mitts patches.....	0.24
187.— Frange.— Fringe.....	0.10
188.— Goussets.— Gores.....	0.05
189.— Protectors.— Protectors.....	0.05
190.— Courroies simples.— Single straps.....	0.05
191.— Courroies doubles.— Double straps.....	0.10
192.— Renforts pour boutons.— Button pieces.....	0.05
193.— Gros goussets.— Big gores.....	0.10
194.— Renforts pour poignets de laine ou coton.— Pull pieces.....	0.05
195.— Tailler un gant ou une mitaine avec un pouce supplémentaire, supplément de.— Cutting gloves or mitts with an extra thumb, extra of.....	0.05
196.— Tailler un gant ou une mitaine sans pouce déduction de.— Cutting gloves or mitts without thumbs, less.....	0.05
197.— Toute mitaine taillée avec une emporte-pièce mesurant au-dessus de 5 pouces et 5/8 de pouces de largeur et au-dessus de 11 pouces de longueur est, aux fins de la pré- sente convention une mitaine extra grande et doit être payée \$0.04 par douzaine de paires en plus du prix régulier.— In the present agreement, oversize mitts are those cut with dies measuring over 5 5/8 inches in width and over 11 inches in length will be paid \$0.04 extra per dozen of pairs over the regular prices.	0.04
198.— Dos de mitaines en deux morceaux supplément de.— Mitts two-piece backs extra of	0.04

DISPOSITIONS SPÉCIALES.— SPECIAL PROVISIONS

Coupe à la machine "Clicker".— Clicking Machine Cutting

L'employeur qui utilise des machines "clickers" pour faire tailler ces gants ou mitaines peut établir des taux particuliers à la pièce. Ces taux cependant devront être établis de manière à ce que les tailleurs qui se servent de ces machines fassent à l'heure, au moins, le même salaire qu'ils se faisaient en taillant des gants ou mitaines à l'emporte-pièce ou au couteau. Au cas où il y aurait mésentente entre les manufacturiers et les employés au sujet de l'établissement de ces prix, le Comité paritaire sera appelé à rendre une décision et cette décision sera finale. Seul un tailleur de gant d'expérience aura droit de travailler sur cette machine.— Any manufacturer using clicking machines may set his own piece work rates but such rates shall be designed so that a cutter will earn the same hourly pay average that he earned at his previous job. In the event of disagreement on such piece work rates between the manufacturer and the employee, the Joint Committee shall be called in, and the rate they set to be final. Only experienced cutters may work on a clicking machine.

Apprentis.— Apprentices

Les apprentis tailleurs sont payés comme suit.— Apprentice cutters shall be paid as follow:

	<i>Par semaine</i> <i>Per week</i>
199.— Pour le premier semestre.— For the first six months.....	\$13.00
200.— Pour le second semestre.— For the second six months.....	16.00
Au bout d'un an: taux à la pièce ci-haut mentionné dans la présente convention.— After one year: piece work rates above-mentioned in the present agreement.	

RETOURNEMENT GANTS ET MITAINES.— TURNING GLOVES AND MITTS

	<i>Par douzaine de paires</i> <i>Per dozen of pairs</i>
201.— Retournement des mitaines courtes sans pagodes.— Turning short mitts without cuffs.....	\$ 0.05
202.— Retournement des mitaines "Pull over".— Turning pull over mitts.....	0.06
203.— Retournement des mitaines courtes pour hommes avec grandes pagodes fermées par couture intérieure.— Turning men's high cuff mitts with cuffs closed inseam..	0.10
204.— Retournement des mitaines courtes pour hommes avec grandes pagodes fermées par couture extérieure.— Turning men's high cuff mitts with cuffs closed outseam.	0.08
205.— Retourner les mitaines courtes pour enfants avec pagodes.— Turning short mitts with cuffs for boys.....	0.07
206.— Retournement des mitaines à un doigt.— Turning one finger mitts.....	0.09
207.— Retourner les mitaines à un doigt sans pagodes.— Turning one finger mitts without cuffs.....	0.08
208.— Retournement des mitaines à un doigt avec renfort.— Turning one finger mitts with small patch.....	0.09
209.— Retournement des mitaines à double paume.— Turning double palm mitts.....	0.11
210.— Retournement des gants non doublés avec pagodes.— Turning gloves, unlined, with cuffs.....	0.10
211.— Retournement des gants non doublés, sans pagodes.— Turning gloves, unlined, without cuffs.....	0.09
212.— Retournement des gants "interchangeable" pour hommes.— Turning men's reversible gloves.....	0.13

213.—	Retournement des gants "interchangeable" pour garçons.— Turning boys reversible gloves.	0.13
214.—	Retournement des gants "interchangeable" pour hommes, avec pagodes de 7 pouces et plus.— Turning men's reversible gloves with cuffs of 7 inches or over.	0.18
215.—	Retournement des gants avec pagode extra grande fermée par couture extérieure.— Turning gloves with extra large outseam cuffs.	0.12
216.—	Retournement des gants avec pagode extra grande fermée par couture intérieure.— Turning gloves with extra large inseam cuffs.	0.13
217.—	Retournement des gants en peau de porc fendus.— Turning gloves in peccary split.	0.07
218.—	Retournement du pouce des gants seulement.— Turning glove thumbs only.	0.04
219.—	Retournement des pouces, double cuir.— Turning double leather thumbs.	0.05
220.—	Retournement des gants ou mitaines doublés extra.— Turning lined gloves or mitts extra of.	0.02
221.—	Retournement des mitaines à un doigt avec renfort long.— Turning one finger mitts with long patch.	0.16
222.—	Retournement des gants avec double paume.— Turning gloves with double palm.	0.18
223.—	Retournement des mitaines "interchangeable".— Turning reversible mitts.	0.09

IX: Section II: Taux de salaires: Les taux de salaires suivants sont en vigueur pour chacune des opérations ci-après décrites:

IX: Section II: Rates of wages: The following rates will be effective for each of the operations hereinafter mentioned:

FERMETURE DES MITAINES "SANS NERVURES".— CLOSING OF MITTS "WITHOUT WELT"

Par douzaine de paires
Per dozen of pairs

225.—	Fermeture au complet des mitaines confort pour enfants.— Closing boys comfort mitts complete.	\$ 0.16
226.—	Posage du pouce et demi-fermeture des mitaines pour enfants, prêts pour l'élastique.— Putting on thumb and half closing of boys mitts, to make ready for elastic.	0.15
227.—	Deuxième demi-fermeture des mitaines pour enfants, avec bandes élastiques.— Second half closing of boys mitts, with web elastic bands.	0.05
228.—	Posage du pouce et demi-fermeture des mitaines pour hommes, prêts pour l'élastique.— Putting on thumbs and half closing of men's mitts to make ready for elastic.	0.17
229.—	Deuxième demi-fermeture des mitaines pour hommes, avec bandes élastiques.— Second half closing of men's mitts, with web elastic bands.	0.50
230.—	Fermeture des mitaines "comfort" au complet sans nervure.— Closing comfort mitts complete no welt.	0.19
231.—	Fermeture des "Pull over" au complet sans élastique, sans nervure.— Closing pull-over complete no elastic no welt.	0.20
232.—	Fermeture au complet des "Pullover" double paume, double pouce, sans nervure et sans élastique.— Closing complete pullover, double palms, double thumbs, no elastic, no welt.	0.26
233.—	Fermeture des "Pul'over" par couture extérieure.— Outseam closing of pullovers.	0.22
234.—	Fermeture des mitaines courtes sur moulin à fourrure à une aiguille.— Closing fur short mitts on one needle fur machine.	0.15
235.—	Fermeture des mitaines à un doigt avec pagode ou bande.— Closing one finger mitts with cuff and band.	0.19
236.—	Fermeture des mitaines à un doigt avec renfort long: supplément de.— Closing one finger mitts with long patch extra of.	0.03
237.—	Fermeture de toute mitaine avec pouce et dos en fourrure.— Closing all mitts with fur thumb and fur back.	0.22
238.—	Fermeture de toutes mitaines avec pouce en fourrure et protecteur.— Closing mitts with fur thumb and protector.	0.24
239.—	Posage des pouces "pouces droits" sans nervure.— Sewing thumbs without welt "straight thumb".	0.12
240.—	Posage du pouce "roper" complet avec renfort, machine à une aiguille.— Sewing roper thumb complete with tab one-needle machine.	0.45
241.—	Fermeture du pouce sur machine à une aiguille.— Closing thumb on one-needle machine.	0.05
242.—	Couture du pouce rond aux mitaines sur moulin à deux aiguilles.— Sewing round thumb on mitts, on two-needle machine.	0.16
243.—	Posage du pouce et demi-fermeture sans nervure sur mitaine à pagode.— Putting on thumb and half closing, no welt, on gauntlet mitt.	0.17
244.—	Deuxième demi-fermeture sans nervure pour l'opération précédente.— Second half closing on above operation, no welt.	0.12
245.—	Fermeture des mitaines à pagodes, sans nervure, quand les pagodes sont cousues séparément à la paume et au dos.— Closing gauntlet mitts, no welt when cuffs are assembled to palm and back separately.	0.19

FERMETURE DES MITAINES "AVEC NERVURE".— CLOSING OF MITTS "WITH WELT"

246.—	Fermeture des mitaines "comfort", pouce avec nervure.— Closing comfort mitts, thumb with welt.	0.24
247.—	Fermeture des mitaines "comfort", avec nervure en entier.— Closing comfort mitts, full welt.	0.29

248.— Fermeture des mitaines "comfort", dos en mocassin, pouce avec nervure.— Closing comfort mitts, mocassin back, thumb with welt	0.36
249.— Fermeture des "Pullover" au complet, pouce avec nervure.— Closing Pullover, complete thumb with welt	0.26
250.— Fermeture des "Pullover" au complet, nervure en entier.— Closing pullover, complete all welt	0.33
251.— Fermeture des "Pullover" au complet, pouce avec nervure, dos de mocassin.— Closing pullover complete, thumb with welt, mocassin back	0.42
252.— Fermeture des "pullover" au complet avec nervure et renfort.— Closing Pullover complete, with welt and patch	0.38
253.— Fermeture des mitaines mocassin, avec nervure.— Closing mocassin mitts, full welt.	0.27
254.— Fermeture des dos de mitaines, mocassin, avec nervure.— Closing mocassin backs with welt	0.24
255.— Fermeture des mitaines à un doigt avec nervure, pagode ou bande.— Closing one finger mitts full welt, with cuff or band.	0.26
256.— Posage des pouces droits avec nervure.— Sewing straight thumbs with welt	0.19
257.— Posage du pouce et demi-fermeture avec nervure sur mitaines à pagodes ou mitaines "comfort".— Putting on thumb and half closing with welt on gauntlet mitts or comfort mitts	0.25
258.— Deuxième demi-fermeture avec nervure pour l'opération précédente sur la mitaine comfort avec élastique.— Second half closing with welt on above operation for comfort mitt with elastic.	0.09
259.— Deuxième demi-fermeture avec nervure pour l'opération précédente sur la mitaine avec pagode.— Second half closing with welt on above-operation for gauntlet mitt with welt	0.15
260.— Fermeture des mitaines avec pagode, avec nervure, quand les pagodes sont cousues séparément à la paume et au dos.— Closing mitts with cuffs full welted, when cuffs are assembled to palm and back separately	0.24

FERMETURE DES GANTS "SANS NERVURE".— CLOSING OF GLOVES "WITHOUT WELT"

261.— Posage du pouce régulier sur gants, par couture intérieure et non pas le pouce droit régulier employé sur la mitaine.— Sewing inseam thumb on gloves when thumb is glove type thumb and not regular straight mitt thumb	0.14
262.— Posage du pouce régulier sur gants par couture extérieure et non pas le pouce droit régulier employé sur la mitaine.— Sewing outseam thumbs on gloves when thumb is glove type thumb and not regular straight mitt thumb	0.15
263.— Fermeture des gants "Chicago", double paume et double pouce.— Closing Chicago gloves double palm and double thumb	0.29
264.— Fermeture des gants "Chicago", avec pagode par couture intérieure.— Inseam closing of Chicago gloves with cuff	0.23
265.— Fermeture des gants "Chicago" avec pagode, par couture extérieure.— Outseam closing of Chicago gloves with cuff	0.26
266.— Fermeture du gant rivé avec pagode, par couture intérieure.— Inseam closing of riveted gloves with cuff	0.29
267.— Fermeture du gant rivé avec pagode, par couture extérieure.— Outseam closing of riveted gloves with cuff	0.34
268.— Fermeture des gants "Chicago", par couture extérieure et couture de la doublure à la pagode.— Outseam closing of Chicago gloves and tacking lining to cuff	0.31
269.— Fermeture du gant rivé avec pagode doublée, par couture extérieure.— Outseam closing of riveted glove with lined cuff	0.46
270.— Fermeture du gant rivé avec "tips" supplément par tip.— Closing riveted glove with tips: extra per tip	0.03
271.— Fermeture du gant rivé avec renfort, supplément de.— Closing riveted glove with patch, extra of	0.03
272.— Fermeture du gant "interchangeable" avec fourchette à chaque doigt.— Closing reversible glove with fourchette at each finger	0.30
273.— Assemblage de la double paume complétée sur machine à une aiguille.— Assembling double palm completed on one-needle machine.	0.22
274.— Couture au complet du gant non doublé demi "Chicago ou Plymouth", en peau de porc fendu, pour hommes, avec poignet de coton ou poignet élastique.— Sewing complete unlined Chicago or Plymouth, half die peccary split gloves for men, with cotton or elastic wrist.	0.43
275.— Fermeture du gant doublé, supplément de.— Closing lined glove extra of	0.04

FERMETURE DES GANTS "AVEC NERVURE".— CLOSING OF GLOVE "WITH WELT"

280.— Posage des pouces avec nervure par couture intérieure.— Inseam sewing of thumbs with welt	0.21
281.— Fermeture des gants "Chicago", avec nervure et pagode.— Closing Chicago gloves with welt and cuff	0.35
282.— Fermeture du gant rivé avec nervure et pagode, mouton.— Closing riveted gloves with welt and cuff, sheepskin.	0.43
283.— Fermeture du gant rivé avec nervure et pagode, tout autre cuir.— Closing riveted gloves with welt and cuff in all other leather.	0.50

FERMETURE DES PAGODES.— CLOSING OF CUFFS

284.— Fermeture des pagodes par couture extérieure pour gants et mitaines fermés par couture intérieure, supplément de.— Outseam closing of cuffs for gloves and mitts closed inseam extra of.	0.06
285.— Fermeture d'un gant ou d'une mitaine avec pagode de 4 pouces à 6 pouces exclus, supplément de.— Closing of gloves on mitts with cuffs of 4 inches to 6 inches excluded, extra of.	0.01
286.— Fermeture d'un gant ou d'une mitaine avec pagode de 6 pouces à 8 pouces exclus, supplément de.— Closing of gloves or mitts with cuffs of 6 inches to 8 inches excluded, extra of.	0.03
287.— Fermeture d'un gant ou d'une mitaine avec pagode de 8 pouces et au-dessus, supplément de.— Closing of gloves or mitts with cuffs of 8 inches or over extra of.	0.05
288.— Le prix de la fermeture d'un gant ou d'une mitaine couvre la fermeture de la bande et de la pointe.— The prices stipulated for closing gloves or mitts cover the closing of the band with gore.	

FAUFILEAGE.— TACKING

290.— Lorsqu'il n'y a que quatre faufileures "tacks" ou moins, par paire de gants ou mitaines, il n'est rien payé pour ces faufileures (tacks).— When gloves or mitts will require only four tacks or less per pair, there will be nothing paid to make these tacks	
291.— Toute faufileure de gants, mitaines, bandes ou pagodes au-dessus de 4 faufileures, supplément pour deux faufileures.— Taking gloves, mitts, bands or cuffs over four tackings, extra for two tackings.	0.03

RENFORTS.— PATCHES

295.— Posage des renforts droits aux bouts des doigts.— Putting on straight ripless tips.	0.22
296.— Posage des renforts demi-circulaires au bout des doigts.— Putting on half circular ripless tips	0.19
297.— Posage des renforts sur tous les doigts sur machine à une aiguille.— Patching all fingers on one-needle machine	0.31
298.— Posage des renforts courts sur le pouce du gant sur machine à une aiguille.— Putting on short patches on glove thumbs on one-needle machine	0.11
299.— Posage du renfort sur le pouce sur machine à deux aiguilles.— Patching on thumbs on two-needle machine	0.17
300.— Posage du renfort sur le pouce de mitaines sur machine à une aiguille.— Patching on thumbs for mitts on one-needle machine	0.10
301.— Poser le renfort sur le pouce de mitaine double sur machine à une aiguille.— Patching on thumbs for double palm mitts, one-needle machine.	0.14
302.— Posage du renfort sur le premier doigt sur machine à une aiguille.— Patching on first finger on one-needle machine.	0.09
305.— Posage du renfort sur pouce et paume sur machine à une aiguille.— Patching on thumb and palm on one-needle machine	0.31
304.— Posage du renfort sur paume "5 piqûres" sur machine à une aiguille.— Patching on palm "5 stitchings" on one-needle machine.	0.29
305.— Posage du "pull piece" ou protecteur régulier sur machine à une aiguille.— Putting on regular protector or pull piece on one-needle machine.	0.03

COUTURE SUR MACHINE RONDE.— SEWING ON ROUND MACHINE

306.— Couture du protecteur en fourrure à la mitaine, et couture de la mitaine sur machine à deux aiguilles.— Sewing fur protector to mitts and sewing mitts on two-needle machine.	0.24
307.— Couture de la mitaine dont la pagode est doublée et posage du protecteur.— Sewing mitt with lined cuffs and sewing protector to it	0.22
308.— Couture des grandes mitaines, deux aiguilles, une couture.— Sewing large mitts, two-needles, one stitching.	0.13
309.— Couture des mitaines, une aiguille, deux coutures, supplément de:— Sewing mitts, one-needle, two stitchings, extra of:	0.05
310.— Rabattre le protecteur sur petite pagode.— Turning over protector on small cuff.	0.08
311.— Rabattre le protecteur sur grande pagode.— Turning over protector on large cuffs.	0.08
312.— Piquetage des courroies sur pagodes avant le bordage.— Tacking straps on cuff before binding.	0.08

COUTURE DE L'ÉLASTIQUE SUR GANTS OU MITAINES.— SEWING ELASTICS ON GLOVES OR MITTS

315.— Élastique, chaque points en forme de "V".— Elastic, each "V" point	0.04
316.— Élastique sur machine spéciale.— Elastic on special machine	0.05
317.— Élastique sur machine à deux aiguilles.— Elastic on two needle machine	0.05
318.— Posage des élastiques sur mitaines de ski en cuir ou en tout autre matériel, avec machine à deux aiguilles.— Sewing elastics on ski mitts made of leather or any other material, on two needle machine.	0.08
319.— Point supplémentaire (overstitch) sur élastique.— Overstitch on elastic.	0.03
320.— Point supplémentaire (overstitch) sur élastique, avec doublure — Overstitch on elastic with lining.	0.12
321.— Gants d'abeille complet — Bee gloves, complete.	1.00

PRÉPARATION DES DOIGTS — PREPARING FINGERS

325.— Préparation des doigts "rivés" "Gun Cut" — Preparing riveted fingers "Gun Cut"	0.22
326.— Préparation des doigts avec nervure — Preparing fingers with welt	0.23
327.— Préparation des fourchettes pour le gant "interchangeable" — Preparing fourchettes for reversible gloves.	0.22

ASSEMBLAGE DES DOIGTS — ASSEMBLING FINGERS

330.— Assemblage des doigts par couture zig-zag — Assembling fingers by zig-zag stitching	0.14
331.— Assemblage des doigts par couture piquée — Assembling fingers, lapseam	0.18
332.— Assemblage des doigts avec nervure.— Assembling fingers with welt	0.23
333.— Assemblage des doigts par couture extérieure ou intérieure.— Assembling fingers by outseam or inseam.	0.14

ASSEMBLAGE DES DOS

335.— Assemblage des dos de mitaines à un doigt par machine zig-zag.— Assembling one-finger mitt backs on zig-zag machine	0.06
336.— Assemblage des dos de mitaines à un doigt par couture piquée.— Assembling one-finger mitt backs, lapseam	0.06
337.— Assemblage des dos des mitaines à un doigt, avec nervure.— Assembling one-finger mitt backs with welt.	0.10
338.— Assemblage des dos des mitaines à un doigt par couture intérieure ou extérieure.— Assembling one-finger mitt backs inseam or outseam	0.06
339.— Assemblage des dos aux paumes par couture piquée sur moulin à deux aiguilles.— Assembling backs to palm by lapseam on two-needle machine	0.08
340.— Assemblage des dos aux paumes par couture intérieure ou extérieure sur moulin à une ou deux aiguilles.— Assembling backs to palm by inseam or outseam on one or two needle machine.	0.06
341.— Piquage des dos avec boucles sur machine à une aiguille.— Lapsewing backs buckles on one needle machine.	0.10
342.— Assemblage des paumes ou des dos de petites mitaines sur machine à une aiguille.— Assembling backs or palms of small mitts on one needle machine	0.05

ASSEMBLAGE ET POSAGE DES BANDES.— ASSEMBLING AND SEWING BANDS

345.— Assemblage des bandes sur machine à deux aiguilles.— Assembling bands on two needle machine.	0.04
346.— Assemblage des bandes sur machine à une aiguille, deux coutures.— Assembling bands on one needle machine, two stitches.	0.06
347.— Assemblage des bandes sur machine à haute vitesse, à deux aiguilles.— Assembling bands on high speed two needle machine.	0.03
348.— Posage des bandes sur machine à deux aiguilles.— Putting on bands on two needle machine.	0.09
349.— Posage des bandes sur machine à une aiguille.— Putting on bands on one needle machine.	0.09
350.— Posage des bandes sur machine à haute vitesse, à deux aiguilles.— Putting on bands on two needle high speed machine.	0.08
351.— Posage des bandes en élastique (web elastic) aux mitaines courtes ou aux gants pour hommes ou enfants, doublure non comprise, par machine à deux aiguilles, ou par machine à une aiguille, une couture.— Sewing web elastic on men's short mitts or gloves without lining on two needle machine or one needle machine, one stitching.	0.08
352.— Posage des bandes en élastique (web elastic) aux mitaines courtes ou aux gants pour hommes ou enfants, doublure non comprise, sur machine à haute vitesse, à deux aiguilles.— Sewing web elastic on men's or boys short mitts or gloves without lining on two needle high speed machine.	0.06
353.— Posage des bandes en élastique (web elastic) aux mitaines courtes ou aux gants pour hommes ou enfants, doublure comprise sur machine à deux aiguilles, ou sur machine à une aiguille, une couture.— Sewing web elastic on men's or boys short mitts or gloves with lining on two needle machine or one needle machine, one stitching.	0.10
354.— Posage des bandes en élastique (web elastic) aux mitaines courtes ou aux gants pour hommes ou enfants, doublure comprise, sur machine à haute vitesse à deux aiguilles.— Sewing web elastic on men's or boys short mitts or gloves with lining, on two needle high speed machine.	0.09
355.— Quand l'ouvrier appelé à faire les opérations des Nos 351 et 353 doit faire une ou plusieurs coutures avec une machine à une aiguille, il doit recevoir pour chacune de ces coutures supplémentaires: — Extra seam on one-needle machine for operations Nos 351 and 353 extra of.	0.03

ASSEMBLAGE ET POSAGE DES PAGODES.— ASSEMBLING AND SEWING CUFFS

358.— Assemblage des pagodes moyennes ou petites pagodes sur machine à deux aiguilles.— Assembling the medium or small cuffs on two needle machine.	0.06
359.— Assemblage des pagodes moyennes ou petites sur machine à haute vitesse à deux aiguilles.— Assembling medium or small cuffs on two needle high speed machine	0.05

360.— Assemblage des grandes pagodes sur machine à deux aiguilles.— Assembling large cuffs on two needle machine	0.08
361.— Assemblage des grandes pagodes sur machine à haute vitesse à deux aiguilles.— Assembling large cuffs on two needle high speed machine	0.06
362.— Posage des grandes pagodes non assemblées à la paume et au dos séparément.— Sewing large cuffs not assembled to palms and backs separately	0.12
363.— Posage des grandes pagodes ou petites pagodes sur machine à deux aiguilles.— Putting on large cuffs or small cuffs on two needle machine	0.10
364.— Posage des grandes ou petites pagodes sur machine à haute vitesse à deux aiguilles.— Putting on large or small cuffs on two needle high speed machine	0.09
365.— Posage des petites pagodes collées sur machine à deux aiguilles.— Putting on small pasted cuffs, on two needle machine	0.18
366.— Posage des grandes pagodes collées sur machine à deux aiguilles.— Putting on large pasted cuffs on two needle machine	0.23
367.— Rabattement des pagodes avec doublure sur machine à deux aiguilles.— Turning over lined cuffs on two needle machine	0.23
368.— Posage de la doublure avec pagodes sur machine à une aiguille: supplément de:— Putting on lining with cuffs on one needle machine, extra:	0.04

COUTURE DE LA DOUBLURE.—SEWING OF LINING

370.— Assemblage de la doublure pour les gants à couture extérieure.— Assembling lining for outseam gloves	0.27
371.— Assemblage des doublures avec des bouts en cuir pour les gants qui sont formés par couture extérieure.— Assembling lining with leather finger ends for gloves closed outseam	0.30
372.— Assemblage de la doublure non cousue sur les doigts pour les gants à couture extérieure.— Assembling lining not tacked on fingers for outseam gloves	0.20
373.— Assemblage de la doublure sans pagode pour gant à couture intérieure.— Assembling lining without cuff for inseam gloves	0.16
374.— Assemblage de la doublure avec pagode pour gant à couture intérieure.— Assembling lining with cuff for inseam gloves	0.23
375.— Couture des bouts des doigts de la doublure aux gants.— Tacking finger ends of lining to gloves	0.15
376.— Fermeture du côté de la doublure du gant.— Closing the side of the lining of the glove	0.04
377.— Fermeture de la doublure de la mitaine "comfort" ou de la mitaine pour enfants et couture à la doublure du poignet.— Closing comfort of children's mitts lining and sewing it to cuff lining	0.11
378.— Assemblage de la doublure des mitaines auto-gantelet pour enfants, sans poignet.— Making lining for children's gauntlets mitts without wool cuffs	0.08
379.— Assemblage de la doublure des dos de mitaines en deux morceaux.— Assembling lining of two pieces mitt backs	0.03
380.— Couture au complet de la doublure des mitaines dont le dos et la paume sont séparés.— Sewing lining of mitts with separate palm and backs	0.12
381.— Quand une doublure est faite sur la machine à basse-vitesse il y a un supplément de:— Making lining on "slow speed machine extra of:	0.03
382.— Faire la doublure circulaire, en poser les pouces, en fermer les bouts.— Making tubing linings, setting thumbs, closing ends	0.12
383.— Posage des poignets de laine à la doublure circulaire.— Sewing wool cuffs to tubing linings	0.07
384.— Couture de la doublure sur poignets élastiques.— Tacking lining on elastic bands	0.15
385.— Couture de la pagode en fourrure à la doublure du gant.— Sewing fur cuff to glove lining	0.17
386.— Fermeture de la doublure des mitaines de ski dites fleece.— Closing ski mitts "fleece" lining	0.15
387.— Taillage de la doublure et posage du pouce.— Cutting lining and putting on the thumb	0.13
388.— Couture de la doublure à fourrure pour mitaines "choppers".— Sewing fur lining for chopper mitts	0.23
389.— Coudre la doublure à fourrure pour mitaine sur machine à fourrure.— Sewing fur lining for mitts on fur machine	0.20
390.— Couture de la doublure ordinaire pour mitaines "choppers".— Sewing ordinary lining for chopper mitts	0.10
391.— Couture des pouces de la doublure pour gant à couture intérieure ou extérieure.— Sewing thumbs of lining for inseam or outseam glove	0.08
392.— Couture de la doublure au complet pour mitaines à un doigt.— Sewing complete lining for one finger mitts	0.13
393.— Couture de la pagode collée à la doublure de la mitaine de ski.— Sewing pasted cuff to lining of ski mitts	0.15

BORDAGE.—BINDING

395.— Bordage des mitaines choppers dont la doublure est en "shearling".— Binding chopper mitts with shearling lining	0.13
396.— Bordage des mitaines "pullover".— Binding pullover mitts	0.08
397.— Bordage des petites pagodes.— Binding small cuffs	0.08
398.— Bordage des pagodes moyennes.— Binding medium cuffs	0.09

399.— Bordage des grandes pagodes.— Binding large cuffs.	0.11
400.— Bordage des pagodes avec pointe: supplément de: — Binding cuffs with gore extra of:	0.02
401.— Bordage des pagodes collées: supplément de: — Binding pasted cuffs extra of:	0.02
402.— Bordage au complet des pagodes à coins ronds.— Binding cuffs complete with round corners.	0.12
403.— Bordage à demi complet des pagodes à coins ronds.— Binding cuffs half complete with round corners.	0.09
404.— Bordage des mitaines ou des bandes, coins ronds.— Binding bands or mitts, round corners.	0.06
405.— Bordage des bandes droites.— Binding straight bands.	0.05
406.— Bordage des mitaines de ski sur machine à deux aiguilles: — Binding ski mitts on two needle machine:	
Enfants.—Boys.	0.15
Adolescents.—Youths.	0.19
Hommes.—Men.	0.22
407.— Bordage des mitaines de ski, doublure "shearling", sur machine à deux aiguilles.— Binding ski mitts, shearling lining, on two needle machine.	0.36
408.— Bordure repliée par couture arrêtée: supplément de: — Binding folded and tacked extra of:	0.63
409.— Exécution de la bordure à même.— Making self-binding.	0.17
410.— Exécution et rasage de la bordure à même d'un gant doublé.— Making and trimming self-binding of lined glove.	0.22
411.— Posage de la bordure en cuir: — Putting on leather binding:	
Enfants.—Boys.	0.19
Adolescents.—Youths.	0.20
Hommes.—Men.	0.22
412.— Rabattement et couture de la doublure en cuir.— Turning and sewing leather binding.	0.16
413.— Rabattement de la bordure en cuir sur "caps".— Turning over leather binding on caps.	0.27

DISPOSITION SPECIALE.—SPECIAL PROVISION

414.— Quand l'employée a à coudre la grandeur ou toute autre pièce à un gant ou à une mitaine en exécutant le bordage ou la fermeture de ce gant ou de cette mitaine, elle a droit à un supplément par douze pièces de: — When the employee has to sew the size or any other pieces on a glove or on a mitt when going the binding or the closing of this glove or this mitt she is entitled to an extra per twelve pieces of:	0.03
--	------

COURROIES ET BOUCLES.—STRAPS AND BUCKLES

415.— Assemblage des courroies sur machine à couteau.— Assembling straps on trimmer.	0.15
416.— Posage des courroies autour du pouce sur machine à une aiguille.— Putting straps around thumb on one needle machine.	0.18
417.— Couture des courroies sur machine à une aiguille.— Sewing straps on one needle machine.	0.10
418.— Assemblage des courroies sur machine à une aiguille.— Assembling straps on one needle machine.	0.15
419.— Posage des courroies et boucles piquées sur machine à une aiguille.— Putting on laseam straps and buckles on one needle machine.	0.15
420.— Posage des courroies autour du pouce, sur machine à deux aiguilles.— Putting straps around thumb, on two needle machine.	0.11

FILETS.—SILKING

421.— Exécution des filets sur gants ou mitaines.— Siling on gloves or mitts.	0.13
---	------

FRANGE ET ÉTOILES.—FRINGE AND STARS

422.— Posage des étoiles sur les pagodes sur machine à une aiguille.— Sewing stars on cuffs on one needle machine.	0.13
423.— Posage de la petite frange sur machine à une aiguille.— Putting on small fringe on one needle machine.	0.05
424.— Posage de la grande frange sur machine à une aiguille.— Putting on large fringe on one needle machine.	0.06

CARABINS.—QUIRKS AND STAYS

425.— Posage des carabins sur le pouce sur machine à une aiguille.— Sewing quirks on thumb on one needle machine.	0.08
426.— Couture des "stays" sur machine à une aiguille.— Sewing of stays on one needle machine.	0.29

COUTURE DES FOURCHETTES.—SEWING FOURCHETTES

428.— Piquage d'une fourchette assemblée sur machine à une aiguille.— Sewing one assembled fourchette on one needle machine.	0.22
--	------

429.— Piquage de trois fourchettes assemblées sur machine à une aiguille.— Sewing three assembled fourchettes on one needle machine	0.57
---	------

POINTES.— GORES

430.— Posage des petites pointes par couture intérieure sur machine à une aiguille.— Putting on small gores inseam on one needle machine	0.05
431.— Posage des grandes pointes par couture intérieure sur machine à une aiguille.— Putting on large gores inseam on one needle machine	0.06
432.— Posage des grandes pointes par couture extérieure sur machine à une aiguille.— Putting on large gores outseam on one needle machine	0.08
433.— Piquage des grandes pointes sur machine à une aiguille.— Sewing large gores lapseam on one needle machine	0.09

BLOCAGE DES GANTS.— BLOCKING OF GLOVES

435.— Gants avec "tips".— Glove with tips	0.28
436.— Gants en peau de renne avec "tips".— Buck gloves with tips	0.29
437.— Gants "ropers".— Ropers	0.22
438.— Gants "Ropers", si les boutons sont essayés.— Ropers gloves, if buttons tested	0.26
439.— Gants à couture intérieure.— Inseam gloves	0.23
440.— Gants à couture extérieure.— Outseam gloves	0.20
441.— Gants d'abeilles.— Bee gloves	0.20
442.— Gants "interchangeable" avec fourchettes et pagodes de 7 pouces et plus.— Reversible gloves with fourchettes and cuffs 7 inches and over	0.24
443.— Gants double-paume fermé par couture intérieure.— Double palm glove, inseam stitched	0.29
444.— Gants avec "web elastic".— Gloves with web elastic	0.23
445.— Gants avec rivet de métal.— Metal riveted gloves	0.23
446.— Gants avec élastique et bandes en coton ou en laine.— Elastic gloves with wool or cotton bands	0.16
447.— Gants en cuir fendu avec grandes pagodes.— Gloves in split leather with long cuffs	0.23
448.— Gants de chauffeur.— Chauffeur gloves.*	0.23
449.— Reblocage des gants qui sont réparés.— Reblocking repaired gloves	0.13

BLOCAGE DES MITAINES.— BLOCKING MITTS

450.— Mitaines à un doigt.— One finger mitts	0.19
451.— Mitaines "pullover" avec élastiques.— Pullover mitts with elastic	0.19
452.— Mitaines courtes avec pagodes.— Short mitts with cuffs "gauntlet" mitts	0.19
453.— Mitaines courtes pour enfants, avec pagodes.— Boys short mitts with cuffs	0.16
454.— Mitaines "interchangeable", double-paume, couture extérieure.— Reversible mitts, double palm outseam	0.23
455.— Mitaines "interchangeable", double-paume, couture intérieure.— Reversible mitts double palm inseam	0.24
456.— Mitaines "pullover" sans élastique.— Pullover mitts without elastic	0.14
457.— Mitaines courtes pour hommes, sans doublure, sans poignet, sans pagode, premier pressage.— Men's short mitts, shell only, no wristing, first blocking	0.13
458.— Mitaines courtes pour enfants, sans doublure, sans poignet, sans pagode, premier pressage.— Boys short mitts, shell only, no wristing, first blocking	0.11
459.— Mitaines courtes doublées, deuxième opération.— Short mitts, lined, second operation	0.07
460.— Mitaines extra longues, de 14 pouces.— Extra long mitts, 14 inches	0.16
461.— Mitaines de ski qui n'ont pas été pressées une fois.— Ski mitts that have not been pressed once	0.14
462.— Mitaines de ski doublées, deuxième opération.— Ski mitts lined, second operation	0.14
463.— Mitaines courtes pour hommes, avec petites pagodes.— Short men mitts, with small cuffs	0.14
464.— Mitaines de police, doublure "shearling", deuxième opération.— Police mitts, shearling lining, second operation	0.23
465.— Mitaines "pullover" doublées, première et deuxième opérations.— Pullover mitts, lined, first and second operation	0.23
466.— Mitaines courtes pour hommes, non doublées, avec bandes élastiques, premier pressage.— Men short mitts no lining, with elastic bands fits blocking	0.14
467.— Mitaines courtes pour enfants, non doublées, avec bandes élastiques, premier pressage.— Boys short mitts, no lining, with elastic bands, first blocking	0.12
468.— Mitaines "comfort" pour hommes, avec doublure et poignet de laine cousu, un pressage seulement.— Men comfort mitts, with lining and wool wristing sewn, one blocking only	0.16
469.— Mitaines "comfort" pour enfants, avec doublure et poignet de laine cousu, un pressage seulement.— Boys comfort mitts with lining and wool wristing sewn, one blocking only	0.14
470.— Mitaines "comfort" pour hommes, avec doublure et poignet élastique, un pressage seulement.— Men comfort mitts with lining and elastic wrist, one blocking only	0.17
471.— Mitaines "comfort" pour enfants, avec doublure et poignet élastique, un pressage seulement.— Boys comfort mitts with lining and elastic wrist	0.15
472.— Reblocage des mitaines qui sont réparées.— Reblocking repaired mitts	0.11

473.— Les employés qui doivent estamper les gants en exécutant le blocage sont rémunérés à raison de \$0.02 par douzaine d'estampes.— The employees who will have to stamp the gloves while doing the blocking will be paid as follows: \$0.02 per dozen of stamps.

474.— Blocage des gants doublés supplément de.— Blocking lined gloves extra of 0.02

DISPOSITION SPÉCIALE.— SPECIAL PROVISION

Un bloqueur qui durant ses heures de travail est obligé de voir à l'entretien ou au bon fonctionnement de la bouilloire devra être rémunéré pour le temps ainsi perdu à raison du salaire moyen qu'il se fait habituellement en bloquant des gants.— A blocker who is obliged to fire his boiler or fill it with water on his own time shall be paid for the time lost by doing so at the average wage rate that he usually earns when blocking gloves or mitts.

Apprenties.— Apprentices

Par semaine
Per week

Les apprenties couturières doivent recevoir.— Apprentice operators shall receive:

475.— Premier semestre.— First six months \$13.00

476.— Deuxième semestre.— Second six months 16.00

DISPOSITION SPÉCIALE.— APECIAL PROVISION

Les employées du sexe féminin préposées à l'examen à la réparation des gants et mitaines, à la pose des boutons, à l'emballage, à l'étiquetage, au ficelage des lots à l'estampage sont rémunérées de la façon suivante.— The female employees who will do the examining, repairing of gloves and mitts, stamping, setting fasteners, tying bundles, wrapping, will be paid as follows:

De l'heure
Per hour

477.— Premier semestre.— First six months \$ 0.35

478.— Deuxième semestre.— Second six months 0.40

479.— Troisième semestre.— Third six months 0.45

480.— Quatrième et cinquième semestre.— Fourth and Fifth six months 0.50

481.— Les employés du sexe masculin de plus de trois années d'expérience faisant ces opérations seront rémunérés à raison de.— The male employees having more than three year experience doing such operations will be paid 0.75

DISPOSITION GÉNÉRALE RELATIVE A LA COUTURE DES GANTS ET MITAINES.— GENERAL PROVISION AS TO THE STITCHING OF GLOVES AND MITTS

482.— Quand une des opérations ci-haut décrites se rapportant à la couture d'un gant ou d'une mitaine est exécutée sur la machine "Wax Thread", l'employé doit recevoir un supplément égal à 13½% du prix ci-haut stipulé pour ladite opération.— When one of the operations here above mentioned connected with the stitching of a glove or a mitt is done on a "Wax Thread" machine, the employee receives an extra of 13½% figured on the price stipulated for that operation.

1° Le comité paritaire chargé d'appliquer la présente convention aura le droit de fixer les taux de salaire pour des opérations qui n'apparaissent pas dans la présente convention.

1. The Joint Committee shall have the right to fix prices for operations not mentioned in the present agreement.

2° Si une opération, pour laquelle les prix ont été établis dans la présente convention, est faite de manière à ce qu'elle prend plus de temps que le temps requis ordinairement, l'employé recevra une compensation. Si l'employeur et l'employé s'entendent au sujet de cette compensation, le Comité Paritaire n'aura pas à intervenir. Cependant si l'employé et l'employeur ne s'entendent pas, le Comité Paritaire devra établir la nature de cette compensation.

2. If an operation is done in such a manner that it requires longer time to perform than the conventional way, for which prices are set in this agreement, the employee shall receive extra compensation over and above the piece work rates stipulated in this agreement. The employer and the employee may come to an agreement on the amount of such extra compensation in which case the Joint Committee shall not interfere, however, if the employer and the employee cannot come to an agreement the Joint Committee shall set the amount of such extra compensation.

3° Si une des opérations décrites dans la présente convention est faite d'une manière non usuel le ou spéciale qui nécessite un temps moindre que celui requis ordinairement, le Comité Paritaire aura le droit de réduire le taux à la pièce se rapportant à cette opération et cela proportionnellement au temps sauvé.

3. If an operation is done in such a manner that it requires a lesser time to perform than the conventional way, for which prices are set in this agreement the Joint Committee shall have the right to reduce piece-work rates stipulated in this agreement proportionate to the amount of time saved.

4° Tout nouveau taux, compensation ou ajustement de taux décrits ci-haut devront toutefois se faire de manière à ce que les ouvriers intéressés fassent un salaire équivalant au moins à la moyenne des salaires qu'ils se font habituellement.

4. Any adjustment of rates under conditions outlined in paragraphs 1, 2 and 3 above shall be designed so that the workers take home pay will not be less than their average pay doing their regular work in the conventional way.

XI. La présente convention sera mise à exécution par un comité paritaire établi par les parties signataires.

XII. La présente convention entrera en vigueur le premier janvier 1948 et se prolongera jusqu'au trente-et-un décembre 1948.

Elle se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à se contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le trente-et-un décembre de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.
Québec, le 20 décembre. 20916-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, établi en exécution du décret numéro 3751, du 17 décembre 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2025 du 10 décembre 1947, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisations

La période de cotisation s'étend du 18 décembre 1947 au 31 décembre 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3751 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les maîtres-barbiers, coiffeurs ou coiffeuses travaillant seuls (artisans) régis par ledit décret numéro 3751 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs revenus basés sur le montant de \$22.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant \$30.00 au cours de la semaine, pour les barbiers ou coiffeurs, et de \$12.00 par semaine pour les coiffeuses (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 3751 doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même les rémunérations versées à chacun de leurs salariés, les

XI. The present agreement shall be enforced by a Joint Committee appointed by the signatory parties.

XII. The present agreement will be effective on January 1st, 1948 and will last until December 31st, 1948.

It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty days (60) not to be less than thirty (30) days, before December 31st, of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, December 20, 1947. 20916-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montclarm counties, formed under decree number 3751, of December 17, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 2025 of December 10, 1947 part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from December 18, 1947, to December 31, 1948, such levy shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 3751 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll, bonuses, allocations and commissions paid to their employees governed by the said decree.

b) The master-barbers, hairdressers — male and female, working alone (artisans), governed by the decree number 3751, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their receipts based on the amount of \$22.00 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding \$30.00 in a week for barbers and hairdressers, and of \$12.00 per week in the case of female hairdressers. (minimum wages fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree number 3751 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans shall send their assessments every month to the office of the Parity Committee.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity

sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au comité paritaire, en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1948.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, pour la période se terminant le 31 décembre 1948.

COMITÉ CONJOINT DES MAÎTRES ET EMPLOYÉS
BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DES
COMTÉS DE JOLIETTE, BERTHIER, L'ASSOMPTION
ET MONTCALM.

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 18 décembre 1947 et le 18 décembre 1948.

<i>Recettes.</i>	
Cotisations: (½ de 1%)	
Employeurs professionnels	\$ 200.00
Artisans	800.00
Salariés	200.00
	\$1,200.00

<i>Déboursés.</i>	
Salaires de l'inspecteur	\$ 520.00
Frais de voyage de l'inspecteur	300.00
Frais de déplacement des membres du comité paritaire	140.00
Frais de bureau	120.00
Frais de vérification	20.00
Frais judiciaires	100.00
	\$1,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, ce 19 décembre 1947. 20927-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163) que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
L'Association des Marchands Détaillants du Canada Inc., succursale de Mégantic.

Et, D'AUTRE PART:
Le Syndicat Catholique des employés de commerce de Mégantic.
pour les employeurs et les salariés des commerces

Committee and send same themselves every month, to the Parity Committee, together with their own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be notified to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Financial report

In conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties for the period ending December 31, 1948.

JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF JOLIETTE, BERTHIER, L'ASSOMPTION AND MONTCALM COUNTIES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between December 18, 1947 and December 18, 1948.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 200.00
Artisans	800.00
Employees	200.00
	\$1,200.00

<i>Disbursements:</i>	
Inspector's salary	\$ 520.00
Inspector's travelling expenses	300.00
Committee members' travelling expenses	140.00
Office expenses	120.00
Audition fees	20.00
Legal charges	100.00
	\$1,200.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, December 19, 1947. 20927-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163) that the contracting parties mentioned hereinafter have presented him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
"L'Association des Marchands Détaillants du Canada Inc., succursale de Mégantic":

AND ON THE OTHER PART:
"Le Syndicat Catholique des employés de commerce de Mégantic".
for the employers and the employees of the trades

et occupations visés suivant les conditions ci-après:

I. Définitions: Aux fins du décret les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Employeur:* Le terme "employeur" signifie toute personne, association ou corporation qui, subordonnement aux paragraphes "f" et "g" de l'article "I" de la loi de la Convention Collective, tient ou opère un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées où l'on fait en détail, en gros et en détail, l'un des commerces assujettis au décret, que ce commerce constitue le commerce principal ou secondaire à tous les autres commerces ou occupations.

b) *Employé:* Le terme "employé" signifie toute personne salariée de l'un ou de l'autre sexe qui, subordonnement au paragraphe "j" de l'article I de la loi de la Convention Collective, travaille pour un employeur tel que défini au paragraphe "a" du présent article; cependant ce terme ne désigne pas les personnes employées à titre de gérant.

c) *Employé régulier:* Le terme "employé régulier" signifie tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé.

d) *Employé supplémentaire:* Le terme "employé supplémentaire" signifie tout employé qui est embauché en plus du personnel régulier, d'une façon intermittente durant la semaine normale de travail.

e) *Gérant:* Le terme "gérant" signifie tout employé qui, à la place et au nom de son employeur, dirige et exploite de façon permanente l'établissement de celui-ci.

f) *Assistant-gérant:* Le terme "assistant-gérant" signifie tout employé qui aide le gérant dans l'accomplissement de ses fonctions.

g) *Messenger:* Le terme "messenger" signifie tout employé qui exécute le travail reconnu comme celui de messenger et fait la livraison soit à pied soit avec une bicyclette.

h) *Caissier ou caissière:* Le terme "caissier" ou "caissière" signifie tout employé qui perçoit l'argent venant des ventes et exécute tout autre travail qui est ordinairement fait par le caissier ou la caissière.

i) *Commis:* Le terme "commis" signifie tout employé préposé à la vente, à la perception, à la réception, à l'expédition, à l'étalage, au déballage ou à l'emballage, à l'étiquetage, à l'entreposage des marchandises, au débitage, à la préparation et à la vente des viandes.

j) *Aide-livreur:* Le terme "employé de bureau" désigne tout employé qui, faisant le travail clérical de bureau, la correspondance, la tenue des livres, etc., n'est pas autrement désigné dans le décret.

k) *Livreur:* Le terme "livreur" désigne tout employé qui, au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises à tout endroit déterminé par l'employeur. Le livreur, à ses moments libres, doit travailler à l'entretien général de l'établissement.

l) *Aide-livreur:* Le terme "aide livreur" désigne tout employé qui aide le livreur à faire la livraison et le transport des marchandises au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile. L'aide livreur, à ses moments libres, doit aider à l'entretien général de l'établissement.

m) *Apprenti:* Le terme "apprenti" désigne toute personne qui n'a aucune expérience comme employé de magasin de commerce de détail.

and occupations concerned, according to the following conditions:

I. Definitions: For the purposes of the decree, the following terms have the meaning hereinafter given to them;

a) *Employer:* The word "employer" means any person, association or corporation, who, subordinately to subsections "f" and "g" of section "I" of the Collective Agreement Act, keeps or operates one or more commercial establishments or private concerns in which any of the trades governed by the decree is carried on as a retail business or as a wholesale and retail business, whether such trade constitutes the main or secondary trade to all the other trades or occupations.

b) *Employee:* The word "employee" means any wage-earning person of either sex, who subordinately to subsection "j" of section "I" of the Collective Agreement Act, works for an employer as defined in subsection "a" of the present section; however, this word does not include persons employed as managers.

c) *Regular employee:* The words "regular employee" mean any employee who works the regular working-week of the establishment in which he is employed.

d) *Extra employee:* The words "extra employee" mean any employee who is engaged over and above the regular staff, intermittently in the course of the normal working-week.

e) *Manager:* The word "manager" means any employee who, in the place and in the name of his employer, directs and operates the latter's establishment in a permanent manner.

f) *Assistant manager:* The words "assistant-manager" mean any person who helps the manager to carry out his duties.

g) *Messenger:* The word "messenger" means any employee who performs work which is usually known as that of messenger and delivers goods either on foot or with a bicycle.

h) *Cashier:* The word "cashier" means any male or female employee who collects the money proceeding from the sales and performs any other work which is usually carried out by the cashier.

i) *Clerk:* The word "clerk" means any employee committed to the sale of goods, to collection, to the receiving, dispatching, displaying, unpacking, packing, labelling, and storing of goods, to the cutting, the preparing or selling of meat.

j) *Office employee:* The words "office employee" means any employee who does office clerk work, correspondance, book-keeping, etc., and is not otherwise designated in the decree.

k) *Delivery man:* The words "delivery man" mean any employee who, with a horse-drawn or motor vehicle which is entrusted to his care, does the delivery and transport of goods to any place determined by the employer. The delivery man, in his spare moments, shall work at the general maintenance of the establishment.

l) *Delivery man's helper:* The words "delivery man's helper" mean any employee who helps the delivery man in the delivery and transport of goods by means of a horse-drawn or motor vehicle. The delivery man's helper, in his spare moments, shall help in the general maintenance of the establishment.

m) *Apprentice:* The word "apprentice" means any person who has no experience as retail store employee.

II. Jurisdiction: a) Commerciale: Sont assujettis au décret, tous les établissements commerciaux ou entreprises privées qui existent ou pourraient exister pendant la durée dudit décret et faisant le commerce de détail (c'est-à-dire vendant directement au public consommateur ou à celui qui n'achète pas pour revendre) ou le commerce de gros et de détail, soit qu'ils aient un établissement commercial ou qu'ils n'aient qu'un ou des agents ou bureaux dans la limite territoriale du présent article à l'exclusion toutefois de:

La Pharmacie,
Les magasins de journaux,
Les salles d'amusements,
Les optométristes,
Les fleuristes,
La librairie,

Tout commerce régi par un autre décret.

b) Territoriale: Le décret s'applique à la cité de Lac Mégantic et à tout le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

III. Durée du Travail: a) L'heure dont fait mention le décret est l'heure légale de la corporation municipale intéressée.

b) La semaine régulière de travail dans les établissements régis par le décret est de cinquante-deux (52) heures par semaine pour les mois de juillet et août, et de cinquante sept (57) heures par semaine pour les dix (10) autres mois de l'année.

Ces heures de travail sont réparties comme suit:

Le lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m. sauf durant les mois de juillet et août où les heures de travail du mercredi sont de 8.00 a.m. à 12.00 p.m. (midi).

Cependant, le travail du mercredi durant juillet et août peut être prolongé jusqu'à 6.00 p.m. lorsqu'il y a un jour chômé autre que le dimanche dans la semaine.

Les employés, avant de quitter le travail, devront avoir servi les clients présents et remis le magasin en bon état d'ordre et de propreté.

Le travail peut être prolongé jusqu'à 10.00 p.m., sans rémunération supplémentaire, durant les jours précédant les fêtes de Noël et du jour de l'An, soit du 20 au 24 décembre inclusivement et du 27 au 31 décembre inclusivement.

c) Une heure doit être accordée à tout employé pour le repas du midi, sauf le mercredi durant juillet et août, et une heure pour le souper quand il doit retourner au travail le soir.

d) Le travail supplémentaire doit être rémunéré au taux et demi du salaire payé.

Réserve Nonobstant les dispositions du décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175) aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

IV. Jours de fêtes chômés: Tout employé régulier doit être rémunéré pour les jours de congés suivants:

a) Fêtes religieuses d'obligation: Le premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, et le jour de Noël.

b) Fêtes légales: La Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le Jour d'Actions de grâces (fixé par proclamation) le 26 décembre et le 2 janvier.

II. Jurisdiction: a) Commercial: Are subject to the decree, all the commercial establishments or private concerns, actually existing or which might come to exist in the course of the duration of the decree, engaged in the retail trade (i.e. selling directly to the consumer or to those not buying for the purpose of selling) or in the wholesale and retail trade, whether they have a commercial establishment or but one or several agents or an office within the territorial limits of the present section, excepting however:

Drugstores,
News-Stands,
Amusement establishments,
Opticians,
Florists,
Booksellers,

Any trade governed by another decree.

b) Territorial: The decree is applied to the city of Lac Mégantic and to all the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits.

III. Duration of work: a) The time mentioned in the decree is the legal time of the municipal corporation concerned.

b) The standard work week in the establishments governed by the decree shall be one of fifty-two (52) hours during the months of July and August, and of fifty-seven (57) hours during the ten other months of the year.

These hours of work are distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m., except during the months of July and August when the working hours on Wednesday shall be distributed between 8.00 a.m. and 12.00 (noon).

However, on Wednesdays of the months of July and August work may be performed until 6.00 p.m. when a day kept as a holiday, other than a Sunday, falls in that week.

Before leaving, the employees shall serve all customers and clean up the store.

On the days preceding Christmas and New Years' Day, that is from December 20 to the 24 inclusive, and from December 27 to the 31 inclusive, work may be performed until 10.00 p.m. without overtime remuneration.

c) Every employee shall be entitled to one hour off for his noon meal, except on Wednesdays of the months of July and August and to one hour off for supper when he has to return to work during the evening.

d) Overtime work shall be remunerated at the rate of time and a half.

Provision: Notwithstanding the provisions of the decree, the duration of working hours in commercial establishments must never constitute a derogation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority, nor of the by-laws established by competent municipalities.

IV. Feast days to be kept as holidays:

Every regular employee shall be remunerated on the following feast days:

a) Religious feasts of obligation: New Years' Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, and Christmas Day.

b) Legal holidays: Saint John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day and Thanksgiving Day (fixed by proclamation) December 26 and January 2. However, when December 26 and

Toutefois lorsque le 26 décembre et le 2 janvier tombent un samedi, ces jours ne sont pas chômés.

January 2 fall on Saturday, they shall be worked.

V. *Vacances*: Tout employé qui, le 30 avril de chaque année a terminé une année de travail dans le même établissement ou pour le même employeur, a droit à une semaine de vacances avec salaire régulier payable d'avance.

V. *Vacation with pay*: Every employee who, on April 30 of each year, has completed one year's work in the same establishment, or for the same employer, is entitled to one week's vacation with regular pay in advance.

La semaine de vacances payée est de six (6) jours, le dimanche non compris, et doit être donnée entre le 1er juillet et le 30 septembre, à la discrétion de l'employeur, le tout conforme à l'ordonnance No. 3 de la Commission du salaire minimum.

The week's vacation provided for shall consist of six (6) days, Sunday not included, and shall be granted between the first of July and the 30th of October, at the option of the employer, in conformity with Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission.

VI. *Taux de salaires minima*: A moins de stipulations expressees contraires, les salaires sont payés sur une base hebdomadaire et ne doivent pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés.

VI. *Minimum wage rates*: Unless expressly stipulated otherwise, wages shall be paid on a weekly basis and shall not be lower than those hereafter mentioned:

a) *Hommes*:

Classe AA 30%	\$28.00
Classe A 50%	25.00
Classe B 20%	20.00

a) *Men*:

Class AA 30%	\$28.00
Class A 50%	25.00
Class B 20%	20.00

Apprenti:

La première année	\$14.00
La deuxième année	15.00
La troisième année	16.00

Apprentice:

First year	\$14.00
Second year	15.00
Third year	16.00

b) *Femmes ou filles*:

Classe AA 30%	\$20.00
Classe A 50%	18.00
Classe B 20%	16.00

b) *Female employees*:

Class AA 30%	\$20.00
Class A 50%	18.00
Class B 20%	16.00

Apprenties:

La première année	\$14.00
La deuxième année	15.00
La troisième année	16.00

Female apprentices:

First year	\$14.00
Second year	15.00
Third year	16.00

Chaque année de service chez l'un ou l'autre des employeurs du commerce de détail compte, et l'apprenti pourra s'en prévaloir.

Every year of service with anyone employer of the retail trade counts and the apprentice may avail himself of them.

c) *Commis*: *l'heure*

Commis supplémentaire d'expérience, femme ou fille	\$ 0.35
Commis supplémentaire d'expérience, homme	0.45
Étudiant ou apprenti, homme ou femme	0.25

c) *Clerk* *Per hour*

Female extra clerk (experienced)	\$ 0.35
Male extra clerk (experienced)	0.45
Student or apprentice	0.25

d) Tout commis supplémentaire doit recevoir une rémunération minimum équivalente à trois heures de travail pour tout appel au travail en un jour.

d) Every extra clerk shall receive a minimum remuneration equivalent to three hours of work for every call to work in one day.

e) *Caissier ou caissière*:

Deux ans et plus d'expérience	\$20.00
Moins de deux ans d'expérience	18.00

e) *Male or female cashier*:

Two or more years of experience	\$20.00
Less than two years	18.00

f) *Employés de bureau*:

Deux ans et plus	\$20.00
Moins de deux ans	18.00

f) *Office employees*:

Two or more years of experience	\$20.00
Less than two years	18.00

g) *Messagers*:

Bicyclette fournie par l'employeur	\$ 0.25
Bicyclette fournie et entretenue par l'employé	0.35

g) *Messengers*:

Bicycle furnished by the employer	\$ 0.25
Bicycle furnished and repaired by the employee	0.35

Le poids maximum qui peut être transporté par bicyclette est de 50 lbs.

The maximum load to be carried on a bicycle shall be 50 lbs.

h) <i>Nombre d'employés</i> :	CLASSES		
	"AA" 30%	"A" 50%	"B" 20%
1 La première année			1
La deuxième année		1	
Après la deuxième année	1		
2 La première année	1		1
Après la deuxième année	1	1	
3	1	1	1
4	1	2	1
5	1	3	1
6	2	3	1
7	2	4	1
8	2	4	2
9	3	4	2
10	3	5	2
11	3	6	2
12	4	6	2

h) <i>Number of employees</i>	Classes		
	"AA" 30%	"A" 50%	"B" 20%
1 First year			1
Second year		1	
After the second year	1		
2 First year	1		1
After the second year	1	1	
3	1	1	1
4	1	2	1
5	1	3	1
6	2	3	1
7	2	4	1
8	2	4	2
9	3	4	2
10	3	5	2
11	3	6	2
12	4	6	2

i) Ne doivent entrer dans le pourcentage que les commis faisant le service de vente à titre d'employés réguliers, les livreurs et les aide-livreurs. Ces dits pourcentages doivent être calculés distinctement et séparément pour les employés du sexe masculin et les employés du sexe féminin. L'apprenti n'entre pas dans la classification des employés du commerce de détail.

j) Deux ou plusieurs établissements commerciaux ou entreprises privées exploités ou opérés par le même employeur sont considérés comme des unités distinctes et indépendantes aux fins d'application du décret.

k) Aux fins de compilation de ces pourcentages, on ne doit pas tenir compte des employés qui sont membres de la famille de l'employeur ou de ses associés (c'est-à-dire conjoint, ascendant ou descendant).

l) Tout travail doit être rémunéré en espèces et, au plus tard, le vendredi soir.

VII. *Dispositions diverses*: a) Tout salarié sur une base de commission doit recevoir chaque semaine un montant égal au minimum du salaire de sa classification.

b) Le salaire doit être remis à chaque employé dans une enveloppe scellée sur laquelle sont inscrits: son nom, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures accomplies, les déductions faites, le montant d'argent contenu dans l'enveloppe, laquelle doit être initialement par la personne qui fait la paye.

c) Tout employeur est tenu de donner à un employé qui le quitte et qui en fait la demande, une lettre attestant la nature et la durée de son travail avec cet employeur.

d) Les salaires qui, lors de l'entrée en vigueur du décret, seront supérieurs à ceux déterminés par ledit décret, ne pourront être diminués de quelque manière que ce soit.

e) Il est interdit, en convenant d'un salaire plus élevé que celui déterminé par le décret, de stipuler que le supplément peut servir à acquitter tout montant dû par l'employeur pour travail supplémentaire.

VIII. *Durée du décret*: Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeurera en vigueur pour une période d'un an à compter de cette date. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties aux présentes ne donne à l'autre partie un avis contraire par écrit dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 20 décembre 1947.

20948-0

i) Shall be included in the percentages only the clerks doing sales work as regular employees, delivery men and delivery men's helpers. These percentages shall be computed distinctly and separately for the male employees and the female employees. The apprentice shall not be included in the classification of employees of the retail trade.

j) Two or more commercial establishments or private concerns operated by the same employer are considered as distinct and independent units for the purposes of enforcement of the decree.

k) For the purpose of computing these percentages, employees which are members of the family of the employer or his associates (i.e. husband or wife, ascendants or descendants) shall not be included.

l) Work shall be remunerated in cash and, at the latest, on Friday evening.

VII. *Miscellaneous provisions*: a) Every employee paid on a commission basis shall receive every week an amount equal to the minimum rate of wages for his category.

b) The employee's salary shall be given to him in a sealed envelope on which shall be inscribed: the name, the date of the work week, the number of hours worked, the deductions made, the amount of money contained in the envelope, which envelope must be initialed by the person who makes out the pay.

c) Every employer is obliged to give to an employee who is leaving him and who asks him for same, a letter certifying the nature and the duration of his work for this employer.

d) The wages which are higher than those established by the decree, when this decree comes into force, shall not be decreased in any way whatsoever.

e) It is forbidden, when agreeing upon a higher rate of pay than that of the decree, to stipulate that the increase may be used to pay any amount owed by the employer for overtime.

VIII. *Duration of the decree*: The decree will come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and will so remain for a period of one (1) year from that date. It will renew itself automatically from year to year thereafter unless either contracting party notify the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days nor less than thirty (30) days before the expiry of any subsequent year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, December 20, 1947.

20948-0

Greffes de notaires

Notarial Records

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 10 décembre 1947, d'accorder à Me Roch-Albert Bergeron, notaire, résidant et pratiquant à Montréal, district

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated December 10, 1947, to grant to Me Roch-Albert Bergeron, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of

judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Joseph Emery Coderre, notaire décédé, qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, 13 décembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 10 décembre 1947, d'accorder à Me Jean-Paul Chevalier, notaire, demeurant et pratiquant à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières, la transmission des minutes, répertoire et index de M. J.A. Ferron, notaire décédé, qui pratiquait à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Québec, 13 décembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par Me André Dumont, notaire, demeurant à Upton et pratiquant à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Horace St-Germain, notaire décédé, qui demeurait et pratiquait à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Québec, 13 décembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 10 décembre 1947, d'accorder à Me Hector MacKay, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me François Samuel MacKay, notaire décédé, qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal, et du greffe de Me Francis MacKay, notaire décédé dont Me François Samuel MacKay était le cessionnaire.

Québec, 13 décembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 10 décembre 1947, d'accorder à Me Laurent Trudel, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Joseph Stanislas Racine, notaire décédé, qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, 13 décembre 1947.

20901-0 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI

Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Joseph Emery Coderre, deceased notary, who practised at Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, December 13, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated December 10, 1947, to grant to Me Jean-Paul Chevalier, notary, residing and practising at Louiseville judicial district of Trois-Rivières, the transfer of the minutes, repertory and index of Me J. A. Ferron, deceased notary, who practised at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

Quebec, December 13, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me André Dumont, notary, residing at Upton and practising at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Horace St-Germain, deceased notary, who resided and practised at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Quebec, December 13, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated December 10, 1947, to grant to Me Hector MacKay, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me François Samuel MacKay, deceased notary, who practised at Montreal, judicial district of Montreal, and of the records of Me Francis MacKay, deceased notary, of which Me François Samuel MacKay was assignee.

Quebec, December 13, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated December 10, 1947, to grant to Me Laurent Trudel, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Joseph Stanislas Racine, deceased notary, who practised at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, December 13, 1947.

10901 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Lettres patentes annulées

Letters Patent Annulled

Avis est par les présentes donné que lors de la publication de l'avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, Tome 79, N° 50, 13 décembre 1947, page

Notice is hereby given that in the publication of the notice in the *Quebec Official Gazette*, Vol. 79, No. 50, of December 13, 1947, page 3007 under

3007, sous le titre "Lettres patentes annulées", le nom de "La Compagnie d'Énergie Électrique de l'Ange Saint Jean" doit se lire, "La Compagnie d'Énergie Électrique de l'Anse Saint-Jean".

Le Procureur général,
par: L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

20880A-X-o

the title "Letters Patent Annulled", the name of the company "La Compagnie d'Énergie Électrique de l'Ange Saint Jean" should read: "La Compagnie d'Énergie Électrique de l'Anse Saint Jean".

The Attorney General,
per: L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

20880A-X

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 31 août 1944.

M. Paul Miquelon, de Québec, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Québec, 18 juin 1947.

M. Pierre Letarte, de Québec, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Québec, 19 novembre 1947.

MM. René-T. Hébert et Dollard Dansereau, de Montréal, et M. Wheeler Dupont, de Québec, assistant-directeur des assurances, tous membres du Barreau de la Province: conseils en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, 4 décembre 1947.

M. Edouard Boisvert, avocat et conseil en soi du Roi, de la cité de Sherbrooke: magistrat de district pour le district judiciaire de St-François, avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la Province, à compter du 15 décembre 1947.

20946-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, August 31, 1944.

Mr. Paul Miquelon, of Quebec, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Quebec, June 18, 1947.

Mr. Pierre Letarte, of Quebec, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Quebec, November 19, 1947.

Messrs. René-T. Hébert and Dollard Dansereau, of Montreal, and Mr. Wheeler Dupont, of Quebec, assistant-director of Insurance, all members of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, December 4, 1947.

Mr. Edouard Boisvert, advocate and King's Counsel, of the city of Sherbrooke: to be district Magistrate for the judicial district of St. Francis, with, moreover, concurrent jurisdiction with the other district magistrates throughout the whole of the Province, from and after December 15, 1947.

20946

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.

EUG. Fiset

[L.S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTE^ND^U que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le QUATORZE JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.

EUG. Fiset

[L.S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominion beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:

GREETING.

WH^ER^EA^S, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislative of the Province of Quebec for the dispatch of business. We hereby convene you for the FOURTEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss, and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur celles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, à Québec, ce TREIZIEME jour de NOVEMBRE, l'an de grace mil neuf cent quarante-sept et de Notre règne le onzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,

20627-46-9-o

ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité des propriétaires de biens-fonds situés dans les municipalités de Saint-Jérôme-Rivière-du-Nord, de la partie est du canton Abercrombie et du village de Shawbridge, demandant que le territoire qu'ils habitent soit érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Lesage", comté de Terrebonne;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal, à cet effet, ont été remplies et que le territoire est dans les conditions exigées par la Loi pour former une municipalité;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 10 décembre 1947 et, conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé en partie dans la seigneurie de Mille-Iles, en partie dans le canton d'Abercrombie, se composant des lots du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme et du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hippolyte compris dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection du prolongement de la ligne séparant le lot 298 des lots 299 et 303 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme avec l'axe de la rivière du Nord; de là, suivant le dit axe de la rivière du Nord jusqu'au prolongement de la ligne séparant le lot 344 des lots 342 et 343 du susdit cadastre; de là, en référence au même cadastre, passant par les lignes et démarcations suivantes: le dit prolongement et la dite ligne séparant le lot 344 des lots 342 et 343 jusqu'au côté ouest du droit de voie du chemin de fer Canadien du Pacifique; le dit côté ouest du dit droit de voie jusqu'à la ligne séparative des lots 341 et 342 et

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this THIRTEENTH day of the month of NOVEMBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery,

20627-46-9-o

at Quebec.

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

WHEREAS a petition has been presented to Us by the majority of owners of land situate in the municipalities of Saint-Jérôme-Rivière-du-Nord, the East part of the township Abercrombie and the village of Shawbridge, requesting that the territory which they inhabit be erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of Lesage", county of Terrebonne;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to this effect have been fulfilled and the said territory conforms to the requirements of the Law to form a municipality;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated December 10, 1947, and, pursuant to the provisions of sections 35 and following of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate partly in the Seigneurie of Mille-Iles, and partly in the township of Abercrombie, composed of the lots of the official cadastre for the parish of Saint-Jérôme and of the official cadastre for the parish Saint-Hippolyte, comprised within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the prolongation of the line separating lot 298 from lots 299 and 303 of the official cadastre for the parish of Saint-Jérôme, with the axis of the North river (rivière du Nord); thence, following the said axis of the North river (rivière du Nord) as far as the prolongation of the line separating lot 344 from lots 342 and 343 of the aforesaid cadastre; thence, with reference to the same cadastre, passing by the following lines and demarcations; the said prolongation and the said line separating lot 344 from lots 342 and 343 up to

cette dernière ligne jusqu'à la ligne séparant le canton d'Abercrombie de la seigneurie de Mille-Iles; de là, suivant vers le nord-ouest la dite ligne séparant le canton d'Abercrombie de la seigneurie de Mille-Iles jusqu'à la ligne séparative des rangs IV et V du canton d'Abercrombie; de là, dans le canton d'Abercrombie, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hippolyte, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres: la dite ligne séparative des rangs IV et V; la ligne séparative des lots 20A et 20B du rang V; la ligne séparative des rangs V et VI; la ligne séparant le lot 24A du lot 23E et de la partie du lot 23D du rang V appartenant à Henri Renaud; une ligne droite limitant au sud la propriété Henri Renaud jusqu'au coin ouest du lot 23B du rang V; la ligne séparative des lots 22B et 23B du même rang; le côté nord-est d'un chemin public et la ligne séparative des lots 22C et 23 du rang IV prolongée jusqu'à la rive du lac Echo ou des Quatorze-Iles; la dite rive du dit lac en allant vers le sud-est et le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 24A et 24B du rang 111; cette dernière ligne et la ligne séparative des rangs 11 et 111 jusqu'à la ligne séparant le canton d'Abercrombie de la seigneurie de Mille-Iles; de là, la dite ligne entre le canton d'Abercrombie et la seigneurie de Mille-Iles jusqu'à la ligne séparative des lots 288 et 316 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme; de là, dans la seigneurie de Mille-Iles, en référence au sudsit cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme, la dite ligne séparative des lots 288 et 316; une ligne brisée séparant les lots 288, 287, 286, 285, 284, 823, 280, 279, 276, 275, 274, 273, 271 et 300 d'un côté et avec les lots 314, 313, 312, 311, 310, 309, 308, 307, 306, 305, 302, 201 et 299 de l'autre côté; la ligne séparant le lot 298 des lots 299 et 303 et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière du Nord, point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché des municipalités de Saint-Jérôme-Rivière-du-Nord, de la partie est du canton Abercrombie et du village de Shawbridge, et érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Lesage", comté de Terrebonne, telle érection devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHESI.

the west side of the Canadian Pacific Railway right of way; the said west side of the said right of way as far as the division line of lots 341 and 342 and this last line up to the line separating the township of Abercrombie from the Seigniorship of Mille-Iles; thence, following northwestward the said line separating the township of Abercrombie from the Seigniorship of Mille-Iles as far as the division line of ranges IV and V of the township of Abercrombie; thence, in the township of Abercrombie, with reference to the official cadastre for the parish of Saint Hippolyte, passing by the following lines and demarcations, successively: the said division line of ranges IV and V; the division line of lots 20A and 20B of range V; the division line of ranges V and VI; the line separating lot 24A from lot 23E and from that part of lot 23 D of range V belonging to Henri Renaud; a straight line bounding on the south the property of Henri Renaud as far as the west corner of lot 23B of range V; the division line of lots 22B and 23B of the same range; the northeast side of a public road and the division line of lots 22C and 23 of range IV prolonged as far as the shore of lake Echo or Fourteen Island lake; the said shore of the said lake running southeastward and northwestward as far as the division line of lots 24A and 24B of range 111; this last line and the division line of ranges II and III up to the line separating the township of Abercrombie from the Seigniorship of Mille-Iles; thence, the said line between the township of Abercrombie and the Seigniorship of Mille-Iles as far as the division line of lots 288 and 316 of the official cadastre for the parish of Saint-Jérôme; thence, in the Seigniorship of Mille-Iles, with reference to the aforesaid official cadastre for the parish of Saint-Jérôme, the said division line of lots 288 and 316; a broken line separating lots 288, 287, 286, 285, 284, 283, 280, 279, 276, 275, 274, 273, 271 and 300 on one side, from lots 314, 313, 312, 311, 310, 309, 308, 307, 306, 305, 302, 301 and 299 on the other side; the line separating lot 298 from lots 299 and 303 and its prolongation as far as the axis of the North river (rivière du Nord), the starting point; the said territory, together with the roads, railway rights of way, rivers, watercourses or parts of same comprised within the limits above described, to be detached from the municipalities of Saint-Jérôme-Rivière-du-Nord, the east part of the township of Abercrombie and the village of Shawbridge, and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Lesage", county of Terrebonne, such erection to take effect as from the first of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eleventh day of December, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-seven and the twelfth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi.
A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général
L. DÉSILETS

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité des propriétaires de biens-fonds situés dans la municipalité de la paroisse de Ste-Clothilde-de-Horton, demandant que le territoire qu'ils habitent soit érigé en municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de Saint-Jacques-de-Horton", comté d'Arthabaska;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet effet ont été remplies, et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi, et qu'il restera, après cette érection, à la municipalité de la paroisse de Ste-Clothilde-de-Horton une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 4 décembre 1947 et, conformément aux dispositions de l'article 35 et suivants du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé en partie dans le canton de Horton, en partie dans le canton de Warwick, comprenant tous les lots du cadastre officiel des dits cantons renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de l'axe de la rivière Nicolet avec la ligne séparative des rangs X et XI du canton de Warwick; de là, suivant le dit axe de la rivière Nicolet jusqu'au confluent de la rivière Bulstrode et continuant en suivant l'axe de la rivière Bulstrode jusqu'au prolongement de la ligne séparative des rangs II et III du canton de Horton; de là, en référence au cadastre officiel du canton de Horton, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres: le dit prolongement et la dite ligne séparative des rangs II et III, la ligne nord-est des lots 96, 97, 98 et 99, la ligne séparative des rangs III et IV, la ligne nord-est des lots 156 et 157, la ligne séparative des rangs IV et V, la ligne nord-est du lot 239, la ligne nord des lots 279, 280 et 281; de là, vers le sud-ouest la ligne séparative des cantons de Horton et de Warwick jusqu'à la ligne nord-est du lot 1091 du cadastre officiel du canton de Warwick; de là, dans le dit canton de Warwick, en référence au cadastre officiel pour le dit canton, la dite ligne nord-ouest du lot 1091 et la ligne séparative des rangs X et XI jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites,

sera détaché de la municipalité de la paroisse de Ste-Clothilde-de-Horton et érigé en municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité de Saint-Jacques-de-Horton", comté de Arthabaska, telle érection devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de la présente

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.
To all to whom these presents shall come or whome the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General

WHEREAS a petition has been presented to Us by the majority of the owners of land situate in the municipality of the parish of Ste-Clothilde-de-Horton, requesting that the territory inhabited by them be erected into a separate school municipality under the name of "Municipality of Saint-Jacques-de-Horton", county of Arthabaska;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled and that the said territory is in condition required by Law to form a municipality and that there shall remain, after such erection, in the municipality of the parish of Ste-Clothilde-de-Horton, a population of over three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an Order dated December 4, 1947, and in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate partly in the township of Horton, partly in the township of Warwick, comprising all the lots of the official cadastre of the said townships enclosed within the following boundaries, to wit: starting from the point of intersection of the axis of the river Nicolet with the division line of ranges X and XI of the township of Warwick; thence, following the said axis of the River Nicolet as far as the confluent of the River Bulstrode and continuing, following the axis of the River Bulstrode as far as the prolongation of the division line of ranges II and III of the township of Horton; thence, with reference to the official cadastre for the township of Horton, passing through the following lines and demarcations successively: the said prolongation and the said division line of ranges II and III, the northeast line of lots 96, 97, 98 and 99, the division line of ranges III and IV, the northeast line of lots 156 and 157, the division line of ranges IV and V, the northeast line of lot 239 the north line of lots 279, 280 and 281; thence, towards the southwest the division line of the townships of Horton and Warwick as far as the northeast line of lot 1091 of the official cadastre for the township of Warwick; thence in the said township of Warwick, with reference to the official cadastre for the said township, the said northwest line of lot 1091, and the division line of ranges X and XI as far as the starting point; said territory, together with the roads, rivers, watercourses or parts thereof, enclosed within the above described limits,

shall be detached from the municipality of the parish of Ste-Clothilde-de-Horton, and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Saint-Jacques-de-Horton", county of Arthabaska, such erection to take effect on and from the first of January following pu-

proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos Féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand seau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
20912-o JEAN BRUCHÉSI

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire soit détaché de la municipalité de la paroisse de St-Zotique et annexé à la municipalité du village de Coteau Landing, comté de Soulanges;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera après cette annexion, à la municipalité de la paroisse de St-Zotique, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 27 novembre 1947 et, conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Zotique, comprenant les lots de 1 à 9 inclusivement du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zotique et dont les limites se décrivent comme suit, à savoir: partant du sommet de l'angle sud-est du lot 1 du susdit cadastre; de là, en référence au dit cadastre officiel, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la ligne sud des lots 1, 2, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 étant la limite actuelle du village de Coteau-Landing; la ligne séparative des lots 9 et 10, la ligne nord-ouest des lots 9, 8, 7, 6, 5, 4 et 3 étant la limite sud-est de la paroisse de Saint-Polycarpe, et enfin une ligne limitant au nord-est les lots 3, 2 et 1 et faisant la limite sud-ouest de la municipalité de Côteau-du Lac, jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les che-

bligation of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this tenth day of December in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
20912 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these present shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory be detached from the Municipality of the parish of St-Zotique and annexed to the municipality of the village of Coteau Landing, county of Soulanges;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled, and that there shall remain to the Municipality of the parish of St-Zotique, after such annexation, a population of over three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated November 27, 1947, and in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code, We hereby declare that the following territory, to-wit:

A territory actually forming part of the municipality of the parish of Saint-Zotique, comprising lots 1 to 9 inclusively of the official cadastre for the said parish of Saint-Zotique, and the limits whereof are described as follows, to-wit: starting from the summit of the southeast angle of lot 1 of the aforesaid cadastre; thence, with reference to the said official cadastre, passing through the following lines and demarcations successively: the south line of lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 and 9, being the actual limit of the village of Coteau-Landing; the division line of lots 9 and 10, the northwest line of lots 9, 8, 7, 6, 5, 4 and 3 being the southeast limit of the parish of Saint-Polycarpe, and finally a line, limiting on the northeast lots 3, 2 and 1 and forming the southwest limit of the municipality of Côteau-du-Lac, to the starting point; said territory, together with the

mins, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de la paroisse de St-Zotique et annexé à la municipalité du village de Côteau Landing, comté de Soulanges, telle annexion devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce deuxième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

20902-o

JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défendeur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général

L. DÉSILETS

ATTENDU qu'une requête a été présentée par des propriétaires de biens-fonds situés dans la paroisse de l'Ile Perrot, demandant que le territoire qu'ils habitent soit érigé en municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot";

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet effet ont été remplies, et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 4 décembre 1947 et, conformément aux dispositions de l'article 35 et suivants du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans l'Ile Perrot, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-l'Ile-Perrot, les lots, tous inclus, de 1 à 109, de 243 à 312, 312A, 313 et 386, étant toute la partie est de l'Ile Perrot limitée vers l'ouest par les lignes suivantes en continuité les unes des autres: la ligne séparant les lots 113, 112, 111 et 110 d'un côté d'avec les lots 105, 108, 109 et 107 de l'autre côté; la ligne séparant les lots 159, 160 et 161 d'un côté d'avec

roads, railway rights of way, watercourses or part thereof, comprised within the above described limits, shall be detached from the Municipality of the parish of St-Zotique, and annexed to the Municipality of the village of Côteau Landing, county of Soulanges, such annexation to take effect on and from the first of January following the date of publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this second day of December, in the year of Our Lord One thousand nine hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

20902

Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defendor of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.

WHEREAS a petition has been presented to Us by the majority of the owners of land situate in the parish of l'Ile Perrot, requesting that the territory inhabited by them be erected into a separate municipality under the name "Municipality of the Parish of Notre-Dame-de-l'Ile Perrot";

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled and that the said territory is within the requirements exacted by law to form a municipality;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an order dated December 4th, 1947, and in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory to wit:

A territory situate in l'Ile Perrot, comprising with reference to the official cadastre for the parish of Sainte-Jeanne-de-l'Ile-Perrot, the lots all inclusive, from 1 to 109, from 243 to 312, 312A, 313 and 386 being the whole east part of l'Ile Perrot, bounded on the west by the following lines successively: the line separating lots 113, 112, 111, and 110 on one side from lots 105, 108, 109, and 107 on the other side; the line separating lots 159, 160 and 161 on one side from lots

les lots 107, 98, 97, 91, 90 et 88 de l'autre côté; la ligne ouest du lot 87, la ligne nord des lots 87, 86, 83, 82, 79, 78 et 77, la ligne est du lot 77, la ligne nord des lots 76, 75, 74, 73 et 71 et enfin la ligne nord-ouest des lots 245 et 243; lequel territoire ensemble avec les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites et avec en plus les fies portant les numéros du susdit cadastre officiel de 314 à 324 inclusivement,

sera détaché de la municipalité de la paroisse de l'Île Perrot et érigé en municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot", telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
20933-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi.
A tous ceux que ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général
L. DÉSILETS { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de la paroisse de St-Pierre-les-Becquets soit détaché et annexé à la municipalité du village Les Becquets, dans le comté de Nicolet;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette annexion, à la municipalité de St-Pierre-les-Becquets, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 4 décembre 1947, et conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, comprenant, en référence au cadastre

107, 98, 97, 91, 90 and 88 on the other side; the west line of lot 87, the north line of lots 87, 86, 83, 82, 79, 78 and 77, the east line of lot 77, the north line of lots 76, 75, 74, 73 and 71 and finally the northwest line of lots 245 and 243; said territory, together with the roads, streets, lanes, rivers, watercourses or part thereof, comprised within the limits hereinabove described, and with, moreover, the islands bearing numbers 314 to 324 inclusively of said official cadastre, shall be detached from the municipality of the parish of l'Île Perrot and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Parish of Notre-Dame de l'Île Perrot", such erection to take effect on and from the 1st of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this ninth day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command,

20933 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS
Deputy Attorney General { WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory be detached from the municipality of the parish of St-Pierre-les-Becquets and annexed to the municipality of the village of Les Becquets, county of Nicolet;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled, and that there will remain, after such annexation, to the municipality of St-Pierre-les-Becquets, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 4th of December, 1947, and pursuant to the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code of Our province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory forming actually part of the municipality of the parish of Saint-Pierre-les-Becquets, comprising, with reference to the official

officiel pour la dite paroisse, les lots et parties de lot et leurs subdivisions présentes et à venir renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 94 et 96 avec la rive du fleuve St-Laurent; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la dite rive du fleuve St-Laurent jusqu'à la ligne séparative des lots 89 et 90, cette dite ligne jusqu'à environ deux arpents et demi de la route nationale, une ligne à travers le lot 90 jusqu'au coin nord du lot de subdivision 90-20, les lignes nord-est des lots de subdivision 90-20, 90-23, 90-1 et 92-1 jusqu'au coin sud-ouest du lot de subdivision 92-1, de ce point une ligne droite jusqu'au point d'intersection de la ligne séparative des lots 89 et 93 avec le côté est de la route nationale, la dite séparative des lots 89 et 93 jusqu'au côté nord-est de la route de l'Église, le dit côté nord-est de la route de l'Église suivant la courbe qu'il décrit jusqu'à son point de contact avec une tangente et continuant dans cette tangente jusqu'à l'intersection de la ligne séparative des lots de subdivisions 92-2 et 92-3 avec le côté est de la route nationale, le dit côté est de la route nationale en allant vers le sud et enfin la ligne séparative des lots 94 et 96 jusqu'au point de départ; lequel territoire

cadastre for the said parish, the lots and parts of lots and their present and future subdivisions enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the division line of lots 94 and 96 with the shore of the St. Lawrence river; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the said shore of the St. Lawrence river as far as the division line of lots 89 and 90, this said line up to about two arpents and one half from the national highway, a line across lot 90 up to the north corner of subdivision lot 90-20, the northeast lines of subdivision lots 90-20, 90-23 90-1 and 92-1 to the southwest corner of subdivision lot 92-1, from this point a straight line as far as the point of intersection of the division line of lots 89 and 93 with the east side of the national highway, the said division line of lots 89 and 93 to the northeast side of the Church road, the said northeast side of the Church road following the curve which it describes up to its point of contact with a tangent and continuing in this said tangent as far as the intersection of the division line of subdivision lots 92-2 and 92-3 with the east side of the national highway, the said east side of the national highway running southward and finally the division line of lots 94 and 96 to the starting point, the said territory to be detached from the municipality of the parish of St-Pierre-les-Becquets and annexed to the municipality of the village of Les Becquets, such annexation to take effect on and from the first of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

sera détaché de la municipalité de la paroisse de St-Pierre-les-Becquets et annexé à la municipalité du village Les Becquets, telle annexion devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

At Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this tenth day of December in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

By command, **JEAN BRUCHÉSI,**
Under Secretary of the Province.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

SALUT.

GREETING

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant procureur général, **L. DÉSILETS.** ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité des propriétaires de biens fonds situés dans la municipalité de Saint Basile, demandant que le

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General, WHEREAS a petition had been presented to Us by the majority of the owners of land situate in the municipality of Saint Basile, requesting that the territory inhabited

territoire qu'ils habitent soit érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Saint Basile Sud", comté de Portneuf;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal, à cet effet, ont été remplies et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la Loi pour former une municipalité;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 10 décembre 1947 et, conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Saint Basile, comprenant tous les lots du cadastre officiel de la paroisse de Saint Basile, avec toutes leurs subdivisions présentes et à venir, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne sud-ouest du lot 56 du susdit cadastre officiel avec le côté nord du chemin de front du rang du Petit-Bois-de-l'Ail; de là, toujours en référence au susdit cadastre officiel, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la limite nord-est de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf en suivant les lignes sud-ouest des lots 56, 57 et 58, la ligne sud-est et la ligne sud-ouest du lot 59, cette dernière prolongée jusqu'au côté nord-ouest d'un chemin public et ledit côté nord-ouest du dit chemin public jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 60; de là, laissant la dite limite nord-est de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf, ledit côté nord-ouest du dit chemin public jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 61, ledit prolongement, ladite ligne et la ligne sud-ouest du lot 62, ces deux dernières lignes faisant le côté nord-est d'un chemin public, la ligne séparant le lot 62 des lots 58, 63, 66, 67 et 68, la ligne séparant les lots 68, 70 et 71 des lots 438, 437, 435, 434, 433 et 432, une ligne irrégulière séparant les lots 432 et 431 d'avec les lots 76, 77, 81, 82, 83, 87, 88, 89, 93, 94, 95, 100, 101, 102 et 103, la ligne sud du lot 430 faisant le côté nord d'un chemin public, la ligne ouest du lot 293, la ligne séparant les lots 261, 265 et 264 des lots 293, 292, 291, 290, 289, 288, 287, 286, 268 et 267, la ligne séparant les lots 264, 263, 259, 258, 257, 256, 255, 254, 253, 252, 251 et 250 d'avec les lots 130, 131, 132, 133, 134, 135 et 139; de là, la limite sud-ouest de la municipalité de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuveville en suivant les lignes nord-est des lots 139 et 138 toutes deux prolongées jusqu'à l'axe de la rivière Portneuf qui leur sert de raccordement, une ligne brisée limitant vers le sud-est les lots 138, 137, 136, 135, 134, 133, 132, 131 et 130, la ligne nord-est du lot 1 jusqu'à la ligne de front du rang du Petit-Bois-de-l'Ail; de là, ladite ligne de front du rang du Petit-Bois-de-l'Ail, étant une ligne brisée limitant vers le nord la municipalité de Cap-Santé, jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau, ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites,

sera détaché de la municipalité de Saint-Basile et érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Saint-Basile-Sud", comté de Portneuf, telle érection devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

by them be erected into a separate municipality under the same of the "Municipality of the village of Saint Basile South", county of Portneuf;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled and that the said territory conforms to the requirements of the law to form a municipality;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 10th of December, 1947, and, pursuant to the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory forming actually part of the municipality of Saint Basile, comprising all the lots of the official cadastre for the parish of Saint-Basile, with all their present and future subdivisions, enclosed within the following limits, to wit: Starting from the point of intersection of the southwest line of lot 56 of the aforesaid official cadastre with the north side of the front road of the Petit Bois-de-l'Ail range; thence, always with reference to the aforesaid official cadastre, passing by the following lines and demarcations successively; the northeast limit of the municipality of the parish of Notre Dame-de-Portneuf following the southwest lines of lots 56, 57 and 58, the southeast line and the southwest line of lot 59, this latter prolonged as far as the northwest side of a public road and the said northwest side of the said public road to the southwest line of lot 60; thence, leaving the said northeast limit of the municipality of the parish of Notre-Dame-de-Portneuf, the said northwest side of said public road as far as the prolongation of the southwest line of lot 61, the said prolongation, the said line and the southwest line of lot 62, these two last lines forming the northeast side of a public road, the line separating lot 62 from lots 58, 63, 66, 67 and 68, the line separating lots 68, 70 and 71 from lots 438, 437, 435, 434, 433 and 432, an irregular line separating lots 432 and 431 from lots 76, 77, 81, 82, 83, 87, 88, 89, 93, 94, 95, 100, 101, 102 and 103, the south line of lot 430 forming the north side of a public road, the west line of lot 293, the line separating lots 261, 265 and 264 from lots 293, 292, 291, 290, 289, 288, 287, 286, 268 and 267, the line separating lots 264, 263, 259, 258, 257, 256, 255, 254, 253, 252, 251 and 250 from lots 130, 131, 132, 133, 134, 135 and 139; thence, the southwest limit of the municipality of the parish of Sainte-Jeanne-de-Neuveville by following the northeast lines of lots 139 and 138 both prolonged as far as the axis of the Portneuf river which serves as their junction, a broken line bounding on the southeast lots 138, 137, 136, 135, 134, 133, 132, 131 and 130, the northeast line of lot 1 to the front line of the "Petit-Bois-de-l'Ail" range; thence, the said front line of the "Petit-Bois-de-l'Ail" range, being a broken line bounding on the north the municipality of Cap-Santé, as far as the starting point; the said territory together with the roads, railway rights of way, rivers, watercourses or parts of same, comprised within the above described limits, to be detached from the municipality of Saint-Basile and erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of the Village of Saint-Basile-South", county of Portneuf, such erection to take effect on and from the first of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par or lre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
20943-o JEAN BRUCHÉSI.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this eleventh day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty seven and the Twelfth year of Our Reign.

By command,
20943 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Head offices

AVIS DE LA SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

NOTICE OF SITUATION OF HEAD OFFICE

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Nu-Way Lambskin Processors Ltd.", constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 28 octobre 1947, a établi son siège social en la ville de Charlemagne, dans le district de Joliette.

Notice is hereby given that Nu-Way Lambskin Processors Ltd., incorporated in the Province of Quebec, by Letters Patent, on the 28th October 1947, has established its head office at the Town of Charlemagne, in the District of Joliette.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the head office of the Company.

Daté à Charlemagne, le 1er novembre 1947.
Le Secrétaire,
20903 W. T. PETERSON.

Dated at Charlemagne, November 1st., 1947.
W. T. PETERSON,
2090-3o Secretary.

BEEBE ATHLETIC ASSOCIATION INC.
BEEBE, P.Q.

BEEBE ATHLETIC ASSOCIATION INC.
BEEBE, P.Q.

Avis est par les présentes donné que la corporation "Beebe Athletic Association Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 13 novembre 1947, et ayant son siège social à Beebe dans le district de St-François, en la province de Québec, a établi son bureau-chef aux soins de Maurice L. Moore, Beebe, P.Q.

Notice is hereby given that "Beebe Athletic Association Inc.", incorporated by letters patent under Part III of the Quebec Companies Act on the 13th day of November, 1947, and having its head office in Beebe in the district of St. Francis in the province of Quebec, has established its head office care of Maurice L. Moore, Beebe, P.Q.

A compter de la date du présent avis ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de l'association.

From and after the date of this notice the said office shall be considered as being the head office of the Association.

Daté à Beebe, dans le district de St-François, en la province de Québec, le 28 novembre 1947.

Dated at Beebe, in the district of St. Francis, in the province of Quebec, this 28th day of November, 1947.

20922 Le Secrétaire,
M. L. MOORE.

20922-o M. L. MOORE,
Secretary.

L'OUTILLAGE DE FERME LAITIÈRE INC.
THE DAIRY FARM EQUIPMENT INC.

L'OUTILLAGE DE FERME LAITIÈRE INC
THE DAIRY FARM EQUIPMENT INC

Avis est par les présentes donné que la compagnie "L'Outillage de Ferme Laitière Inc." — "The Dairy Farm Equipment Inc.", corps politique et incorporé constitué par lettres patentes de la Province de Québec, en date du 13 novembre 1947, a établi son bureau principal à 900 Boulevard des Capucins, Québec.

Notice is hereby given that the company "L'Outillage de Ferme Laitière Inc." — "The Dairy Farm Equipment Inc.", a body politic and corporate, incorporated by letters patent of the Province of Quebec, under date of November 13, 1947, has established its head office at 900 des Capucins Boulevard, Quebec.

Daté à Québec, ce 3ème jour de décembre 1947.

Dated at Quebec, this third day of December, 1947.

20944-o Le Secrétaire,
GILLES DE BILLY.

20944 GILLES DE BILLY,
Secretary.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE LAVAL DES RAPIDES

* TOWN OF LAVAL DES RAPIDES

Soumissions pour obligations

Tenders for Bonds

Avis public est par les présentes donné que des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à huit heures de l'après-midi, vendredi le 9 janvier 1948, pour l'achat de \$67,500. d'obligations de la Ville de Laval des Rapides, datées du premier novembre 1947 et remboursables en série du premier novembre 1948 au premier novembre 1962 inclusivement, l'intérêt étant payable semi-annuellement les premier novembre et premier mai de chaque année. Les susdites obligations porteront intérêt au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée au taux soumis n'excédant pas 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance.

Public notice is hereby given that written sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned until eight o'clock in the afternoon, Friday, January 9, 1948, for the purchase of the Town of Laval des Rapides, bonds amounting to \$67,500.00, dated November 1st, 1947 and redeemable in series from November 1st 1948 to November 1st 1962 inclusively, the interest being payable semi-annually on the first day of November and the first day of May each year. The above mentioned debentures will bear interest at the choice of the tendering party, whose offer will be accepted at the rate offered provided, it will not exceed 3% and the rate offered may be the same for the total amount or may vary according to the maturity.

Ces obligations ont été émises en vertu des règlements nos 126-127-133 de la Ville de Laval des Rapides, adoptés le 29 juillet 1947, et le 6 octobre 1947, et deviendront échues suivant le tableau ci-après:

This issues has been authorized by the Town of Laval des Rapides by-laws nos 126-127-133 adopted by the Town Council of said Town on July 29th, 1947, and on October 6th, 1947, which bonds will mature according to the following schedule.

Date	Capital
1 novembre 1948.....	\$ 1,500.00
1 novembre 1949.....	1,500.00
1 novembre 1950.....	1,500.00
1 novembre 1951.....	1,500.00
1 novembre 1952.....	1,500.00
1 novembre 1953.....	1,500.00
1 novembre 1954.....	1,500.00
1 novembre 1955.....	2,000.00
1 novembre 1956.....	2,000.00
1 novembre 1957.....	2,000.00
1 novembre 1958.....	2,000.00
1 novembre 1959.....	2,000.00
1 novembre 1960.....	2,000.00
1 novembre 1961.....	2,000.00
1 novembre 1962.....	43,000.00
	\$67,500.00

Date	Capital
1 November 1948.....	\$ 1,500.00
1 November 1949.....	1,500.00
1 November 1950.....	1,500.00
1 November 1951.....	1,500.00
1 November 1952.....	1,500.00
1 November 1953.....	1,500.00
1 November 1954.....	1,500.00
1 November 1955.....	2,000.00
1 November 1956.....	2,000.00
1 November 1957.....	2,000.00
1 November 1958.....	2,000.00
1 November 1959.....	2,000.00
1 November 1960.....	2,000.00
1 November 1961.....	2,000.00
1 November 1962.....	43,000.00
	\$67,500.00

Le capital et les intérêts seront payables à la banque mentionnée dans les règlements d'emprunts, à Cartierville ou à Montréal. Ces obligations seront émises en coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00;

Both the principal and interest will be payable at the Bank mentioned in the loan procedure at Cartierville or at Montreal. Said bonds will be issued in denomination of \$100.00 or multiples of \$100.00 and may be registered as to capital at the Office of the undersigned.

Les dites obligations pourront sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés;

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at any interest maturity date, however in case of partial redemption the bonds to be redeemed will be called for payments in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la Ville de Laval des Rapides, égal à 1% du montant de la présente émission et chaque soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison;

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the Town of Laval des Rapides, equal to 1% of the amount of this issue and each tender must specify whether the price offer includes or does not include accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à la séance ordinaire du Conseil qui sera tenue le vendredi le 9 janvier 1948, à huit heures du soir en la salle de l'Hôtel de Ville.

The said tenders will be opened and considered at the regular setting of the Town Council to be held on Friday, January 9, 1948, at 8 o'clock p.m. in the Town Hall.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.
Donné à Ville Laval des Rapides, ce 12ième jour de décembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-E. LAVOIE.

20945-o

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Laval des Rapides, this 12th day of December 1947.

J.-E. LAVOIE,
Secretary-Treasurer.

20945-o

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE SAINTE-ROSE
*COMTÉ DE LAVAL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Ville de Sainte Rose, que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, N° 216 Boulevard Sainte-Rose, dans ladite Ville de Sainte-Rose Comté de Laval, le QUATORZIEME jour (14ième) de JANVIER mil neuf cent quarante-huit à DIX (10) heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement de taxes municipales et scolaires, ainsi que des intérêts courus et des frais encourus, à moins que ces taxes, intérêt et frais ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF SAINTE-ROSE
COUNTY OF LAVAL

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Town of Ste Rose, that the property hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall, No. 216 Sainte-Rose Boulevard, in the said Town of Ste. Rose, County of Laval, on the FOURTEENTH (14th) day of the month of JANUARY, nineteen hundred and forty-eight (1948) at TEN of the clock in the forenoon to satisfy the payment of the Municipal and School taxes with accrued interest and costs, incurred thereon unless the said taxes, interest and costs, be paid before the sale.

Nom du Propriétaire Name of the Owner	Numéro de Cadastre Cadastre Number	Taxes Mun. & Scol. Mun. & School Taxes
Dame J. Antoine Morin (née Maria Thomas)	P 34	\$53.77

Un petit lopin de terre faisant partie de l'immeuble connu et désigné sous le numéro trente-quatre (34) des plans et livre de renvoi officiel du Village incorporé de Sainte-Rose, situé sur le côté nord-est et en arrière dudit numéro et borné comme suit: vers le nord-est par le numéro officiel trente (30) appartenant à ladite Maria Thomas et par le numéro officiel trente-trois (33) appartenant à Monsieur Prospère Lafèche ou leurs représentants; vers le nord par la rivière Jésus et vers le sud-ouest par le résidu du lot numéro trente-quatre (34) appartenant à la Plage Sainte-Rose Limitée. Ce terrain est de forme irrégulière et contient environ deux mille trente pieds (2030) en superficie, mesure anglaise, plus ou moins.

A parcel of land of irregular figure forming part thirty-four (34) of the Official Plan and Book of Reference for the Incorporated Village of Ste-Rose, situated on the North-East side and in the back of the said lot number thirty-four (34), bounded on the North-East side by the Official number thirty (30) belonging to Maria Thomas or representatives and by the Official number thirty-three (33) belonging to Mr Prospère Lafèche or representatives; on the North side by Rivière Jesus and on the south-west side by other part of lot thirty-four (34) belonging presently to Plage Sainte-Rose Limited. This parcel of land measures approximately two thousands and thirty-feet (2030) in surface, english measure, more or less.

Donné en la Ville de Sainte-Rose, ce douze décembre mil neuf cent quarante-sept.
(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,
L. LABONVILLE.

20904-51-2-o

Given at the Town of Ste. Rose, this December the twelveth nineteen hundred and forty-seven.
(Seal)

L. LABONVILLE,
Secretary-Treasurer.

20904-51-2-o

VENTE PAR SHÉRIF

AVIS PUBLIC est par le présent donné que es TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

TERREBONNE

Canada, province de Québec
Cour Supérieure

District de Montréal, } LE PROCUREUR
N° 1144-A } GÉNÉRAL DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC, demandeur, vs
RODOLPHE ÉMARD DE Lac des Seize Iles
district de Terrebonne, défendeur.

Un certain morceau de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi du canton de Wentworth, commé étant le lot vingt-six dans le huitième rang, et la partie sud-est du lot vingt-sept

SHERIFFS' SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

TERREBONNE

Canada, province of Quebec
Superior Court

District of Montréal, } THE ATTORNEY
No. 1144-Q } GENERAL OF THE
PROVINCE OF QUEBEC, plaintiff vs RODOLPHE ÉMARD OF Lac des Seize Iles district of Terrebonne, defendant.

A certain piece of land known and designated on the plan and book of reference for Wentworth township as being lot number twenty-six in the eighth range, and the south-east part of lot num-

dans le neuvième rang (26 R. VIII & Pt 27-IX) sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'Église Catholique de Lac des Seize Îles MARDI le TRENTE DECEMBRE 1947 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, le 20 novembre 1947, 20733-48-2-0
[Première insertion, 29 novembre 1947]

ber twenty-seven in the ninth range (26-RVIII & Pt S.E. 27-IX) without buildings.

To be sold at the Catholic Church door of Lac des Seize Îles on DECEMBER 30th 1947 at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, November 20th 1947. 20733-48-2-0
[First insertion, November 29, 1947]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 51

Index of the Quebec Official Gazette, No. 51-

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

2018 — Annexion à la cité de Saint-Jean	3096
2027, section "A" — Métiers de barbier et de coiffeur dans l'Île de Montréal, la cité de St-Lambert et la municipalité de Longueuil	3098
2027, section "B" — Charpentiers-doublers — navigation océanique dans le port de Montréal	3097
2027, section "C" — Vérificateurs et tonneliers — navigation océanique — Havre de Montréal	3098
2027, section "D" — Débardeurs du port de Montréal, navigation océanique	3098
2027, section "E" — Métiers du bâtiment dans la région de Hull	3101
2027, section "F" — Industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans l'Île de Montréal	3100
2062 — Concernant la corporation du village minier de Pascalis	3101

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

3017

AVIS DIVERS:

Association des Employés de la Dennison de Drummondville (Formation)	3102
Deep-Drawn Stampings of Canada Limited (Directeurs)	3105
Jay Flex Limited (Directeurs)	3102
La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited (Directeurs)	3105
La Caisse Populaire Desjardins de St-Antoine-de-Pointe-à-la-Garde (Fondation)	3102
La Coopérative La Serviabile (Fondation)	3102
Lamont, Corliss & Company (Nomination d'agent)	3103
L'Association des Employés sur le Canal Soulanges (Formation)	3103
L'Entre-Aide Mutuelle Notre-Dame-de-la-Doré (Fondation)	3103
Le Syndicat Catholique et National des Travailleurs du Tabac de Joliette (Formation)	3103
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Sulpice (Formation)	3105
Pour Nous (Fondation)	3104
Ship Family Circle (Règlements)	3103
St. Lawrence Tankers Limited (Directeurs)	3104
Syndicat Coopératif de Travail de St-Augustin (Roberval) (Fondation)	3104

ORDERS IN COUNCIL:

2018 — Annexation to the city of St. John's	3096
2027, part "A" — Barber and hairdresser trades in the Island of Montreal, the city of St. Lambert and the municipality of Longueuil	3098
2027, part "B" — Smpliners — ocean navigation in the Harbour of Montreal	3097
2027, part "C" — Checkers and coopers — ocean navigation — Harbour of Montreal	3098
2027, part "D" — Longshoremen of the Harbour of Montreal, ocean navigation	3098
2027, part "E" — Building trades in the district of Hull	3101
2027, part "F" — Sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal	3100
2062 — Concerning the Corporation of the Mining Village of Pascalis	3101

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

3017

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés de la Dennison de Drummondville (Formation)	3102
Deep-Drawn Stampings of Canada Limited (Directors)	3105
Jay Flex Limited (Directors)	3102
La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited (Directors)	3105
La Caisse Populaire Desjardins de St-Antoine-de-Pointe-à-la-Garde (Foundation)	3102
La Coopérative La Serviabile (Foundation)	3102
Lamont, Corliss & Company (Appointment of agent)	3103
L'Association des Employés sur le Canal Soulanges (Formation)	3103
L'Entre-Aide Mutuelle Notre-Dame-de-la-Doré (Foundation)	3103
Le Syndicat Catholique et National des Travailleurs du Tabac de Joliette (Formation)	3103
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Sulpice (Formation)	3105
Pour Nous (Foundation)	3104
Ship Family Circle (By-Laws)	3103
St. Lawrence Tankers Limited (Directors)	3104
Syndicat Coopératif de Travail de St-Augustin (Roberval) (Foundation)	3104

Temiskaming Community Association Inc. (Règlements)	3104	Temiskaming Community Association Inc. (By-Laws)	3104
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Concernant les bills qui seront présentés pendant la prochaine session	3106	Relating to private bills to be introduced during the coming session	3106
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Model Fur Mfg. Co. Ltd.	3106	Model Fur Mfg. Co. Ltd.	3106
Morlong Limited	3106	Morlong Limited	3106
New Canadian Homes Corporation	3106	New Canadian Homes Corporation	3106
Normar Mines, Limited	3107	Normar Mines, Limited	3107
Nu' Deal Upholstering Company Limited	3107	Nu' Deal Upholstering Company Limited	3107
Uranium (U-235) Corporation of North America	3107	Uranium (U-235) Corporation of North America	3107
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal	3109	The Montreal Firemen's Benefit Association	3109
Association Professionnelle des Mesureurs de Bois Licenciés de la province de Québec	3096	Professional Association of Licensed Cullers of the Province of Quebec	3096
Beauharnois, ville de	3096	Beauharnois, town of	3096
Black Lake, ville de	3087	Black Lake, town of	3087
Brodeur, Guy <i>et al.</i>	3109	Brodeur, Guy <i>et al.</i>	3109
Cap-de-la-Madeleine, cité de	3086	Cap-de-la-Madeleine, city of	3086
Carbonneau, Antoni	3092	Carbonneau, Antoni	3092
Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve (N° 1787) Inc.	3085	Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve (No 1787) Inc.	3085
Corporation de Ste-Angèle-de-Monnoir de Bellefeuille, Alain-François	3084	Corporation of Ste. Angèle de Monnoir de Bellefeuille, Alain-François	3084
Dillon, Edward	3086	Dillon, Edward	3086
Dorion, ville de	3091	Dorion, town of	3091
Durham-Sud, village de	3085	South Durham, village of	3085
Frenette, Charles-Eugène	3095	Frenette, Charles-Eugène	3095
Gatineau, ville de <i>et al.</i>	3084	Gatineau, town of <i>et al.</i>	3084
Guaranty Trust Company of Canada	3082	Guaranty Trust Company of Canada	3082
Hull, cité de	3083	Hull, city of	3083
Interior Decorators Society of Quebec	3090	Interior Decorators Society of Quebec	3090
Institut de gestion industrielle et commerciale	3110	Cost and Management Institute	3110
Jacques-Cartier, ville de	3107	Jacques-Cartier, town of	3107
La Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal	3095	Montreal City and District Savings Bank	3095
Labrecque, Dame Marie-Eugénie	3094	Labrecque, Dame Marie-Eugénie	3094
Lachine, cité de	3109	Lachine, city of	3109
LaSalle, ville de	3110	LaSalle, town of	3110
La Survivance	3091	La Survivance	3091
Les Naturopathes de la province de Québec	3108	The Naturopaths of the Province of Québec	3108
Les Sœurs de l'Espérance	3083	Les Sœurs de l'Espérance	3083
Longueuil, cité de	3089	Longueuil, city of	3089
McAbbee, Joseph	3084	McAbbee, Joseph	3084
Montréal-Est, ville de	3095	Montreal East, town of	3095
Préville Limited <i>et al.</i>	3110	Préville Limited <i>et al.</i>	3110
Rimouski, ville de	3092	Rimouski, town of	3092
Rouyn, ville de	3086	Rouyn, town of	3086
Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal, Inc.	3108	Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal, Inc.	3108
Sherbrooke, cité de	3090	Sherbrooke, city of	3090
St. Andrew's Society of Montreal	3085	St. Andrew's Society of Montreal	3085
Succession Douglas Watson Ogilvie	3109	Estate of Douglas Watson Ogilvie	3109
Succession J.-Austin Leblanc	3092	Estate of J.-Augustin Leblanc	3092
Succession Joel Lanctôt	3109	Estate of Joel Lanctôt	3109
Succession Hon. Joseph Masson	3091	Estate of Hon. Joseph Masson	3091
Succession Arthur-Joseph Grubert	3089	Estate of Arthur-Joseph Grubert	3089
Succession Sir Georges-Etienne Cartier	3088	Estate of Sir Georges-Etienne Cartier	3088
Thetford Mines, cité de	3087	Thetford Mines, city of	3087
Trois-Rivières, cité de	3085	Trois-Rivières, city of	3085

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Ancienne Lorette, munic. scolaire de la paroisse de 3111

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

Ancienne Lorette, school munic. of the parish of 3111

Harvey, munic. scolaire de	3110	Harvey, school munic. of	3110
St-Ephrem-d'Upton, munic. scolaire de	3112	St-Ephrem-d'Upton, school munic. of	3112
St-Gégoire-de-Greenley, munic. scolaire de	3111	St-Gégoire-de-Greenley, school munic. of	3111
St-Jérôme, munic. scolaire du village de	3112	St-Jérôme, school munic. of the village of	3112

TRAVAIL

Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, L'As- sompition et Montcalm (Prélèvement)	3129
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modi- fication)	3112
La Fédération nationale des Gantiers (Avis)	3113
Le Syndicat catholique des employés de commerce de Mégantic (Avis)	3130

GREFFES DE NOTAIRES:

Bergeron, Roch-Albert, en faveur de . .	3134
Chevalier, Jean-Paul, en faveur de . . .	3135
Dumont, André	3135
MacKay, Hector, en faveur de	3135
Trudel, Laurent, en faveur de	3135

LETTRES PATENTES:

Artisan Blouse Corp.	3068
Bigger Town Construction Limited . . .	3069
Boulangerie Lachute Ltée — Lachute Bakery Ltd.	3069
Brossard Lumber Ltd.	3069
Carlton Textiles Ltd.	3070
Charbonneau & Despatie, Limitée . . .	3070
Club de Ski Drummond	3070
Corporation Sanatorium Olivier	3071
Delisle Auto Shawinigan, Ltée	3071
Edrado Manufacturing Co. Inc.	3071
Entreprises Dorchester, Ltée	3072
Flexalum Company Ltd.	3072
Gold Rays Products Corporation Li- mited	3072
Gold Seal Garment Inc.	3073
Jeu d'Equerre Limitée	3073
J.-W. Picard, Ltée	3074
Kelly-Leduc Ltd.	3074
K & G Cloak Co.	3074
Laboratoires Welcker-Lapointe Ltée — Welcker-Lapointe Laboratories Ltd. . . .	3075
Laiterie Gatineau Dairy, Ltd.	3075
La Jeunesse de l'Union Nationale	3075
La Société Historique de Québec	3076
Léopold Duplessis Limitée	3076
Marie-Antoinette Inc.	3077
Mégantic Auto Parts Inc.	3077
Mlle E. Fortin, Incorporée	3077
Mongrain & Roy Limitée	3078
Paul Raymond, Ltée	3078
Perron & Fils, Ltée	3078
Rodan Investment Corporation	3079
Roger Desautels, Limitée — Roger De- sautels, Limited	3079
Rosemont Investment Company, Ltd. . . .	3079
Rousseau & Rousseau Limitée	3080
S. G. Bendon Utility Co. Inc.	3080
Spécialités Inc. Marquette Inc. Special- ties	3080
Tessier Limitée	3081
The Betty Speirs-Peter Miller Dance Studios Ltd.	3081
Wearmore Manufacturing Co. Ltd.	3082
Yamaska Automobile Inc.	3082

LETTRES PATENTES ANNULÉES:

La Compagnie d'Énergie Électrique de l'Anse Saint Jean (Correction)	3135
--	------

LABOUR:

Joint Committee of Barbers and Hair- dressers of Joliette, Berthier, L'As- sompition and Montcalm Counties (Levy)	3129
Construction industry and trades in the district of Montreal (Amend- ment)	3112
La Fédération nationale des Gantiers (Notice)	3113
Le Syndicat catholique des employés de commerce de Mégantic (Notice)	3130

NOTARIAL RECORDS:

Bergeron, Roch-Albert, in favour of . .	3134
Chevalier, Jean-Paul, in favour of . . .	3135
Dumont, André	3135
MacKay, Hector, in favour of	3135
Trudel, Laurent, in favour of	3135

LETTERS PATENT:

Artisan Blouse Corp.	3068
Bigger Town Construction Limited . . .	3069
Boulangerie Lachute Ltée — Lachute Bakery Ltd.	3069
Brossard Lumber Ltd.	3069
Carlton Textiles Ltd.	3070
Charbonneau & Despatie, Limitée . . .	3070
Club de Ski Drummond	3070
Corporation Sanatorium Olivier	3071
Delisle Auto Shawinigan, Ltée	3071
Edrado Manufacturing Co. Inc.	3071
Entreprises Dorchester, Ltée	3072
Flexalum Company Ltd.	3072
Gold Rays Products Corporation Li- mited	3072
Gold Seal Garment Inc.	3073
Jeu d'Equerre Limitée	3073
J.-W. Picard, Ltée	3074
Kelly-Leduc Ltd.	3074
K & G Cloak Co.	3074
Laboratoires Welcker-Lapointe Ltée — Welcker-Lapointe Laboratories Ltd. . . .	3075
Laiterie Gatineau Dairy, Ltd.	3075
La Jeunesse de l'Union Nationale	3075
La Société Historique de Québec	3076
Léopold Duplessis Limitée	3076
Marie-Antoinette Inc.	3077
Mégantic Auto Parts Inc.	3077
Mlle E. Fortin, Incorporée	3077
Mongrain & Roy Limitée	3078
Paul Raymond, Ltée	3078
Perron & Fils, Ltée	3078
Rodan Investment Corporation	3079
Roger Desautels, Limitée — Roger De- sautels, Limited	3079
Rosemont Investment Company, Ltd. . . .	3079
Rousseau & Rousseau Limitée	3080
S. G. Bendon Utility Co. Inc.	3080
Spécialités Inc. Marquette Inc. Special- ties	3081
Tessier Limitée	3081
The Betty Speirs-Peter Miller Dance Studios Ltd.	3081
Wearmore Manufacturing Co. Ltd.	3082
Yamaska Automobile Inc.	3082

LETTERS PATENT ANNULLED:

La Compagnie d'Énergie Électrique de l'Anse Saint Jean (Correction)	3135
--	------

NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses	3136	Miscellaneous	3136
PROCLAMATIONS:		PROCLAMATIONS:	
Convocation de la Législature pour l'ex- pédition des affaires	3136	Convocation of the Legislature for the dispatch of business	3136
Concernant l'annexion d'un certain ter- ritoire de la paroisse de St-Pierre-les- Becquets au village Les Becquets	3142	Concerning annexation of a certain ter- ritory of the parish of St-Pierre-les- Becquets to the village of Les Becquets	3142
Concernant l'annexion d'un certain ter- ritoire de la paroisse de St-Zotique au village de Coteau Landing	3140	Concerning annexation of a certain ter- ritory of the parish of St-Zotique to the village of Coteau Landing	3140
Concernant l'érection de la municipalité de Lesage	3137	Concerning the erection of the municip- ality of Lesage	3137
Concernant l'érection de la municipalité de St-Jacques-de-Horton	3139	Concerning the erection of the municip- ality of St-Jacques-de-Horton	3139
Concernant l'érection de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	3141	Concerning the erection of the parish of Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	3141
Concernant l'érection du village de St- Basile-Sud	3143	Concerning the erection of the village of St-Basile-Sud	3143
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Beebe Athletic Association Inc.	3145	Beebe Athletic Association Inc.	3145
L'Outillage de Ferme Laitière Inc.— The Dairy Farm Equipment Inc.	3145	L'Outillage de Ferme Laitière Inc.— The Dairy Farm Equipment Inc.	3145
Nu-Way Lambskin Processors Ltd.	3145	Nu-Way Lambskin Processors Ltd.	3145
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Laval-des-Rapides, ville de	3146	Laval-des-Rapides, town of	3146
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Ste-Rose, ville de	3147	Ste-Rose, town of	3147
VENTE PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALE:	
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Le Procureur général de la province de Québec vs Emarl	3147	The Attorney General of the Province of Quebec vs Emarl	3147
20949-o		20949-o	

